PREMIER ET UNIQUE MAGAZINE CONSACRÉ À L'HISTOIRE DE L'ALGÉRIE

El-Djazaïr.com

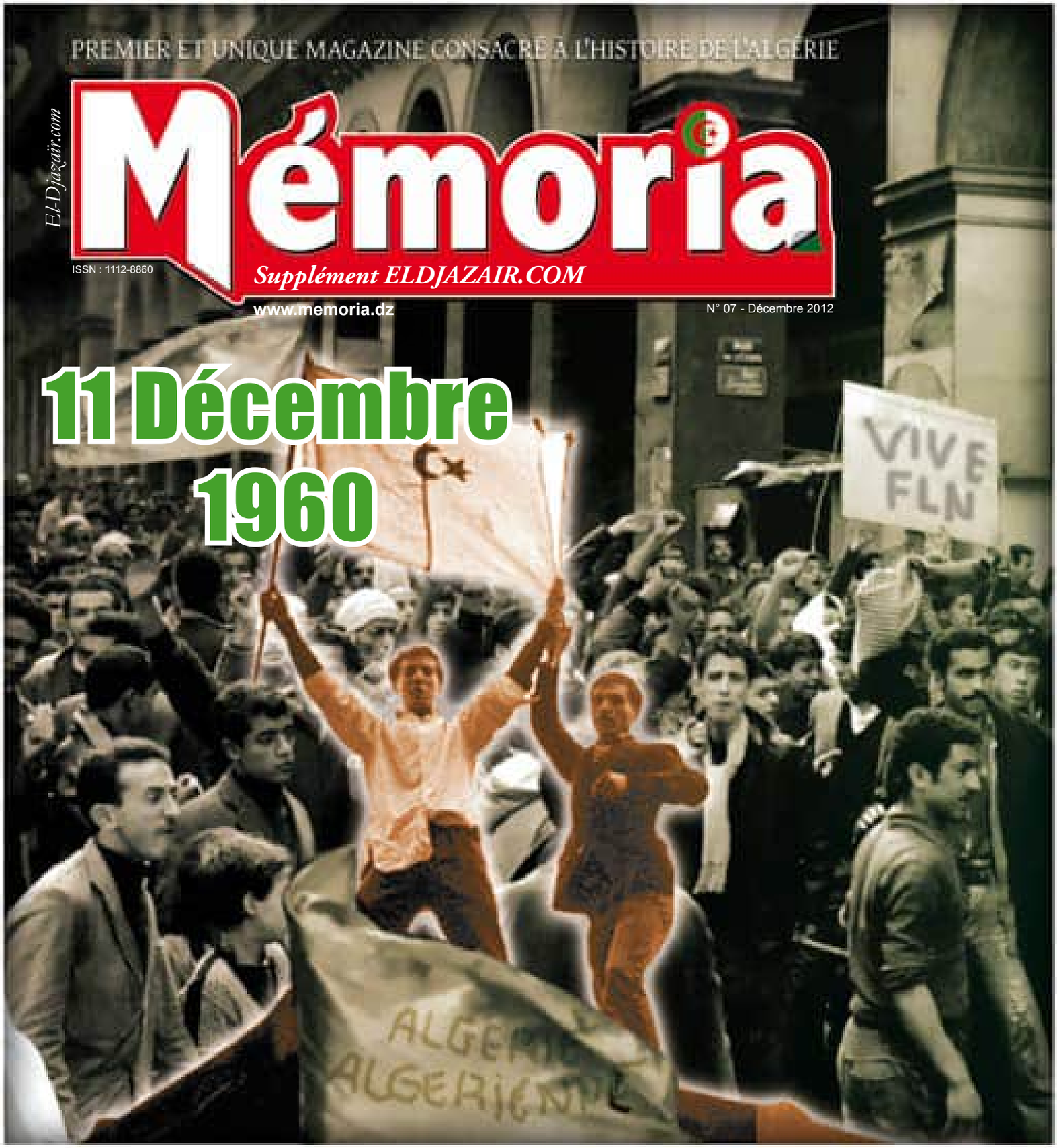
Mémoria

ISSN : 1112-8860

Supplément ELDJAZAIR.COM

www.memoria.dz

N° 07 - Décembre 2012



11 Décembre 1960

Un peuple entier manifeste sa volonté

El-Djazaïr .com
GROUPE

GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION

Le magazine promotionnel de l'Algérie
El-Djazaïr .com
www.eldjazaircom.dz
Revue mensuelle N° 46 Janvier 2013
Le président Abdelaziz Bouteflika au maquis
35e conférence des directeurs généraux de police et de sécurité arabes
Quand l'Algérie donne l'exemple !

www.eldjazaircom.dz

POUR UNE VIVE MÉMOIRE

Les nations se hissent par le savoir et se maintiennent par la mémoire. C'est cet ensemble d'événements qui se créent successivement aujourd'hui pour qu'un jour on ait à le nommer : Histoire. Sans cette mémoire, imbue de pédagogie et de ressourcement, l'espèce humaine serait tel un atome libre dans le tourbillon temporel et cosmique.

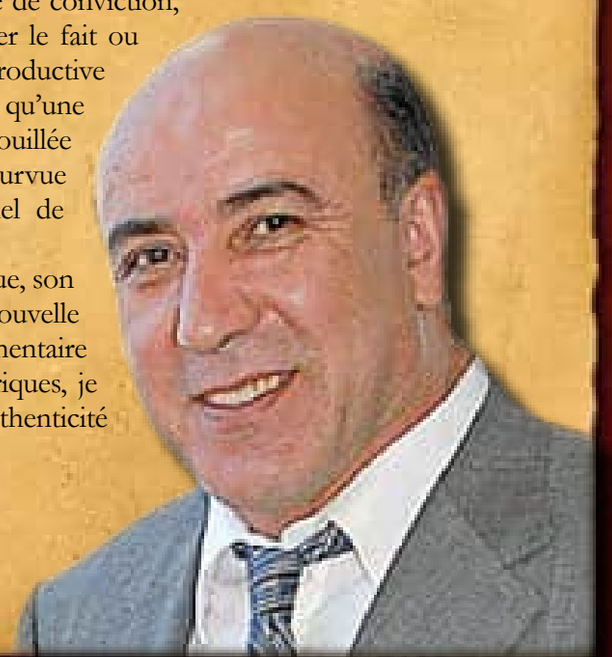
L'homme a eu de tout temps ce pertinent besoin de vouloir s'amarrer à des référentiels et de se coller sans équivoque à son histoire. Se confondre à un passé, à une ancestralité. Cette pertinence va se confiner dans une résistance dépassionnée et continue contre l'amnésie et les affres de l'oubli. Se contenir dans un souvenir, c'est renaître un peu. L'intérioriser, c'est le revivre ; d'où cette ardeur permanente de redécouvrir, des instants durant, ses gloires et ses notoriétés.

En tant que mouvement dynamique qui ne s'arrête pas à un fait, l'Histoire se perpétue bien au-delà. Elle est également un espace pour s'affirmer et un fondement essentiel dans les domaines de prééminence et de luttes. Transmettant le plus souvent une charge identitaire, elle est aussi et souvent la proie pitoyable à une éventualité faussaire ou à un oubli prédateur. Seule la mémoire collective, comme un fait vital et impératif, peut soutenir la vivacité des lueurs d'antan et se projeter dans un avenir stimulant et inspirateur. Elle doit assurer chez nous le maintien et la perpétuation des liens avec les valeurs nationales et le legs éternel de la glorieuse révolution de Novembre.

Il est grand temps, cinquante ans après le recouvrement de l'indépendance nationale, de percevoir les fruits de l'interaction et de la complémentarité entre les générations. Dans ce contexte particulier et délicat, les moudjahidate et moudjahidine se doivent davantage de réaffirmer leur mobilisation et leur engagement dans le soutien du processus national tendant à éterniser et à sacraliser l'esprit chevaleresque de Novembre. Ceci n'est qu'un noble devoir envers les générations montantes, qui, en toute légitimité, se doivent aussi de le réclamer. A chaque disparition d'un acteur, l'on assiste à un effacement d'un pan de notre histoire. A chaque enterrement, l'on y ensevelit avec une source testimoniale. Le salut de la postérité passe donc par la nécessité impérieuse d'immortaliser le témoignage, le récit et le vécu. Une telle déposition de conscience serait, outre une initiative volontaire de conviction, un hommage à la mémoire de ceux et de celles qui ont eu à acter le fait ou l'événement. Le témoignage devrait être mobilisé par une approche productive d'enseignement et de fierté. Raviver la mémoire, la conserver n'est qu'une détermination citoyenne et nationaliste. Toute structure dépouillée d'histoire est une structure sans soubassement et toute Nation dépourvue de conscience historique est une nation dépourvue de potentiel de créativité et d'intégration dans le processus de développement.

C'est dans cette optique de rendre accessibles l'information historique, son extraction et sa mise en valeur que l'idée de la création de cette nouvelle tribune au titre si approprié : Memoria, a germé. Instrument supplémentaire dédié au renforcement des capacités de collecte et d'études historiques, je l'exhorte, en termes de mémoire objective, à plus de recherche, d'authenticité et de constance.

AMMAR KHELIFA
amar.khelifa@eldjazaircom.dz



amar.khelifa@eldjazaircom.dz

PROCLAMATION DU 1ER NOVEMBRE 1954

Peuple algérien, militants de la cause nationale

A vous qui êtes appelés à nous juger (le premier d'une façon générale, les seconds tout particulièrement), notre souci en diffusant la présente proclamation est de vous éclairer sur les raisons profondes qui nous ont poussés à agir en vous exposant notre programme, le sens de notre action, le bien-fondé de nos vues dont le but demeure l'indépendance nationale dans le cadre nord-africain. Notre désir aussi est de vous éviter la confusion que pourraient entretenir l'impérialisme et ses agents administratifs et autres politicailleurs véreux.

Nous considérons avant tout qu'après des décennies de lutte, le mouvement national a atteint sa phase de réalisation. En effet, le but d'un mouvement révolutionnaire étant de créer toutes les conditions d'une action libératrice, nous estimons que, sous ses aspects internes, le peuple est uni derrière le mot d'ordre d'indépendance et d'action et, sous les aspects extérieurs, le climat de détente est favorable pour le règlement des problèmes mineurs, dont le nôtre, avec surtout l'appui diplomatique de nos frères arabo-musulmans. Les événements du Maroc et de Tunisie sont à ce sujet significatif et marquent profondément le processus de la lutte de libération de l'Afrique du Nord. A noter dans ce domaine que nous avons depuis fort longtemps été les précurseurs de l'unité dans l'action, malheureusement jamais réalisée entre les trois pays.

Aujourd'hui, les uns et les autres sont engagés résolument dans cette voie, et nous, relégués à l'arrière, nous subissons le sort de ceux qui

sont dépassés. C'est ainsi que notre mouvement national, terrassé par des années d'immobilisme et de routine, mal orienté, privé du soutien indispensable de l'opinion populaire, dépassé par les événements, se désagrège progressivement à la grande satisfaction du colonialisme qui croit avoir remporté la plus grande victoire de sa lutte contre l'avant-garde algérienne.

L'heure est grave !
Devant cette situation qui risque de devenir irréparable, une équipe de jeunes responsables et militants conscients, ralliant autour d'elle la majorité des éléments encore sains et décidés, a jugé le moment venu de sortir le mouvement national de l'impasse où l'ont acculé les luttes de personnes et d'influence, pour le lancer aux côtés des frères marocains et tunisiens dans la véritable lutte révolutionnaire.
Nous tenons à cet effet à préciser que nous sommes indépendants des deux clans qui se disputent le pouvoir. Plaçant l'intérêt national au-dessus de toutes les considérations mesquines et erronées de personnes et prestige, conformément aux principes révolutionnaires, notre action est dirigée uniquement contre le colonialisme, seul ennemi et aveugle, qui s'est toujours refusé à accorder la moindre liberté par des moyens de lutte pacifique.
Ce sont là, nous pensons, des raisons suffisantes qui font que notre mouvement de rénovation se présente sous l'étiquette de Front de libération nationale, se dégageant ainsi de toutes les compromissions possibles et offrant la possibilité à tous les patriotes algériens de toutes les couches sociales, de tous les partis et mouvements purement algériens, de s'intégrer dans la lutte de libération sans aucune autre considération.

Pour préciser, nous retraçons ci-après, les grandes lignes de notre programme politique :

But : l'Indépendance nationale par :
1. La restauration de l'Etat algérien souverain, démocratique et social

dans le cadre des principes islamiques.
2. Le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de races et de confessions.

Objectifs intérieurs

1. Assainissement politique par la remise du mouvement national révolutionnaire dans sa véritable voie et par l'anéantissement de tous les vestiges de corruption et de réformisme, cause de notre régression actuelle.
2. Rassemblement et organisation de toutes les énergies saines du peuple algérien pour la liquidation du système colonial.

Objectifs extérieurs

- Internationalisation du problème algérien.
- Réalisation de l'Unité nord-africaine dans le cadre naturel arabo-musulman.
- Dans le cadre de la charte des Nations unies, affirmation de notre sympathie à l'égard de toutes nations qui appuieraient notre action libératrice.

Moyens de lutte

Conformément aux principes révolutionnaires et compte tenu des situations intérieure et extérieure, la continuation de la lutte par tous les moyens jusqu'à la réalisation de notre but.

Pour parvenir à ces fins, le Front de libération nationale aura deux tâches essentielles à mener de front et simultanément : une action intérieure tant sur le plan politique que sur le plan de l'action propre, et une action extérieure en vue de faire du problème algérien une réalité pour le monde entier avec l'appui de tous nos alliés naturels.

C'est là une tâche écrasante qui nécessite la mobilisation de toutes les énergies et toutes les ressources nationales. Il est vrai, la lutte sera longue mais l'issue est certaine.

En dernier lieu, afin d'éviter les fausses interprétations et les faux-fuyants, pour prouver notre désir de paix, limiter les pertes en vies humaines et les effusions de sang, nous avançons une plate-forme honorable de discussion aux autorités françaises si ces dernières sont

animées de bonne foi et reconnaissent une fois pour toutes aux peuples qu'elles subjuguent le droit de disposer d'eux-mêmes.

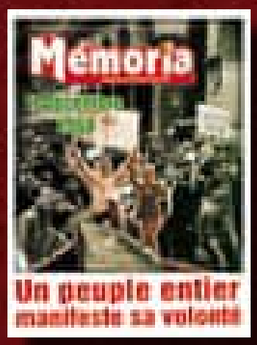
1. La reconnaissance de la nationalité algérienne par une déclaration officielle abrogeant les édits, décrets et lois faisant de l'Algérie une terre française en déni de l'histoire, de la géographie, de la langue, de la religion et des mœurs du peuple algérien.
2. l'ouverture des négociations avec les porte-parole autorisés du peuple algérien sur les bases de la reconnaissance de la souveraineté algérienne, une et indivisible.
3. La création d'un climat de confiance par la libération de tous les détenus politiques, la levée de toutes les mesures d'exception et l'arrêt de toute poursuite contre les forces combattantes.

En contrepartie

1. Les intérêts français, culturels et économiques, honnêtement acquis, seront respectés ainsi que les personnes et les familles.
2. Tous les Français désirant rester en Algérie auront le choix entre leur nationalité et seront de ce fait considérés comme étrangers vis-à-vis des lois en vigueur ou opteront pour la nationalité algérienne et, dans ce cas, seront considérés comme tels en droits et en devoirs.
3. Les liens entre la France et l'Algérie seront définis et feront l'objet d'un accord entre les deux puissances sur la base de l'égalité et du respect de chacun.

Algérien ! Nous t'invitons à méditer notre charte ci-dessus. Ton devoir est de t'y associer pour sauver notre pays et lui rendre sa liberté ; le Front de libération nationale est ton front, sa victoire est la tienne.
Quant à nous, résolus à poursuivre la lutte, sûrs de tes sentiments anti-impérialistes, nous donnons le meilleur de nous-mêmes à la patrie.

1er Novembre 1954 — Le Secrétariat national



Supplément

N° 08

Décembre - 2012

El-Djazaïr .com
GROUPE
GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION
www.eldjazaircom.dz

Fondateur Président du Groupe
AMMAR KHELIFA

Président d'honneur
Abdelmalek SAHRAOUI

Coordination :
Abla BOUTEMEN
Sonia BELKADI

Direction de la rédaction
Assem MADJID

Directeur des moyens généraux :
Abdessamed KHELIFA

D.A.F :
Meriem KHELIFA

Ils ont contribué avec nous :
Mohamed Chérif Abbès,
ministre des Moudjahidine

Mohammed ould Si Kaddour El Korso
Professeur Associé, Département d'Histoire, Alger 2. Ancien sénateur ; ancien président de la Fondation du 8 mai 1945

Commandant Azzedine,

Rédaction
Ammar BELHIMER
Leila BOUKLI
Boualem TOUARIGT
Hassina AMROUNI
Abderrachid MEFTI
Djamel BELBEY
Adel FATHI

Direction Artistique :
Ahmed SEFFAH
Halim BOUZID
Salim KASMI

Contacts : Eurl COMESTA MEDIA
N° 181 Bois des Cars 3
Dely-Ibrahim - Alger - Algérie
Tél. : 00 213 (0) 661 929 726 / +213 (21) 360 915
Fax : +213 (21) 360 899
E-mail : redaction@memoria.dz
info@memoria.dz

P.10

Manifestation du 11 Décembre 1960

P.10

Le Général De Gaulle

11 DÉCEMBRE 1960

P.10 *Histoire*
L'ÉCHEC POLITIQUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE

P.17 *LE DÉROULEMENT DES MANIFESTATIONS*

P.26 *L'IMPACT DES MANIFESTATIONS : L'OPINION INTERNATIONALE BASCULE*

P.29 *DÉCEMBRE 1960 ET LA PRESSE FRANÇAISE*

P.35 *LA FEMME ALGÉRIENNE EN POINTE*

GUERRE DE LIBÉRATION

P.39 *Mémoire*
COLONIALISME ET RÉSISTANCE DES ALGÉRIENS : El-Menfiyûne el-djazaïriyûn
DÉRACINEMENT ET TRAUMATISME (XIXe-XXIe SIÈCLES)

P.57 *Récit*
L'ACTION CULTURELLE AU SERVICE DE LA RÉVOLUTION

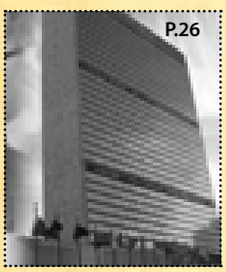
P.73 *Contribution*
SERGE MICHEL : UN PRÉCURSEUR DE LA PRESSE LIBRE

P.77 *Témoignage*
MARIE-JOËLLE RUPP (FILLE DE SERGE MICHEL) : « MON PÈRE M'A LAISSÉ L'ALGÉRIE EN HÉRITAGE »

P.80 *SERGE MICHEL : UN JOHN REED AFRICAIN*

P.17

Saliha Ouatiki

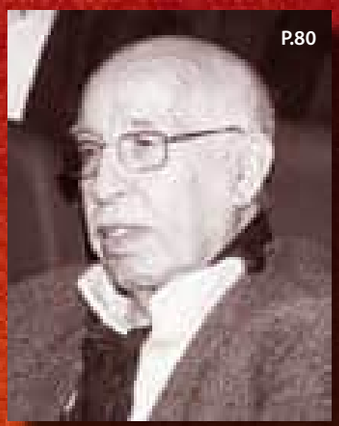

P.26

Siège de l'ONU

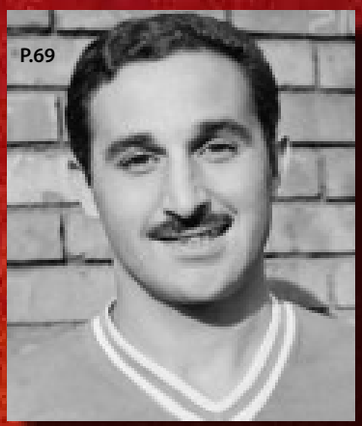
P.73

Serge Michel

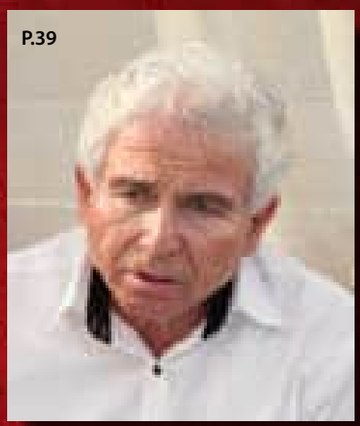
Supplément offert, ne peut être vendu



Commandant Azzedine



Rachid Makhloufi



Mohammed ould Si Kaddour El Korso

Supplément du magazine
ELDJAZAIR.COM consacré
à l'histoire

COPYRIGHT
COMESTA MÉDIA
GROUPE PROMO INVEST

Edité par COMESTA MÉDIA
Dépôt légal : 235-2008
ISSN : 1112-8860

SOMMAIRE

Meriem Bouatoura

Massali Hadj

FIGURES DE LA RÉVOLUTION

P.91 *Portrait*
MERIEM BOUATTOURA LE MARTYR AU FÉMININ

P.93 ***MAMIA AÏSSA-CHENTOUF : L'ENGAGEMENT D'UNE VIE***

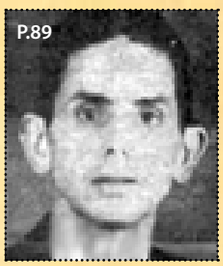
HISTOIRE DU MALG

P.101 ***ABDELHAMID LAKHDAR DIT BENAÏSSA : UNE VIE AU SERVICE DES TRANSMISSIONS***

HISTOIRE D'UNE VILLE

P.111 *La ville de Sétif*
DE AÏN EL FOUARA À SIDI EL KHEIR

Ville de Sétif



Badji Mokhtar

Mamia Chentouf

Abdelhamid Lakhdar

Les manifestations du 11 décembre 1960

L'ÉCHEC POLITIQUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE

11 Décembre 1960

Histoire

Les manifestations populaires de décembre 1960 ont marqué une étape décisive dans la Guerre de libération nationale. Elles ont fait perdre au gouvernement français ses dernières illusions de voir sa politique bénéficier d'un soutien populaire de la part des Algériens. Elles allaient accélérer la poursuite des négociations en rendant le FLN incontournable et donner dans la foulée de grandes victoires diplomatiques à la révolution algérienne. L'organisation urbaine du FLN décimée par une répression sanglante avait réduit considérablement ses activités depuis 1957. Elle allait réaffirmer avec force sa présence, portée et quelquefois même dépassée par un puissant mouvement populaire qui surprit par son ampleur et sa détermination. En décembre 1960, le peuple des villes explosa en marquant son adhésion au FLN, brisant le carcan de la peur alors que l'autorité française l'avait considéré comme définitivement soumis.

Par Boualem Touarigt

Des manifestants algériens expriment leur engagement indéfectible pour l'indépendance

Casser l'ALN et dégager la troisième force

Le général de Gaulle avait dès son arrivée au pouvoir, deux années plus tôt, mis en place sa stratégie. Il avait compris que la France ne pouvait perpétuer sa présence en Algérie en utilisant les mêmes formes de domination. Déjà avant son arrivée, devant l'extension de la lutte armée, les gouvernements français successifs avaient avancé des propositions de solution. Pour eux, il fallait agir sur le plan social en améliorant les conditions de vie des populations et sur le plan politique en accordant des droits aux Algériens en faisant émerger une élite locale inféodée à la France. Pour ce faire, il leur fallait réduire militairement le FLN qui s'accrochait à sa revendication de l'indépendance. Ce fut impossible et très coûteux matériellement et moralement. Malgré les centaines de milliers de soldats engagés et l'effort financier qui devint rapidement trop lourd à supporter, la victoire militaire fut impossible. La répression massive systématique des populations cristallisera l'idée nationale dans le rejet de la présence française. De plus, la grande majorité de la population européenne d'Algérie refusa toute évolution politique qui limiterait sa domination. Elle rejeta même des solutions intermédiaires comme la création d'un Etat fédéral, le découpage en zones ethniquement homogènes, un partage virtuel des pouvoirs avec une élite locale désignée par l'administration et où elle garderait la réalité de la puissance économique et politique.

De Gaulle suivit la même démarche, avec cependant quelques nuances. Il donnera plus d'ampleur aux mesures destinées à améliorer les conditions économiques et sociales des populations algériennes avec le « Plan de Constantine » : investissements industriels massifs, réforme agraire, construction de logements sociaux et d'écoles, amélioration de la santé publique, émergence de cadres algériens, etc. Sur le plan politique, il alla plus loin que ses prédécesseurs : suppression des deux collèges, ouverture des scrutins locaux à l'émergence d'élus algériens. Il voulait garder l'Algérie à la France, mais avec des formes nouvelles : une Algérie indépendante mais étroitement liée à la France, où des élites locales modérées et pro-françaises participeraient au pouvoir et où l'activité économique et surtout le pétrole saharien seraient gérés par des entreprises françaises. Il voulait aussi que cette Algérie assure la présence française avec des centres d'expérimentation nucléaire et des bases militaires. Il avait affirmé, lors d'une visite en Algérie fin août 1959 : « Même en la pacifiant complètement, nous ne garderions pas l'Algérie pour longtemps si nous ne la transformions pas de fond en comble afin d'en faire un pays moderne. L'évolution

prévue par le plan de Constantine que nous avons étudié doit permettre cette transformation sur le plan matériel. Mais il est nécessaire aussi qu'intervienne une transformation morale. L'ère de l'administration indirecte des autochtones par l'intermédiaire des Européens est révolue. » Il comprit rapidement que la minorité européenne ne pouvait pas jouer le rôle prépondérant qu'il lui destinait dans la nouvelle Algérie. Une grande majorité de celle-ci rejeta violemment toute évolution de la situation antérieure. Il chercha à se rallier les représentants des élites algériennes et les modérés du mouvement national, espérant ainsi avoir les mêmes résultats que ceux obtenus dans les anciennes colonies africaines. Or l'action politique du FLN pour regrouper les représentants de toutes les couches de la population autour de l'idée d'indépendance empêcha l'émergence d'une troisième voie qu'il rechercha en vain, c'est-à-dire celle d'une élite politique acquise à sa démarche et suivie par une grande partie de la population algérienne.

L'échec de la pacification

La démarche du général de Gaulle avait un volet militaire indispensable pour réduire le FLN et l'empêcher d'avoir une position dominante. Le 23 octobre 1958, de Gaulle offre « la paix des braves », demandant la reddition des combattants de l'ALN. Juste avant, le 3 octobre, il avait annoncé le Plan de Constantine. Sa stratégie est résumée dans son discours du 8 janvier 1959 où il réserve « une place de choix à l'Algérie de demain, pacifiée et transformée, développant elle-même sa personnalité et étroitement liée à la France ». A peine un mois plus tard, il engageait le plan Challe, du nom du nouveau commandant en chef qu'il avait très tôt préparé.

Le général De Gaulle à Alger

Sa stratégie militaire mobilisait des moyens militaires considérables pour réduire les combattants de l'ALN avec en particulier le bouclage des frontières par les barrages électrifiés et le regroupement des populations rurales pour mieux isoler les combattants.

En décembre 1960, de Gaulle se trouvait face à des résultats mitigés. Malgré des pertes considérables, l'ALN n'avait pas été réduite. Les chances de succès du plan Challe résidaient dans l'obtention de résultats rapides. Or il fut coûteux sur le plan matériel et moral. Les méthodes utilisées (recherche systématique et à grande échelle du renseignement par la torture généralisée, regroupement des populations) éloignèrent encore plus les populations algériennes. Même si la terreur infligée aux populations put dans quelques cas les plonger dans le désespoir, elles n'adhérèrent pas aux plans du général de Gaulle. Gibert Meynier affirma : « Le prestige de de Gaulle n'entama en rien les sentiments profonds des Algériens… En campagne, la confiance en de Gaulle fut fortement contrebalancée par les regroupements et le labourage cruel de l'offensive Challe». *(Histoire intérieure du FLN, p. 464)* Les rapports des services psychologiques de l'armée française notent bien que la soumission des populations n'est qu'apparente et qu'elle est « le signe de la peur et de la lassitude plus que d'une véritable conversion des âmes ». Le secrétaire général du gouvernement général, Jacomet aurait dit le 7 novembre 1960 : « Malgré la générosité et le courage des officiers et des soldats, l'armée qui a tout fait pour rétablir la sécurité commet, notamment par l'abus des regroupements, beaucoup d'erreurs psychologiques et, à la limite, fabrique plus de fellaghas qu'elle n'en tue… Les musulmans ne nous récompensent guère des immenses efforts faits pour eux depuis quelques années. »

11 Décembre 1960
Histoire

Le 4 novembre 1960, le général annonça officiellement la prochaine tenue d'un référendum sur l'autodétermination : « Ayant repris la tête de la France, j'ai décidé en son nom de suivre le chemin qui conduit non plus à l'Algérie gouvernée par la Métropole française, mais à l'Algérie algérienne… Cela veut dire une Algérie émancipée, une Algérie qui, si les Algériens le veulent – et j'estime que c'est le cas – aura son gouvernement, ses institutions et ses lois. » Il voulait être le père de cette nouvelle Algérie, liée (c'est-à-dire soumise) à la France. Il lança une pique au FLN, exprimant sa volonté de le marginaliser sans toutefois lui interdire une place minoritaire dans le jeu politique : « Les dirigeants rebelles installés depuis six ans en dehors de l'Algérie et qui, à les entendre, le seront encore pour longtemps, se disent être le gouvernement de la République algérienne, laquelle existera un jour, mais n'a encore jamais existé. »

A la recherche d'une solution néocoloniale

De Gaulle avait certainement plusieurs solutions en tête. La première était celle de Madagascar où la puissance coloniale écrasa la révolte et installa au pouvoir une élite locale modérée. Au Cameroun, la solution fut moins coûteuse en pertes humaines : on fit émerger un pouvoir local avec des revendications indépendantistes modérées. Celui-ci négocia avec les radicaux qu'il intégra pour mieux les contenir. Une solution à l'indochinoise n'avait sans doute pas été non plus écartée : un leader local, en dehors du FLN, traite avec la France et obtient l'indépendance avant de négocier lui-même avec les radicaux qui faisaient la guerre. Elle n'était qu'une variante des solutions précédentes.

De Gaulle avait offert le référendum aux peuples africains sous colonisation française. Seule la Guinée de Sékou Touré avait refusé de rester dans la nouvelle communauté, se prononçant pour l'indépendance. De Gaulle aurait répondu au général Massu qui lui avait demandé s'il voulait faire le même pari : « En Guinée, je n'avais pas 400.000 hommes et il y avait un Sékou Touré. » C'est-à-dire qu'il voulait un pari gagnant en utilisant la force militaire et en contenant les chefs du FLN en dehors. Il fallait d'après lui utiliser la force et les manœuvres politiques pour gagner les populations algériennes.

Il avait décidé de venir en Algérie pour faire sa campagne pour le référendum sur sa politique d'autodétermination. Il voulait un appui massif en métropole et il espérait un vote d'approbation des Algériens, sachant que la minorité européenne y était opposée. Il voulait par ce référendum s'imposer à la fois à l'armée française, aux Européens d'Algérie et aussi au FLN en se prévalant d'un appui massif des populations algériennes. Pour avoir les coudées franches et une plus grande marge de manœuvre, il ne se prononça pas tout de suite sur le contenu des futures institutions. Il avait au début pensé à les mettre en place dans la foulée du référendum et installer un exécutif provisoire.

Il croyait qu'il n'y avait qu'une politique possible en Algérie, la sienne. Il s'était longtemps plaint de cette masse d'Algériens qui ne s'exprimait pas, soumise selon lui à la terreur du FLN. Il lui avait adressé un message en décembre 1958 : « Mon désir est que l'Algérie, à travers les épreuves et malgré les retards, se révèle peu à peu dans sa réalité profonde et grâce à la France. » Ce peuple se révéla en décembre 1960 en donnant son appui total au FLN. La population algérienne d'Alger avait été torturée, emprisonnée, humiliée. Avec ses morts, ses milliers de disparus (le secrétaire général de la police recensa officiellement 4.000 disparus, en fait les torturés à mort, jetés dans les fosses communes), on la croyait « matée » du moins gagnée par la lassitude et le découragement. Elle explosa en brandissant des milliers de drapeaux algériens et reprenant les mots d'ordre du FLN. Pour la première fois dans l'histoire de la révolution algérienne, les populations urbaines faisaient une irruption massive dans la lutte politique.

Les ultras européens, par leur déchaînement violent contre les Algériens ont définitivement enterré eux-mêmes le mythe de l'Algérie française celle de la coexistence acceptée des deux communautés, celle qu'ils ont appelée « fraternisation ». Désormais cette Algérie française n'était possible qu'avec un prolongement interminable de la guerre, ce dont la population de métropole ne voulait plus.

Pas de solution en dehors du FLN représentant unique

La possibilité de voir un pouvoir algérien disposant d'un appui populaire, cette troisième force proche du projet gaulliste et détachée d'un FLN qu'on cherchait à écraser militairement et à rendre politiquement minoritaire, s'était éloignée le 11 décembre 1960. De Gaulle l'avait compris. Il ne perdit cependant pas définitivement l'espoir de voir des nationalistes modérés appuyer sa politique puis négocier avec le FLN cette nouvelle Algérie proche de la France. Il était encore résolu à poursuivre une guerre

11 Décembre 1960
Histoire

Imposante manifestation contre le plan du général De Gaulle

politique et militaire pour réduire le FLN et amener les populations algériennes à s'en détacher. Mais sa marge de manœuvre s'était fortement réduite. Il se rendit compte que tout exécutif local qu'il mettrait en place serait à brève échéance soumis au FLN. Il allait rapidement comprendre que la paix devait passer par des négociations directes avec le FLN. Le référendum du 8 janvier 1961 lui avait assuré le soutien massif des Français de métropole qui lui avaient accordé plus de 75% des voix. En Algérie, les Algériens avaient suivi les consignes du FLN. Il y eut globalement à peine 39% de oui. De Gaulle avait perdu son pari de susciter l'adhésion des Algériens. Il avait déployé des moyens militaires considérables pour casser l'ALN et entamé un important plan de transformation économique et sociale pour susciter une adhésion des populations algériennes à sa politique. La volonté d'indépendance a été la plus forte et donnait au FLN une assise très large auprès de toutes les couches de la population. Les manifestations populaires de décembre 1960 tuèrent le mythe de l'Algérie française et firent du FLN le seul porteur de la volonté d'indépendance des Algériens. Le gouverneur général Paul Delouvrier avait dit aux Algériens en janvier 1959 : « Musulmans ! Qu'attendez-vous ? Criez à votre tour ce que vous pensez dans les villes et les campagnes. Sortez en cortège, librement, spontanément, et criez "vive de Gaulle" ». Ils sortirent et crièrent : « Vive le FLN » et « Algérie Indépendante ». Jean Daniel écrivit dans *L'Express* du 15 décembre 1960 : « La fable du FLN minoritaire, non représentatif, et qui ne règne que par la terreur, a vécu. » C'est lui qui expliquait, le 7 mai 1959, toujours dans *L'Express*, ce qu'était la stratégie du général de Gaulle : « Le jour du dialogue, la France devra se présenter avec des députés musulmans, des harkis musulmans, des hauts fonctionnaires, des conseillers municipaux, bref le plus grand nombre possible de cadres musulmans qui auront choisi sinon la France, au moins une orientation définitivement française…Cette élite prendra peu à peu les places occupées par les Français d'Algérie. Plus ou moins fabriquée au départ, elle finira par avoir une représentativité égale à celle du FLN. » Les manifestants de décembre 1960 confirmèrent le FLN comme représentant unique de tous les Algériens.

Boualem Touarigt

L'EXEMPLE DE MADAGASCAR

Plusieurs commentateurs politiques parlèrent, avant les manifestations de décembre 1960, des plans du général de Gaulle. On comprit sa stratégie qui fut appliquée dès son arrivée au pouvoir : casser l'ALN et dégager une élite politique acquise à sa démarche et disposant d'une certaine assise populaire auprès des Algériens. Ceux-ci devaient être gagnés grâce aux mesures du plan de Constantine qui cherchait à améliorer leurs conditions de vie. Jean Daniel dans l'Express parla de l'exemple malgache comme choix possible. Pourquoi a-t-on cité cet exemple ?

La situation de Madagascar comportait beaucoup de similitudes avec celle de l'Algérie. Occupée par la France à la fin du XIXe siècle, le pays connut une répression brutale des troupes françaises sous le commandement du général Gallieni (1896-1905) qui massacra 100.000 personnes, imposa un régime d'indigénat, une assimilation forcée et développa une colonisation au profit des Européens.

Lors de la Première Guerre mondiale, des milliers de Malgaches furent envoyés au front contre l'armée allemande.

Après 1945, le mouvement national se radicalisa. Le gouvernement français soutint un mouvement qui lui était acquis, le PADESM contre le parti indépendantiste. Celui-ci déclencha en 1947 une insurrection armée qui fut violemment réprimée par l'armée française. En juillet 1958, le général de Gaulle installa un gouvernement local dirigé par Philibert Tsiranana, dirigeant du PADESM, pro-français et anti-indépendantiste à l'origine. On proclama une république malgache le 14 octobre 1958 dans le cadre de la communauté française. Elle accéda officiellement à l'indépendance le 26 juin 1960, sous la présidence de Tsiranana. Celui-ci resta au pouvoir jusqu'aux émeutes de 1972. Pendant sa présidence, le gouvernement français eut la direction de l'armée, et toute l'activité économique fut entre les mains des entreprises françaises.

L'exemple malgache signifiait : détruire militairement l'ALN et dégager un pouvoir politique docile disposant d'une relative assise populaire. Le FLN, sans ses moyens de pression militaires, aurait pu être transformé en un mouvement uniquement politique, d'une audience réduite, parmi d'autres forces.

Un organe de presse français faisait état, le 16 novembre 1960, des rumeurs sur la prochaine création, pour décembre 1960, d'une « république franco-musulmane » avec l'installation d'un gouvernement dirigé par une personnalité algérienne.

B.T.

LE DÉROULEMENT DES MANIFESTATIONS

Des Algériens dans la rue pour appeler à l'indépendance de leur pays

Par Boualem Touarigt

11 Décembre 1960
Histoire

Le général de Gaulle dans son discours du 4 novembre 1960 parle d'une Algérie algérienne, celle qu'il envisage lui, bien sûr. C'est-à-dire un pays dirigé par une élite politique qu'il est en train de dégager, fidèle à la France et appuyée par une majorité de la population algérienne. Il n'est pas contre une participation du FLN à la direction du pays, mais un FLN ne disposant que d'un soutien populaire réduit et sans capacités militaires. Il y travaille depuis son retour au pouvoir en 1958. Des moyens armés considérables ont été déployés pour réduire les forces de l'ALN. De grandes transformations économiques et sociales ont été engagées pour améliorer les conditions de vie des Algériens dans l'espoir que ceux-ci s'attachent à la France.

Le 16 novembre 1960, le Conseil des ministres annonce la tenue d'un référendum pour le 8 janvier 1961 pour faire approuver le plan du général de Gaulle sur l'autodétermination et l'organisation des pouvoirs publics en Algérie. De Gaulle annonce qu'il se rendra en Algérie pour faire campagne pour le « oui ». Il ne se fait pas d'illusion sur la population d'origine européenne qu'il sait, dans sa grande majorité, opposée à toute évolution. Il veut prendre le pouls de l'armée et surtout il espère obtenir un soutien des Algériens à sa politique. Les extrémistes français décident d'une riposte violente. Ils manifestent dès le 11 novembre. Les complots se préparent avec l'aide des franges ultras de l'armée. Le Front de l'Algérie française (FAF) lance un ordre de grève générale à l'ensemble des Européens d'Algérie. Ceux-ci s'accrochent violemment dès le 9 décembre avec les forces de gendarmerie. Ils perturbent les visites de de Gaulle à Aïn Témouchent, Tlemcen, Cherchell, Orléansville (Chlef). Ils agressent les Algériens jusque-là indifférents. Ceux-ci sont travaillés par des militants du FLN qui ont reconstitué et élargi l'organisation politique du Front. La population explose et manifeste violemment dans les grandes villes brandissant les drapeaux et des banderoles aux mots d'ordre très politiques : « Algérie algérienne », « Négociations avec le GPRA », « Vive le FLN », « Abbas au pouvoir ». La répression sera sanglante.

Alger, samedi 10 décembre 1960

Dans la matinée, à Belcourt, des Européens manifestent contre la politique du général de Gaulle. Une rixe éclate entre un Algérien et un des manifestants qui menace la foule avec une arme. Les forces de sécurité interviennent et s'en prennent à un groupe d'Algériens. C'est le détonateur qui fait exploser les ressentiments accumulés. A 17 heures, des manifestants débouchent de la rue Auguste Hardy. Ils descendent ensuite le boulevard Amiral Guépratte. Ils sont rejoints à la rue de Lyon par ceux qui arrivent de la rue Caussemille et du boulevard Thiers, drapeaux et banderoles en tête. Vers 21 heures, un incendie se déclenche à la rue Cayron : les entrepôts du Monoprix brûlent. A 22 heures 30, la pluie tombe.

Un cortège d'Algériens se forme à Diar Essada vers 17 heures. Les manifestants débouchent de la rue des Mimosas. Les Européens tirent sur la foule. Les forces de l'ordre interviennent vers 20 heures.

Belcourt (Alger), dimanche 11 décembre

A 9 heures, les manifestants sont nombreux à la rue Albin-Rozet. Ils agitent des drapeaux algériens. Ils brandissent des banderoles sur lesquelles sont écrits les slogans : « Algérie algérienne », «Tête-à-tête de Gaulle-Abbas », « Abbas au pouvoir ».

A 9h 30, un drapeau algérien est accroché à la rue de Lyon, à la hauteur du numéro 130. La rue La Fontaine se remplit. Les renforts de CRS arrivent.

A 10 heures, on dénombre une trentaine de drapeaux algériens brandis par les manifestants. A la hauteur du

Saliha Ouatiki, assassinée le 11 décembre 1960

cinéma Le Musset, des Européens agressent les manifestants. La jeune Saliha Ouatiki, âgée de 12 ans, défile en tête du cortège, brandissant le drapeau algérien. Elle est abattue par des tirs provenant des bâtiments habités par les Européens.

A 10 h 20, surgit une demi-compagnie de parachutistes du 18e RCP sous les ordres du colonel Masselot. Elle veut s'en prendre aux manifestants. Le colonel des CRS s'interpose et lui demande de se retirer.

A 10 h 45, les six compagnies de CRS sont débordées.

A 11 h, les manifestants sont de plus en nombreux et ils continuent d'affluer à la rue de Lyon. Ils brandissent de nouvelles banderoles : « Négociation avec le GPRA », « Indépendance ».

A 11h 45, une pluie fine commence à tomber. Quatre compagnies de parachutistes du 18e RCP arrivent. Les CRS ne les laissent pas passer. Elles restent en position dans les rues voisines.

A 12 h 30, des militants du FLN s'adressent à la foule. Les manifestants semblent se calmer et entonnent Min djibalina.

A 13 h 05, des manifestants débouchent de la rue Albin Rozet portant une pancarte à la peinture toute fraîche : « Référendum contrôlé par l'ONU ».

La foule reste en place, agitant les drapeaux et brandissant les banderoles. Les CRS ne tirent pas.

A 15 h 30, un manifestant, certainement un militant du FLN, introduit un journaliste français au milieu des manifestants. Celui-ci racontera le lendemain : « Je suis accepté pour une visite du haut des terrasses afin de me rendre compte de la situation… En route, la discussion s'entame vite. Elle est dure et percutante, jamais haineuse cependant. L'une des plus jeunes femmes me supplie de répéter comment les choses se sont déclenchées. C'est parce qu'un soldat UT a perdu son sang-froid lorsque nous descendions à 17 heures. Il a tiré et tué un jeune garçon. Alors, la colère s'est déchainée. »

A 17 h 30, une rumeur court dans la rue Marey : les parachutistes qui se sont installés en haut du quartier vont tirer dans un quart d'heure si la foule ne se retire pas.

A 17 h 45, la pluie redouble. Les manifestants se retirent en ordre.

Bab el Oued (Alger), dimanche 11 décembre

A 13 heures, des groupes de jeunes défilent dans Climat-de-France.

A 13 h 15, des manifestants forment un cortège qui se dirige vers Triolet. Les bérets rouges prennent position.

A 13 h 30, les manifestants sont regroupés à la rue des Moulins, à la hauteur du café «L'étoile blanche ». Ils reprennent leur marche. Les paras tirent. Il y aura officiellement trente morts.

De 14 h à 15 h 30 les manifestants, qui descendent du Frais Vallon et du Climat de France, sont arrêtés par les bérets rouges qui tirent. Ceux-ci ont installé des mitrailleuses en batterie aux cafés « Negresco » et « Olympic ».

A 17 h 30, les manifestants se dispersent.

Alger, dimanche 11 décembre

A Diar Es Saada, un cortège se forme vers 11 heures. Les soldats de l'armée de l'air arrivent et tirent dans la foule.

A Diar el Mahçoul, le jeune Farid Maghraoui, âgé de dix ans, arrache à un officier parachutiste le drapeau algérien que celui-ci avait enlevé à un manifestant. Il s'enfuit en l'agitant. Il est abattu d'une rafale de mitraillette.

Au Clos-Salembier, des manifestants partis de la Cité évolutive se dirigent vers le centre et la place du marché. Les Européens et les forces de l'ordre tirent.

Farid Maghraoui, au milieu de sa famille, sa mère et ses deux frères, lui aussi tombé sous les balles des soldats français le 11 Décembre 1960

A Kouba, les manifestants se rassemblent dans le centre vers 12 heures. Des bagarres éclatent avec les Européens. L'armée charge. Vers 14 heures un rassemblement se forme au Lotissement Michel. Il est sévèrement réprimé par l'armée.

A Hussein Dey, dans le quartier La Glacière, une manifestation commence vers 11 h 30. Un jeune escalade un poteau et y accroche un drapeau algérien. Il est abattu par les militaires. On saura plus tard qu'il s'agissait du chahid Bouarioua Chérif, âgé de 18 ans. Vers 12 heures des manifestants venant de Léveilley et de l'Oued Ouchayah descendent le chemin des oliviers. Des femmes sont en tête du cortège, brandissant des drapeaux. Les militaires interviennent.

A Haouch Adda, entre Hussein Dey et Maison Carrée, à 15 heures, les manifestants descendent de la Cité évolutive, des quartiers des Eucalyptus et PLM. On envoie les chars de la caserne toute proche pour les arrêter.

A Maison Carrée vers 15 heures débouchent sur la place des camions bondés d'Algériens brandissant des drapeaux. Ils se regroupent et tentent de marcher vers Belfort. Ils brandissent des banderoles : « Vive le FLN », « Algérie algérienne ». Ils sont arrêtés par les soldats sortis de la caserne. Les chars arrivent et tirent dans la foule. Les manifestants refluent vers le quartier PLM qui est investi par les blindés vers 16 h 30. Les tirs s'arrêtent après 17 h 30.

Le dimanche, les Algériens manifestent à Blida au boulevard Trumelet. Ils sont vite réprimés par les soldats sortis de la caserne Bizot. Le couvre-feu est instauré à partir de 20 heures.

La Casbah (Alger), lundi 12 décembre

Le quartier est complètement investi par les CRS et les gendarmes. On a installé des barrages filtrants et on fouille tous ceux qui y entrent ou qui en sortent. Les camions militaires sont stationnés tout autour : square Bresson, place du gouvernement, rampe Valée, tournants Rovigo. Des barrages bloquent les rues Bencheneb, Marengo, Randon et de la Lyre ainsi que le boulevard de la Victoire. On y a posté des zouaves dont la caserne est toute proche. Les manifestants brandissent les drapeaux et déploient leurs banderoles : «Abbas au pouvoir », « libérez Ben Bella ». A 11 heures, les zouaves tirent sur la foule, faisant de nombreux morts. La rue Randon est entièrement occupée par les manifestants. On accroche des drapeaux algériens aux poteaux électriques, sur la synagogue et au-dessus du centre professionnel. Une barricade a été dressée à la hauteur du marché.

A 12 h 30, un hélicoptère survole la rue Randon et lance des grenades. Les manifestants reculent dans la précipitation et sont cueillis par les zouaves qui continuent de tirer. Le crépitement des rafales se fait entendre jusqu'au soir.

A Hussein Dey, les manifestants venant de Léveilley sont arrêtés par l'armée à la hauteur de l'hôpital Parnet. Ceux qui descendent de la cité Rafanel élèvent une barricade surmontée de drapeaux sur le chemin départemental 115 à Baraki.

Le 13 décembre, vers 13 heures au Climat-de-France, une manifestation a lieu à partir du cimetière d'El Kettar, après l'enterrement des victimes de la veille.

Le jeudi 15 décembre, les Algériens observent une grève. Des affrontements ont lieu à la place du Gouvernement et à la rue Marengo.

Oran, samedi 10 décembre

Dans la matinée, des manifestants se regroupent au Village Nègre. Le quartier est bouclé par les CRS et les gendarmes qui bloquent la marche à la hauteur du boulevard Sébastopol. On fait appel aux zouaves, aux tirailleurs du 23e régiment, et aux aviateurs de la base de la Sénia. On ramène aussi de Bel Abbès des parachutistes de la légion étrangère, les bérets verts. On les installe à la place Foch.

A 11 h 45, les manifestants débouchent de la rue Mustapha, se dirigeant vers le boulevard Paul Doumer avec des drapeaux et des banderoles toutes fraiches : « Algérie algérienne », « Abbas au pouvoir ». Des harkis renforcés par des marins du centre amphibie d'Arzew chargent. A 12 heures, les gendarmes remontent la rue Mustapha.

A 16 heures, des CRS venus d'Aïn Témouchent et de Tlemcen pénètrent dans le village nègre. Ils tirent sur les manifestants. Officiellement, il y aura 4 morts.

A 18 heures, les militaires bouclent complètement le quartier et installent des barbelés à toutes les sorties. Le couvre-feu est instauré.

Oran, dimanche 11 décembre

Dès 9 heures, des groupes de manifestants se forment au village nègre. Ils sortent sur le boulevard Paul Doumer, défiant les soldats qui tiennent le barrage. Ils se font aussitôt tirer dessus.

Dans l'après-midi, le quartier est investi. Un journaliste note : « On remarque beaucoup de drapeaux FLN

hâtivement fabriqués.» Les manifestations continuent malgré l'intervention des militaires qui cernent et occupent le quartier. On brandit des banderoles fabriquées durant la nuit : « Vive le GPRA », « Abbas au pouvoir ». De violents affrontements ont lieu à la place Joseph-Andrieux. Vers 17 h 45, des troubles éclatent au quartier des Planteurs.

Oran, lundi 12 décembre

Les Européens continuent leur grève et manifestent contre de Gaulle. A 12 heures, des milliers d'Algériens drapeaux en tête, sortent du quartier dit « du bord d'Oran », près de la Sénia. Ils se dirigent vers la Cité Petit. On leur envoie les chars et les half-tracks. La marche est violemment dispersée. Dans l'après-midi, des manifestants se regroupent devant le marché de la Ville Nouvelle, à la place Bla. Ils sont cernés et violemment dispersés par les militaires.

Oran, samedi 24 décembre

Des manifestations reprennent avenue de Valmy, route de Sidi Chami, au Petit Lac. Des cortèges parcourent les rues de Victor-Hugo et Sanchidrian. L'armée intervient à Victor-Hugo, aux Planteurs, à Lamur.

Les jours suivants, les affrontements continuent dans les mêmes quartiers : Victor-Hugo, Sanchidrian, Les Planteurs, Lamur, Cité Petit. Le 27 décembre à 21 h 30, l'armée tire. Il y a deux morts à la rue des Amandiers à Lamur. Le 28, des rassemblements à la cité Sanchidrian et au lotissement Sempéré sont violemment dispersés.

Constantine, dimanche 11 décembre

La veille, des Européens ont organisé des marches hostiles à de Gaulle. Le dimanche matin, les Algériens manifestent à la rue Clémenceau et à la rue Damrémont. Drapeaux en tête, ils crient : « Algérie musulmane. » Les militaires ferment aussitôt les rues et les blindés prennent place. Dans l'après-midi, des manifestations se déroulent aux faubourgs Lamy et Bellevue.

Le lendemain, lundi 11 décembre, les Algériens manifestent rue Tiers, rue Bienfait et au quartier Sabatier. On envoie les parachutistes (bérets rouges et bérets noirs) qui chargent violemment.

Le 15 décembre, les Algériens observent une grève générale. Des troubles éclatent après l'enterrement des morts des journées précédentes.

Bône (Annaba), mardi 13 décembre

A 8 h 30, les Algériens manifestent dans les quartiers de la vieille ville et celui de La Colonne, drapeaux en tête. Ils brandissent des banderoles : « Algérie algérienne ». Les soldats chargent et tirent. Le journaliste local a ce commentaire : « Il s'agissait sans doute d'un mot d'ordre puisque, un peu partout, dans les quartiers alentour, des groupes de musulmans, toujours brandissant leurs drapeaux, manifestaient. »

Dans la nuit du 13 au 14 décembre, les manifestations continuent dans la Vieille Ville. Le lendemain, dans l'après-midi, un cortège de plusieurs centaines de femmes, drapeaux en tête, s'ébranle au boulevard Clemenceau. L'armée tire faisant plusieurs mortes. Un peu plus tard, un cortège se forme après l'enterrement des morts de la veille au cimetière Sidi Bouadid. L'armée tire faisant plusieurs morts.

A 16 h 20, un rassemblement de femmes tente de s'ébranler à partir de la place des Pyramides pour descendre vers le centre-ville. L'armée intervient et tire.

Le 15 décembre, il y a un mort à la cité des Lauriers-Roses et une violente manifestation à proximité de l'hôpital.

Boualem Touarigt

Même les enfants ont été victimes de la répression

UN TOURNANT DÉCISIF DANS LA LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE

Des Algériens scandant l'indépendance

Par Djamel Belbey

11 Décembre 1960
Histoire

Les manifestations du 11 décembre 1960 demeurent l'un des événements les plus marquants de la guerre de libération nationale. Ce jour-là, les Algériens sont sortis, spontanément pour réaffirmer le principe de l'autodétermination du peuple algérien contre la politique du général de Gaulle. Ils scandaient : «Vive l'Algérie» ; «Algérie algérienne» ; «Algérie musulmane», «Vive Ferhat Abbas». Parties du quartier de Belcourt (Alger), ces manifestations ont gagné plusieurs régions d'Algérie (Alger, Oran, Constantine, Annaba, Sidi Bel Abbès, Chlef, Blida, Béjaïa, Tipasa…).

Toute la population a pris part à cette très grande démonstration du peuple algérien. Farid Magraoui, qui avait 10 ans, et Salêha Ouatiki, âgée d'à peine 12 ans, des enfants ayant accompagné les adultes pour crier leur refus du colonialisme, ont été arrachés à la vie par des rafales de mitraillettes Ils criaient comme les adultes «Tahia Djazaïr (Vive l'Algérie)» «Algérie algérienne». Ce sont en tout cent trois martyrs et des centaines de blessés qui seront dénombrés parmi les manifestants sauvagement réprimés par les forces coloniales. Au temps où les maquis étaient affaiblis, ces manifestations sont venues raviver la flamme de la révolution et démontrer au monde entier le soutien du peuple algérien au FLN et à son gouvernement, le GPRA.

Une semaine après, l'ONU fut convaincue de la nécessité d'inscrire à l'ordre du jour de ses travaux la question algérienne en faveur de laquelle la commission politique de l'Assemblée générale a voté la fameuse résolution reconnaissant au peuple algérien son droit «à la libre détermination et à l'indépendance».

Nombre d'acteurs anonymes et des moudjahidines ayant pris part à ces manifestations en témoignent pour les lecteurs de Mémoria :

Nadir Saïdi : « Une mobilisation extraordinaire »

Témoin oculaire des événements du 11 décembre 1960, Nadir Saïdi, que nous avons rencontré au siège de l'ONM à El Madania, avait à l'époque 20 ans. Commerçant de son état, il tenait un dépôt de vente en gros de bananes, situé dans une cave sous le cercle sportif actuel du CRB, il raconte comment est partie l'étincelle qui a allumé les manifestations. « En ce temps

Nadir Saïdi

là, une certaine séparation de fait était en vigueur entre le quartier arabe, situé entre le cinéma le Musset et El-Akiba, et le quartier des Européens, à Belouizdad. » Il révèle que les deux communautés entretenaient des rivalités, faisant qu'aucune des deux ne s'aventurait chez l'autre. Les musulmans se limitaient à aller aux Halles, où il y avait le marché des fruits et légumes. Le soir venu, ils se regroupaient devant le bar, et c'est là que profitent des colons pour les embêter.

« Un jour, deux dockers algériens remontaient de Bab-Dzira drapés de fouta, qui leur servait pour transporter chez eux des denrées alimentaires. Arrivés à hauteur du Monoprix, les deux dockers sont appréhendés par deux individus qui se font passer pour des policiers en civil. Après des palabres, en français que je ne comprenais pas, ils ont voulu les conduire du côté du marché des Allumettes, où il y avait des zouaves. Les passants curieux s'arrêtaient et regardaient la scène des dockers conduits de force. Six agents de la « territoriale », une police créée dans la foulée du putsch des généraux français, dont un Arabe, qui s'appelait Chergui, de passage, interviennent et procèdent à l'interpellation et des dockers et des Français, qui après vérification, se sont avérés de faux policiers. On embarque tout

le monde pour les présenter devant le capitaine, qui était devant Sidi M'hamed ». Notre interlocuteur n'en revient pas : « C'était la première fois qu'on vu une telle mobilisation. Il y avait tellement de monde qu'on était contraint de fermer la boutique. Les gens scandaient : « L'Algérie algérienne », et « Yahya Abbas (Ferhat Abbas », et d'autres ». En les faisant passer par notre quartier, où ils étaient déjà indésirables, les deux faux policiers ont été roués de coups, bien qu'encadrés par les agents. Je me rappelle aussi le comportement exemplaire de Chergui, qui disait aux jeunes « Partez, on a peur pour vous. » »

Cet ancien habitant de la cité Nador (Salembier), se souvient encore qu'après avoir quitté les lieux et être rentré chez lui, il devisait tranquillement avec son oncle, quand il entendit des youyous. Le mouvement de protestation avait atteint Clos Salembier durant la nuit.

Pour exprimer sa colère, la population a saccagé le Monoprix et le magasin de vente de chaussures. « C'était la goutte qui a fait déborder le vase, et les gens étaient décidés à se sacrifier », dit M. Saïdi qui relève que «les militants du FLN ont demandé aux manifestants de ne rien prendre », à tel point que l'argent traînait pas terre sans que personne n'osait y toucher. « Affirmer que cette manifestation a été déclenchée sur ordre de quelqu'un, personnellement je ne pourrais vous le dire », témoigne-t-il.

« La nuit venue, tout le monde parlait de ce qui s'est passé à Belcourt. Telle une traînée de poudre, la contestation a atteint d'autres quartiers. En reprenant les mêmes slogans, nous sommes sortis à la placette de Salembier. On exhibait le drapeau national, sous forme d'étoile et de croissant que les femmes ont confectionné, A Diar el Mahçoul. Elles en fabriquaient et les jetaient avec du sucre aux manifestants pour leur donner des forces. « Il y avait une situation de victoire que je ne pourrais vous décrire ».

« A ce moment-là, à la placette du hammam, les Algériens ont pris d'assaut le parc de véhicules, appartenant à un Français, pris des camions et commencé à défiler avec. Le capitaine est descendu, vers 22h30, pour essayer de nous calmer, il nous disait : « Moi aussi, j'ai ceci », exhibant son casque, sur lequel il y avait aussi une étoile et un croissant. Les policiers ont essayé de nous disperser avec des gaz lacrymogènes. Les manifestations ont gagné en intensité lorsque la station service a pris feu, et cela a duré jusqu'au matin. Même si cela s'est propagé à El Harrach, au Lotissement Michel, l'essentiel est que le mouvement a démarré de Belouizdad. Le lendemain, on a voulu descendre vers Ruisseau, mais les militaires ont dressé des barrages, au lieu où a été érigé le monument aux martyrs. Les renforts de militaires sont arrivés par camions et ont interpellés une quarantaine de manifestants, qui n'ont été relâchés qu'après des négociations pour l'arrêt des manifestations », se rappelle-t-il, non sans conclure sur l'impact de ces trois jours de manifestations qui ont, certes fait des morts parmi les Algériens, mais ont donné une aura à la révolution algérienne.

Ahmed Assam : « La rue était en ébullition »

« Des événements du 11 décembre, je garde encore de vagues souvenirs, sauf que lycéen à l'époque, je me souviens qu'en sortant du lycée à Belcourt, nous avons remarqué que la rue était en ébullition, quelque chose d'anormal venait de se produire. D'habitude c'était calme, et chacun vaquait à ses occupations. Mais ce jour-là, une foule immense se dirigeait vers la rue principale. Une fois sur les lieux, nous nous sommes joints aux manifestants, en agitant nos cache-nez et criant : « Algérie musulmane », « Tahya el djazaïr », raconte-t-il.

Larbi Alilat : « C'était la proclamation de l'Indépendance »

« Les manifestations du 10 décembre 1960 à Belcourt étaient tellement impressionnantes, notamment après l'incendie de l'immeuble Nizière, que notre groupe, au cours d'une réunion informelle, à la rue de la Liberté, pas loin des Halles, décida d'empêcher une victoire à 100% gaulliste », a témoigné également Larbi Alilat, un des membres du réseau d'Alger, qui avait donné l'ordre de récupérer la manifestation. « Ce sont Belkacem Bettouche et son adjoint Benslimane Youcef, tous deux enfants d'Alger et anciens de la première Bataille d'Alger, qui se chargèrent de transmettre aux militants l'instruction de lancer des slogans dictés par le FLN, tels que « Vive le GPRA », « Vive Ferhat Abbas », « Vive le FLN » », a ajouté celui qui a été responsable au sein des Wilayas III et IV historiques.

Selon ce moudjahid, c'était la proclamation solennelle de l'indépendance. « Le 1er novembre 1954 a été le déclenchement de la guerre de Libération, le 11 décembre 1960 la proclamation solennelle de l'indépendance

Larbi Alilat

de l'Algérie », a-t-il souligné en rappelant que ces manifestations qui étaient censées accueillir le général de Gaulle, arrivé en Algérie deux jours avant, pour promouvoir, auprès du peuple algérien, son projet controversé d'élections libres pour une autodétermination, ont été déclenchées par les Algériens pour réaffirmer leur soutien au FLN. » M. Alilat a affirmé que c'est le Mouvement pour la communauté (MPC), allié de de Gaulle, qui a initié les manifestations et que le FLN n'a fait que les récupérer par la suite.

Pour lui, le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), basé à Tunis, appelait les Algériens à ne pas se mêler à la manifestation, puisqu'il s'agissait d'une affaire franco-française ».

« Partout où de Gaulle passait, la tension montait entre les ultras, qui rejetaient le projet de l'Algérie algérienne de de Gaulle, et les Gaullistes qui le soutenaient», a-t-il ajouté.

Yahia Medouni: « Les gens criaient des slogans révolutionnaires »

Un des principaux acteurs des manifestations populaires du 11 décembre 1960, résidant à l'époque au quartier populaire de Belcourt, le moudjahid dont l'âge frôle les 70 ans, s'est rappelé les incidents qui se sont produits en cet après-midi du 10 décembre 1960, et son interpellation par les CRS, à la suite de sa participation à une action des jeunes du quartier contre un bus de partisans de l'Algérie française. Lors d'un forum de Mechaal Echahid, il rappellera comment les manifestants ont commencé à affluer de toutes parts. Le quartier était en effervescence et les gens scandaient des slogans révolutionnaires : « Vive l'Algérie ! », « L'Algérie algérienne », et « l'Algérie musulmane ! »

Abdelaziz Saoudi : «Les youyous avaient retenti toute la nuit »

« Venant de la Casbah voisine, les youyous avaient retenti toute la nuit depuis les fenêtres du dortoir, en écho aux manifestations et aux affrontements qui étaient à leur paroxysme à Belcourt et au Clos-Salembier », a indiqué Abdelaziz Saoudi. Et d'ajouter : « Le lendemain, à la première occasion, je me suis esquivé du lycée Bugeaud où j'étais interne pour rejoindre Belcourt. Passé le square Port-Saïd, il fallait traverser les quartiers européens en état d'alerte où des snipers ultras faisaient le guet ». « Je n'ai pas une bonne mémoire. Mes souvenirs, comme toujours, se résument à quelques impressions : le goût mêlé du pain chaud et de l'orange que l'on nous distribuait dans une petite cave à la Mosquée d'El-Akiba après les assauts ; un groupe de jeunes filles descendant d'El Aqiba, belles au milieu de la foule, scandant des slogans patriotiques face aux gardes mobiles un peu honteux qui empêchaient l'accès à la rue de Lyon. Ces gendarmes relativement débonnaires avaient remplacé les impitoyables et meurtriers paras, retirés après les premières protestations internationales. Je me souviens aussi de la « tâche » d'interprète que les organisateurs m'avaient confiée auprès d'un journaliste anglo-saxon, à la clinique de Belcourt où les morts et les blessés étaient acheminés ».

Djamel Belbey

L'impact des manifestations

L'OPINION INTERNATIONALE BASCULE

Siège de l'ONU à New-York

Ferhat Abbas

Par Boualem Touarigt

11 Décembre 1960
Histoire

De gr à d. : **M'hamed Yazid,** ministre de l'Information, **le colonel Abdelhafid Boussouf,** ministre des Liaisons générales et Communication**, Lamine Debaghine,** ministre des Affaires extérieures, **Tewfik El Madani,** ministre des Affaires culturelles**, Ferhat Abbas,** Président du GPRA, **Krim Belkacem,** vice-président et ministre des Forces armées, **Ahmed Francis,** ministre des Affaires économiques et des Finances, **Lakhdar Bentobbal,** ministre de l'Intérieur, **Abdelhamid Mehri,** ministre des Affaires nord-africaines, **et Mahmoud Cherif,** ministre de l'Armement et du Ravitaillement, lors de la réunion du GPRA en 1958.

Les manifestations populaires de décembre 1960 ont eu un grand impact sur la scène internationale. En Métropole, l'opinion française comprit que l'Algérie française était impossible et trop coûteuse. La population allait approuver massivement l'option du général de Gaulle en se prononçant en faveur du recours à l'autodétermination par plus de 75% des voix. Le soulèvement massif des Algériens des villes eut aussi de très grandes répercussions à New York où se tenait alors l'Assemblée générale des Nations unies. Le FLN obtint un succès international retentissant.

Ferhat Abbas, président du GPRA, dénonça la sanglante répression des manifestations. Il alerta aussitôt le secrétaire général de l'ONU, Dag Hammarskjöld dénonçant « le génocide caractérisé du peuple algérien » et lui demandant d'intervenir immédiatement. Il saisit aussi les dirigeants des grandes nations et attira l'attention de la Croix-Rouge internationale. Le peuple algérien avait massivement exprimé son désir d'indépendance. Aux yeux de l'opinion internationale, le FLN avait démontré sa représentativité.

La diplomatie algérienne, dirigée par le ministre des Affaires étrangères du GPRA, Belkacem Krim, déploya une grande campagne d'information et de persuasion. Il mit en avant ses chargés de mission, aux grandes capacités : Ahmed Boumendjel, Mohame-Sedik Benyahia, Saad Dahleb, M'hamed Yazid, Ahmed Francis, Abdelkader Chanderli. Ils étaient tous des hommes instruits, rompus au dialogue, convaincants, au langage modéré. Ils dénoncèrent la répression et mirent en avant leur volonté de trouver une solution pacifique alors que le gouvernement français bloquait toute avancée politique. A leurs propositions, celui-ci répondait par la violence. Contrairement à la propagande officielle française qui présentait le FLN comme un regroupement de fanatiques qui cherchaient à s'imposer à la population algérienne par la terreur, ils montrèrent un visage de délégués modérés et raisonnables. Ils se sentaient réconfortés par les manifestations qui avaient

montré l'appui populaire dont le FLN disposait en Algérie. Bien au contraire, c'était le gouvernement français qui refusait tout dialogue et qui utilisait la violence pour réprimer la volonté d'indépendance des Algériens.

Belkacem Krim fit porter au gouvernement français la responsabilité de l'échec des négociations de Melun. Pour lui, celui-ci avait exprimé en décembre sa volonté d'imposer par la force sa vision de l'Algérie à un peuple qui demandait son indépendance. Reprenant les propos de Ferhat Abbas, il déclara se méfier de cette autodétermination « dont l'application est confiée à une armée, à une armée et à une police qui en condamnent le principe même». Il s'attarda sur les manœuvres de partition de l'Algérie et réclama le respect de l'intégrité territoriale. Il lança alors son mort d'ordre d'un référendum d'autodétermination sous le contrôle de l'Organisation des Nations unies.

Au cours de la session de l'Assemblée générale, vingt-trois pays afro-asiatiques soumirent un projet de résolution sur la question algérienne qui reconnaissait :

« – le droit du peuple algérien à l'autodétermination et à l'indépendance ;

– la nécessité impérieuse de garanties adéquates et efficaces pour assurer avec succès la juste application du principe de la libre détermination sur la base de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Algérie ;

– la responsabilité des Nations unies de contribuer au succès de la mise en œuvre de ce principe. »

Ces trois points furent massivement adoptés par 63 voix contre 8 et 27 abstentions. C'était la première fois que les Nations unies s'exprimaient aussi nettement et aussi massivement pour le droit du peuple algérien à l'autodétermination et à l'indépendance.

Le FLN devenait un interlocuteur légitime

Un certain nombre de pays furent cependant prudents et ne voulurent pas d'une décision trop contraignante concernant l'intervention directe de l'ONU dans l'organisation et le contrôle du référendum d'autodétermination. Conscients de la marge de manœuvre étroite du général de Gaulle face à la minorité européenne d'Algérie, ils préférèrent lui laisser la porte ouverte tout en faisant pression pour une solution politique avec le FLN. Le projet de résolution contenait un quatrième point qui recommandait le contrôle du référendum par l'ONU. Cette disposition reçut toutefois un appui massif et rata d'une voix la majorité des deux-tiers : cinquante-deux voix contre vingt-sept. Le représentant américain Francis Wilcox déclara que son pays, qui s'était abstenu, poussait la France à trouver une solution négociée avec le FLN et ne voulait pas entraver les efforts du général de Gaulle si celui-ci allait dans ce sens. C'était une sorte de sursis qui lui était accordé ainsi qu'un encouragement à l'ouverture de négociations. La position des anciennes colonies françaises d'Afrique a été mesurée. Elles se prononcèrent toutes pour l'autodétermination du peuple algérien. Mais elles furent réticentes pour exiger un référendum contrôlé par l'ONU, préférant faire confiance à de Gaulle pour l'organiser. Les pourparlers entamés à l'ONU avec le groupe asiatique qui lui demandait une consultation organisée par l'instance internationale ne donnèrent pas de résultats.

La délégation du FLN allait profiter de l'immense couverture médiatique dont bénéficia le dirigeant soviétique Nikita Khrouchtchev lors de son séjour à New York. Ses déplacements firent la une de l'actualité et braquèrent l'attention de la presse mondiale. Elle reçut le même accueil que celui réservé aux délégations des grands pays. Belkacem Krim fut traité en véritable leader par le président soviétique. L'accueil qui lui avait été fait figura à la une de la presse mondiale. Nikita Khrouchtchev participa même à la réception donnée par la délégation algérienne où il se plut à apparaître longuement aux côtés du ministre algérien. Les dirigeants de la Révolution algérienne commençaient à devenir connus et même des habitués de l'actualité mondiale. Ils étaient des hommes acceptables et acceptés et ils devenaient des interlocuteurs plus que valables. L'opinion internationale en fut profondément marquée.

Les manifestations populaires touchèrent profondément les esprits par leur ampleur. La violence de la répression choqua l'opinion internationale. Le FLN montra sa représentativité au sein d'une population fortement attachée à l'indépendance. Les diplomates algériens élargirent leur audience et s'assurèrent un succès diplomatique sans précédent.

Boualem Touarigt

DÉCEMBRE 1960 ET LA PRESSE FRANÇAISE

La De
DE CONSTANTINE

Voici, selon « France-Soir »

LE PLAN DE GAULLE SUR L'ALGÉRIE

1 — Création de diverses régions fédéralisées
2 — Transformation du Sahara en territoire d'outre-mer
3 — Installation d'un « exécutif » (en décembre ou janvier) composé de Musulmans et d'Européens

Ainsi serait créée une « République franco-musulmane » opposée dans l'esprit du Chef de l'Etat à la « République F.L.N. indépendante »

Le projet du Président de la République serait présenté à l'approbation des Français par referendum

DÉCISIONS IMMINENTES ?

ALGER :

Musique pour voyageurs à Stockholm

Par Boualem Touarigt

11 Décembre 1960
Histoire

PLACES LIMITÉES

Quotidienne d'Alger

M. MORIN: TROIS OBJECTIFS

RAMENER LA PAIX • CONVAINCRE TOUS LES ALGÉRIENS DE RESTER POUR TOUJOURS UNIS A LA FRANCE

LEUR ACCORDER LES GARANTIES FONDAMENTALES auxquelles ils ont droit

Le délégué général a reçu ier au Palais d'Eté les auto- tés civiles et militaires.

LE VOYAGE DE M. JOXE EN ALGÉRIE N'AURA LIEU QUE LA SEMAINE PROCHAINE

De Gaulle s'adresserait au pays à la fin de 1960 après son voyage

M. LOUIS JOXE A PRÉSEN HIER AUX SÉNATEUR

Les manifestations populaires de décembre 1960 qui se déroulèrent à travers différentes villes d'Algérie (Alger, Oran, Constantine, Bône, Blida, Sidi Bel Abbès, Tlemcen) furent abondamment couvertes par la presse française. Les principaux organes français ainsi que des agences étrangères étaient présents pour couvrir le voyage du général de Gaulle et les manifestations des Européens opposés à sa politique. Ils assistèrent au premier rang à la colère des Algériens des villes et témoignèrent de l'adhésion de ceux-ci aux mots d'ordre du FLN. Ils furent presque tous unanimes à constater l'échec de la politique de de Gaulle qui espérait toujours obtenir un soutien populaire à ses options et ainsi réduire l'influence du FLN. Ils étaient tous là pour faire le même constat : *Le Parisien libéré, Libération, Le Figaro, L'Aurore, France Soir, Paris-Jour, L'Humanité, France Observateur, L'Express*. Ils relatèrent dans les détails le déroulement des manifestations et observèrent directement la répression. Ils furent en quelque sorte aux premières loges.

Une couverture complète des événements

Il faut relever que le FLN, donné alors comme complètement effacé et absent des grandes villes, apparut avec ses mots d'ordre très politiques et surtout fit preuve d'une remarquable organisation en matière d'information. Des militants furent en effet désignés pour repérer les journalistes venus de la métropole et de l'étranger, les introduire au milieu des manifestants et leur faire visiter les quartiers en pleine révolte. Ces militants organisèrent même des rencontres avec des manifestants et des discussions parfois passionnées. Ils agirent comme un service d'information très efficace et firent répercuter le message du FLN : oui à l'autodétermination avec des négociations directes avec le FLN, seul représentant légitime des Algériens.

Claude Estier, envoyé spécial de *Libération*, témoigne des événements du samedi 10 à Belcourt : « Des fenêtres, soudain, des coups de feu claquent. Deux hommes et un enfant tombent, mortellement frappés : un Européen, pris de panique, venait de tirer de son balcon. » Il fera une description précise des événements du lendemain 11 décembre. : « Plusieurs milliers de musulmans, drapeau FLN en tête, descendent du Clos Salembier par le ravin de la Femme Sauvage avec, à leur tête, des femmes poussant des youyous et criant « Algérie algérienne »… Quelques Européens, armés d'armes à feu, tirent au revolver dans leur

direction et, à l'angle de la rue de Lyon et de la rue Bigoni, un musulman est lynché. A 19 h 45, le service d'ordre attaque les musulmans à coups de grenades lacrymogènes et de grenades offensives. » Dans le même numéro daté du 12 décembre, il parla des affrontements qui eurent lieu à Bab el Oued et à la Casbah: « Des incidents beaucoup plus graves se produisent à 7 ou 8 km de là, à l'autre extrémité de la ville, à la lisière de la Casbah et de Bab el Oued, où d'autres groupes de musulmans, tout en se heurtant à des groupes européens, essayaient de franchir les barrages établis depuis le matin par l'armée et tentaient, semblait-il, de se diriger vers le centre d'Alger. Soudain, alors que la pression se faisait plus forte à la hauteur de la place du gouvernement, des coups de feu éclatèrent. Plusieurs personnes tombèrent à terre. Hommes, femmes, enfants se mirent à courir dans tous les sens, tandis qu'en quelques minutes des ambulances arrivaient sur les lieux…La fusillade avait été extrêmement rapide et il était très difficile d'évaluer exactement le nombre de morts et de blessés, mais en plusieurs endroits, des flaques de sang témoignaient de ce qui venait de se passer. Après le recoupement de plusieurs témoignages, il apparaît que la plupart des musulmans tués au cours de cet après-midi tragique l'ont été pendant cette fusillade de Bab el Oued, les uns par les forces de l'ordre, les autres par les Européens qui se sont livrés à des excès. Plusieurs musulmans ont été lynchés dont deux dans un café maure. Plusieurs autres ont été abattus, alors qu'ils s'enfuyaient après les premiers coups de feu. »

Josco de *France Soir* écrira le 13 décembre : « Place des Trois-Horloges, où les parachutistes viennent de prendre position, deux cadavres s'offrent à nos yeux. Ceux de deux musulmans tués par balles. Le premier git dans le caniveau, le dos au sol, les yeux encore ouverts. Il est touché à la tête. Le second est recroquevillé sur lui-même au milieu de la chaussée. »

DE GAULLE VIENDRAIT INSTALLER A ALGER AU DÉBUT DE DÉCEMBRE UN GOUVERNEMENT FARÈS

LE PLAN DU CHEF DE L'ETAT SERAIT LE SUIVANT :

1) Dernier appel à la rébellion et proclamation d'une trêve unilatérale.

2) En cas de refus, création d'une « République franco-musulmane ».

3) Installation à ALGER d'un EXÉCUTIF qui préparerait de nouveaux contacts avec le F.L.N. et l'autodétermination.

4) MUTATIONS dans le haut-commandement et la haute administration.

LAGAI… J'AICI… TION…

En mai… pris d'a… m'in… occu…

La presse témoin du jeu des parachutistes

L'envoyé du journal Le Figaro écrit le 12 décembre : « Des forces militaires considérables, chars, automitrailleuses, camions chargés de gendarmes mobiles, descendent des hauts d'Alger vers Belcourt et le Ruisseau…Il y a des heurts entre musulmans et Européens du côté des halles centrales, du Jardin d'Essai, du Monoprix. Il y a des blessés. » Le journal parle aussi des autres quartiers : « 10.000 musulmans sont massés dans les rues de la petite Casbah, hurlant : « Abbas au pouvoir » et « Algérie algérienne »… Ils agitent au bout des perches une demi-douzaine de drapeaux FLN. » Il fut témoin de la tentative des parachutistes de s'immiscer dans le service d'ordre. On apprendra

Incidents à Oran entre jeunes musulmans et militaires après le couvre-feu

Trois manifestants blessés ; deux meneurs arrêtés

ORAN (d.n.c.p.). — Jeudi soir à l'heure du couvre-feu, un groupe assez important de musulmans se trouvait encore dans la rue du faubourg Chellet.

Un capitaine de hussards leur demanda de rentrer chez eux, mais il fut vite entouré. Un fusilier-marin se trouva dans le même cas et des jeunes gens lui enlevèrent son pistolet-mitrailleur.

La patrouille militaire circulant dans ce secteur se trouva elle-même un moment débordée, mais des renforts arrivèrent vite. Il n'y eut pas de coups de feu, mais l'incident se

Le « village nègre » toujours en grève et quelques débrayages

Perquisition sans résultat au F.A.F.

La grève par le FL suivie à

plus tard que leur arrivée à Alger faisait partie d'un plan des officiers ultras qui voulaient profiter des événements pour déclencher un coup de force : « Un détachement de parachutistes aux bérets rouges, commandé par le colonel Masselot vient prendre position l'arme au pied, face aux ruelles bondées d'une foule hurlante. Le colonel commandant les CRS s'approche du colonel para et lui dit : « Je suis responsable de la sécurité. Je vous donne l'ordre de vous retirer avec vos paras. ». Paul Marie de la Gorce alla plus loin dans l'Express du 15 décembre : « Chaque échauffourée, chaque fusillade, donne prétexte au commandement de la zone Nord Algérois pour demander l'arrivée de nouveaux renforts, pour étendre les zones d'action des régiments parachutistes. » Les manifestants faisaient la différence entre, d'une part, les gendarmes et les CRS et, d'autre part, les parachutistes et les zouaves particulièrement détestés.

Le journaliste de *Paris Jour* fut témoin des massacres. Il écrit le 12 décembre : « L'armée ouvre le feu sur les émeutiers musulmans rassemblés place du Gouvernement, en bas de la Casbah… Des mitrailleuses auraient été utilisées contre les manifestants du quartier du Ruisseau. On déplorerait 5 morts et plus de 100 blessés. Les victimes seraient des musulmans. »

La presse était aussi présente à Oran. René Gonzalez du *Parisien Libéré* était au Village Nègre : « La Ville Nouvelle et le boulevard Joseph Andrieu notamment étaient parcourus par plusieurs centaines de musulmans précédés de femmes et d'enfants. On aperçoit en tête de ce défilé un drapeau fellagha vert et blanc frappé de l'étoile et du croissant rouges. On entend parmi les cris des enfants et les youyous des femmes musulmanes perchées sur les terrasses, les cris de « vive FLN », « vive Ferhat Abbas ». » (Journal du 12 décembre). *Paris Jour* utilisera un autre ton le même jour : « Mais c'est samedi que les évènements ont été les plus tragiques : 2 morts et 26 blessés dont 19 parmi les musulmans et 7 Européens. Les deux morts ont peut-être été les

victimes de manifestants européens au cours d'une violente bagarre. »

L'Aurore du 12 décembre est plus prolixe en détails : « Le heurt se produit à l'angle de la rue Mustapha et de l'avenue Paul Doumer. Des harkis bientôt renforcés par les marins du centre amphibie d'Arzew les contiennent. A 12 heures, des gendarmes mobiles chargent et remontent la rue Mustapha en lançant des grenades lacrymogènes. Après une heure d'efforts, les gendarmes mobiles, utilisant les grenades offensives et renforcés par les commandos de la marine, aux combinaisons camouflées, ont réussi à rétablir l'ordre dans le quartier musulman d'Oran. Quinze manifestants ont été blessés dont 3 grièvement. »

Le sacrifice des Bônoises relevé

Le Figaro était présent à Bône : « A la cité Auzas, au cours d'une violente manifestation organisée par les musulmans, les services de sécurité firent encore usage de leurs armes. Trois musulmans furent tués et une quinzaine blessés. Quatre de ces derniers devaient succomber peu après. Parmi les morts musulmans figurent trois femmes et deux enfants de treize à quatorze ans. » Le Monde du 16 décembre parla des morts de Sidi Bouhadid : « Au début de l'après-midi, vers 13 heures, avaient lieu au cimetière de Sidi Bouhadid à l'Orphelinat, les obsèques des trois musulmanes tuées au cours des tragiques incidents de mardi. Une foule évaluée à environ deux mille personnes accompagnait les corps ; après l'inhumation, elle s'écoulait lentement lorsqu'apparut venant d'on ne sait où une automobile dans laquelle se trouvaient quatre ou cinq personnes dont une femme. Tous les occupants de la voiture agitaient des drapeaux du FLN. Ces manifestations ne purent d'ailleurs aller plus loin… Un accrochage s'ensuivit et la légion ouvrit le feu. La fusillade fit trois tués et quatre blessés, dont une femme. »

Les organes de presse couvrirent abondamment les manifestations de Constantine, Tlemcen, Blida, Sidi Bel Abbès. Ils se firent l'écho de la volonté d'indépendance des Algériens et de leur attachement au GPRA.

Les militants du FLN eurent l'intelligence de profiter de la présence de ces journalistes pour faire passer le message politique. Roland Faure envoyé du journal L'Aurore raconta dans le numéro du 12 décembre son périple au milieu des manifestants : « En un instant, mon taxi est cerné par cette troupe qui vocifère en arabe, brandissant vers moi ses armes, heureusement sommaires… Mon curieux conducteur fait enfin descendre une glace latérale de la voiture et explique à un grand moustachu qui semble le chef de la compagnie que je suis un journaliste étranger et qu'il ne faut pas me toucher… Vous voyez, me dit alors mon chauffeur, voilà nos combattants. Ils n'ont pas d'armes, mais rien ne les arrêtera. C'est notre Révolution en marche… La voiture se faufile lentement parmi la foule qui accourait vers la rue Albin Rozet où va se tenir le premier meeting FLN qu'Alger ait connu. ... Passant à l'angle de la rue de Cambrai avec un confrère parisien, je m'approche de jeunes musulmans… « Vous êtes journalistes nous dit un jeune Arabe ?…si vous voulez venir avec nous, nous vous ferons visiter Belcourt. » Le journaliste de *France Soir* fut abordé par des manifestants : « Vous êtes journaliste ? Vous n'avez rien à craindre. Venez avec nous. Vous êtes sous notre protection. » Il raconta dans le numéro du 13 décembre : « Je descends bientôt une ruelle étroite à la pente abrupte et doit me frayer un passage parmi la foule compacte... Un café maure. A l'intérieur, beaucoup de monde attablé. Les gens sont calmes. Certains même sourient. On me prie d'entrer. On me pousse dans l'arrière-salle. Là, je dois montrer mes papiers. J'ai l'impression d'être au PC des émeutiers, tout au moins à l'endroit où se réunissent les meneurs du quartier. »

Un journaliste au milieu des manifestants

L'envoyé de *Paris Jour* a aussi été approché :

« Les dirigeants de la manifestation FLN m'entourent. Je dois dire qu'ils étaient très calmes et fort courtois :

– Vous êtes journaliste ?

– Oui

– Vous êtes de Paris ?

– Oui.

– Alors, voici ce que nous avons à vous dire : à présent ce que nous voulons c'est l'indépendance. Il faut négocier avec Ferhat Abbas, avec le FLN… » (Numéro du 12 décembre).

Moulinier, de *Paris Jour* était à la haute Casbah, près du cimetière d'El Kettar le 13 décembre. Il raconta : « De jeunes musulmans viennent vers moi. Je suis journaliste et ils le savent. Je suis le seul journaliste de Paris. Pour eux, je comprends que c'est important :

– Venez avec nous, vous n'avez rien à craindre. Venez au cimetière. Vous direz ce que vous avez vu !

J'hésite et ils le voient :

– Vous avez peur ? Pourquoi ?

Je dis pourquoi.

– Nous vous donnons notre parole. Nous vous escorterons. On ne vous fera rien.

Nous voici dans le cortège... Dans le cimetière, je suis resté très peu de temps. Je dois le dire, j'ai eu peur. Un instant des jeunes gens se sont énervés :

– La radio et les journaux ont dit que nous étions armés. Ce n'est pas vrai.

Je dois promettre que je rapporterai ces propos… Les corps des victimes ont été déposés à terre. Un jeune musulman me serre le bras :

– Ne craignez rien. Nous sommes là !

Alors surgi de je ne sais où, un drapeau FLN apparaît près de moi. Il domine bientôt la foule, l'exaspère, la durcit. C'est un déluge d'applaudissements. Je me tourne vers mes gardes du corps :

– Il faut que je parte. Je dois téléphoner.

Ils me reconduisent vers la sortie. Pour moi : vers la liberté. Je respire mieux.

– Vous voyez, on ne vous a rien fait.

Mais une ruée s'est produite vers la sortie du cimetière. Des centaines de jeunes gens nous suivent. Mes gardes du corps les arrêtent.

– Le journaliste va téléphoner. Il va dire ce qu'il a vu !

Tous se mettent à applaudir. Une sorte de manifestation à mon intention. Je leur fais signe de la main et je pars. Mes gardes du corps me suivent toujours, corrects, très polis. L'un d'eux m'offre une cigarette. Ils veulent me dire quelque chose. Pour parler, nous allons un peu plus loin.

– L'Algérie, voyez-vous, c'est comme ça. Nous avons fait tout cela au nom du GPRA. »

Deux journalistes américains, correspondants de *Associated Press* rapportent leur périple : « Nous avons parcouru ce matin la Casbah en compagnie de quelques autres journalistes étrangers, guidés par de jeunes musulmans…Lorsque ayant franchi les cordons de police, nous avons déclaré que nous étions des journalistes étrangers, un groupe de guides s'est aussitôt formé pour nous faire visiter la Casbah, à travers son dédale de ruelles étagées. » Le journaliste de *L'Humanité* fit le même témoignage le 15 décembre : « Lorsque, ayant franchi les cordons de police, nous avons déclaré que nous étions des journalistes étrangers, un groupe de guides s'est aussitôt formé pour nous faire visiter la Casbah, à travers son dédale de ruelles étagées. »

Chauvel du *Figaro* apporta ce témoignage : « Un comité qui se proclame ouvertement FLN s'est constitué recevant les journalistes de toute obédience dans un PC. Un PC gardé d'où il paraît diriger les opérations. » (journal daté du 12 décembre).

L'efficacité du FLN

On voit bien à travers ces témoignages que le FLN avait reconstitué son organisation décimée par la répression meurtrière de 1956 et 1957. Il avait repris en main la population qui clamait ses mots d'ordre très politiques et adaptés à la conjoncture qui avait été bien maîtrisée. On refusait l'Algérie française et de Gaulle lui-même n'y croyait plus. Les populations exprimaient leur adhésion au FLN qui faisait ainsi la démonstration de sa représentativité. Elles levaient des banderoles demandant la négociation directe avec le GPRA. Les manifestations fermèrent la porte à de nouveaux représentants algériens, en dehors du FLN, ceux derrière lesquels de Gaulle courait toujours depuis 1958.

Non seulement les militants du FLN firent prendre conscience aux populations les enjeux politiques du moment, mais encore ils utilisèrent très habilement la présence importante des organes de presse métropolitains et étrangers pour faire relayer leur message. Les journalistes furent systématiquement approchés. On leur organisa des visites au sein des quartiers algériens. Ils purent s'entretenir librement avec des manifestants. Les ultras européens farouches partisans du maintien des privilèges de la minorité française et opposés à la politique du général de Gaulle n'eurent pas la même attitude. *France Soir* dans son numéro daté du 13 décembre nota : « Jacques Sallebert de la télévision française assisté d'un caméraman accomplissait son reportage de Bab el Oued lorsqu'un groupe d'Européens l'appréhenda. Il ne fut relâché avec son caméraman qu'après avoir dû abandonner la caméra aux Européens qui l'ouvrirent et rendirent inutilisable la pellicule avant de restituer l'appareil. »

Les journalistes étrangers montrèrent au monde l'adhésion des Algériens au FLN, le haut niveau d'organisation de celui-ci, la place occupée par la femme algérienne.

Boualem Touarigt

LA FEMME ALGÉRIENNE EN POINTE

Des femmes algériennes au cœur des manifestations

Par Boualem Touarigt

11 Décembre 1960
Histoire

Des femmes algériennes marquant leur présence lors des manifestations

En décembre 1960, les manifestations populaires pour l'indépendance de l'Algérie mettaient en avant le rôle de la femme algérienne dans la lutte de libération. Celle-ci a été un puissant accélérateur qui a fait avancer la société, bousculant les pesanteurs et les archaïsmes.

La défense d'une cause noble, comme la lutte pour la liberté, a fait intervenir d'une manière brusque la femme algérienne dans l'espace public, mettant sa vie en danger, affrontant la mort dans un terrain que les traditions, à de rares exceptions près, réservaient aux hommes. La guerre de libération a fait sauter les clivages culturels et sociaux. Elle a mis en avant des combattants sans distinction d'origine sociale ou de sexe, brassant la population dans sa diversité. La femme a fait irruption sur la scène publique et pas dans un rôle secondaire. Elle est au-devant de la scène, sur le front, affrontant le danger. La population, elle, ne s'en offusque pas, elle trouve ce rôle comme ordinaire. C'est une profonde avancée dans les mentalités.

Déjà en 1947, des femmes algériennes, issues de milieux cultivés et socialement aisés, militent dans le mouvement national. Cette année, le MTLD créait l'Association des femmes musulmanes d'Algérie (AFMA). Elle était dirigée par la regrettée Mamia Chentouf qui vient de nous quitter et avait dans ses rangs celle qui a été la première algérienne à être médecin, Néfissa Hamoud.

Pendant la Révolution, la femme rurale a été d'un puissant soutien, assurant le gite et l'approvisionnement des combattants. Parmi les moudjahidate, de nombreuses infirmières et médecins venues des villes.

Dans les luttes urbaines que connut Alger en 1956 et 1957, beaucoup de jeunes filles, certaines issues de l'élite, ont été en pointe. Nombreuses sont tombées en martyres et d'autres ont connu les pires tortures. Les combats, la torture, la mort ne faisaient pas de différences entre les sexes. La présence de ces femmes ne choquait pas les combattants ni la population dans son ensemble. Elles occupaient une place qui

11 Décembre 1960
Histoire

Femmes et enfants brandissant l'emblème algérien

était légitimement la leur, reconnue comme telle par tout le monde.

En décembre 1960, les manifestations populaires allaient montrer la grande avancée de la société algérienne, y compris au sein des populations pauvres des villes. Dans tous les cortèges, elles ont été au premier rang. Personne n'a dit qu'elles n'étaient pas à leur place.

Le journal La Dépêche quotidienne publiait le 15 décembre 1960 un reportage de son correspondant à Bône (Annaba) : « Du côté des musulmans, l'évolution des évènements de la veille s'est manifestée de façon plus violente, peut-être même avec une farouche obstination qu'on ne connaissait pas… La colère déborde dans les gestes et les paroles. On pourrait même dire qu'elle se manifeste plus encore chez les femmes que chez les hommes. Ce sont elles en effet qui ont animé la plupart des cortèges qui se sont formés… Ce fut à 14 heures 30 qu'un cortège de trois cents femmes déployant des drapeaux FLN a obligé les forces de l'ordre à intervenir pour la première fois du côté du boulevard Clémenceau… A 16 heures 20, à la place des Pyramides, une centaine de femmes, drapeaux en tête, semblait avoir formé un cortège pour descendre sur la ville nouvelle. »

Le lendemain, il relatait la manifestation qui partit du cimetière de Sidi Bou Hadid le 13 décembre après l'enterrement de trois manifestantes tuées la veille.

Il en fut de même à Oran où on signala le 22 décembre des « rassemblements de jeunes gens et de femmes qui poussaient des youyous et parcouraient les artères de Victor Hugo et de Sanchidrian, emblème du FLN en tête. »

A Alger, la presse locale décrit une belle image lors de la manifestation du 11 décembre à Belcourt : « Une toute jeune fille est juchée sur les épaules de trois garçons. Elle danse et agite le pavillon au-dessus des CRS qui l'empêchent de débouler sur la chaussée. » S'agissait-il de la chahida Saliha Ouatiki, âgée d'à peine 12 ans et qui a été assassinée par des tirs venant des immeubles habités par des Européens ? On doit rappeler le souvenir de cette autre jeune fille d'une quinzaine d'années qui s'était hissée sur la statue du duc d'Orléans à la place du gouvernement (place des

La femme algérienne au devant de l'événement

martyrs). Elle a été assassinée par des tirs des parachutistes.

On signala une manifestation de plusieurs centaines de femmes au Climat-de-France à Alger, le 13 décembre à partir du cimetière d'El Kettar, juste après l'enterrement des victimes de la veille.

Evidemment, l'Algérie a continué à être marquée par des siècles de pesanteurs. Mais il est incontestable que la guerre de libération nationale a joué un rôle de puissant accélérateur qui a fait sortir dans bien des cas la femme algérienne du rôle secondaire auquel elle était confinée. Il faut remarquer qu'elles ont, d'une façon spontanée, et de leur propre initiative, conquis une place nouvelle. Il n'y a pas eu de la part du FLN une politique systématique de recrutement des femmes. Elles ont parfois surpris par leur engagement dans la lutte. Le mouvement de libération les a accueillies et leur a consacré la place qu'elles avaient acquise. Se rendant compte de l'importance pratique et politique de leur intervention, le FLN a ensuite accompagné leur engagement, malgré les hésitations et les réticences des combattants très souvent surpris.

Dans les campagnes, les femmes prirent en charge les tâches de ravitaillement, d'hébergement et souvent de renseignement.

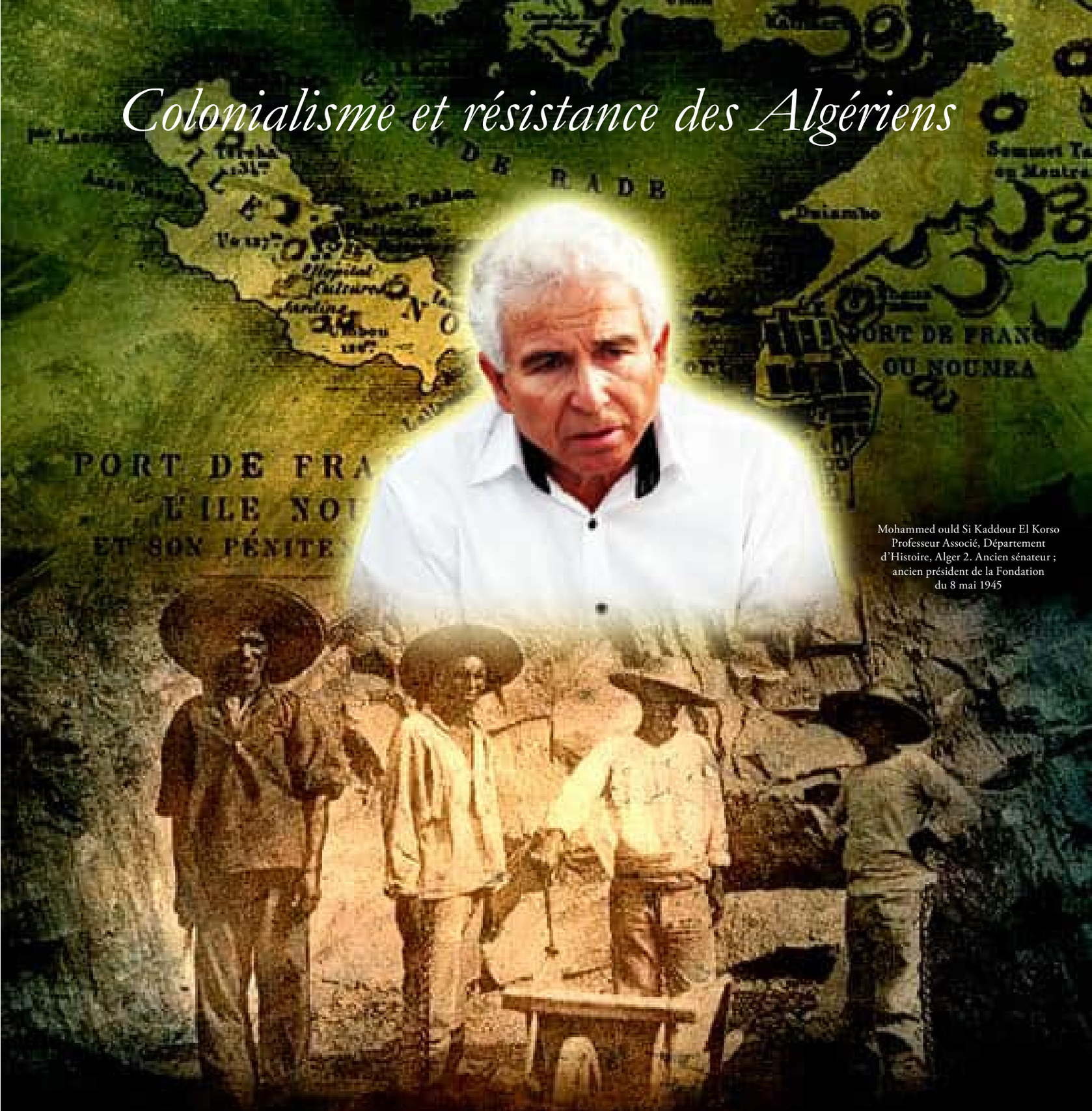
Alger, pendant la lutte armée, fut un exemple de spectaculaire avancée des mentalités. Les combattantes furent les égales des fidaïs, bravant les mêmes dangers. Leur présence ne choqua pas la population qui considéra leur présence comme tout à fait légitime. Elles côtoyaient les combattants, s'acquittaient de missions périlleuses et participaient aux décisions.

Ali Kafi, dans ses Mémoires, releva qu'en Wilaya II des femmes auraient assumé des responsabilités au niveau des douars. Dans la Wilaya IV, une femme aurait été responsable de nahiya.

D'une manière globale, on peut constater que les pesanteurs et les archaïsmes étaient très forts et que de puissants facteurs freinaient l'évolution de la condition des femmes, notamment l'analphabétisme et les conditions de vie. Mais la Révolution a été un facteur d'accélération qui a vu les femmes algériennes surgir au-devant de la scène.

Boualem Touarigt

Colonialisme et résistance des Algériens



Mohammed ould Si Kaddour El Korso
Professeur Associé, Département d'Histoire, Alger 2. Ancien sénateur ; ancien président de la Fondation du 8 mai 1945

El-menfiyûne el-djazaïriyûn, déracinement et traumatisme (XIXe-XXIe siècles)

Par Mohammed ould Si Kaddour El Korso

Des déportés algériens en Nouvelle-Calédonie

Question de méthode

L'Algérie et la Nouvelle-Calédonie ont une histoire, par certains côtés, commune. L'Algérie, colonie de peuplement a été colonisée en 1830. La Nouvelle-Calédonie, terre de déportation, donc de peuplement, a été colonisée en 1853 par la même France.

Les Résistants algériens, les Insurgés et ceux qui ont enfreint la législation coloniale (deuxième moitié du XIX siècle), sont des déportés spécifiques, expulsés de leur pays par les autorités coloniales françaises vers les colonies pénales : la Corse, la Guyane et la Nouvelle-Calédonie. Continuer à les appeler *« déportés »*, c'est occulter leur statut d'anticolonialiste et reconduire, inconsciemment, les accusations retenues contre eux par les autorités coloniales de « criminels », «d'assassins », «de brigands » etc. C'est pourquoi, il sera question dans ce papier de *Menfiyûne*[2] ou Menfi pour déportés et *ennefiyû* pour déportation. Ce qui donne du sens et de la profondeur à ces concepts, que le lexique de l'histoire nationale peine à retenir, c'est la dimension historico-symbolique de ce drame humain mémorisé par le patrimoine culturel national qui garde à ce jour les traces vivantes de ces départs sans retour. Les *Menfiyûn*, sont à différencier des *Mûhadjarûne*, exilés par l'autorité coloniale, mais en terre d'Islam. La sanction et la portée de l'une et l'autre peine, ne sont pas les mêmes. C'est pourquoi un recentrage terminologique, s'impose.

La césure par le déracinement, est amplifiée par la volonté des autorités coloniales et carcérales, de briser les liens du sang qui unissent les membres d'une même tribu, puis à œuvrer dans le sens d'une déculturation générationnelle, dont l'aboutissement serait la dissolution des *Arabes* dans une société composite. En somme l'extinction de leur algérianité avec sa dimension culturelle, linguistique et religieuse.

1.3- En réaction à cette politique d'annihilation, les *Menfiyûn*e ont mis en place plusieurs mécanismes de défense. Ils ont commencé par reconstituer à l'identique, ou presque, l'Algérie qu'ils avaient quitté, forcés et contraints ; à recomposer le tissus social, culturel, religieux ; à développer et à cultiver des liens affectifs avec le lointain pays transmis d'une génération à l'autre. Cette résistance immatérielle, tient lieu de repères dans la préservation-

---

- « La Guyane reçoit [à la fin du XIX siècle] essentiellement des condamnés de métropole, mais aussi de nombreux Maghrébins (20 à 25% de la population pénale) , condamnés aux travaux forcés par de sévères tribunaux en Afrique du Nord sous administration française », cf. : Pierre Michel (1989) : Le Dernier exil Histoire des bagnes et des forçats, Paris, Gallimard, p.88. Parmi tous les bagnes, celui de Cayenne en Guyane, reste le plus ancré dans la mémoire des Amgériens.

- Nous ferons l'impasse sur les déclinaisons pour ne pas rendre plus compliqué la lecture du texte pour les non initiés. Le singulier de Menfiyyûn *,est* menfi *avec la particule, il devient el menfi.*

Centre culturel arabe de Nessadiou en Nouvelle-Calédonie

reconstruction identitaire des descendants des *Arabes de Calidoun*.

La déportation coloniale plonge ses racines dans le XV siècle avec la traite des Noirs et l'esclavage. La France qui a proclamé en 2001, *crime contre l'humanité* l'esclavage et la traite négrière (loi Taubira du nom l'actuelle Garde des sceaux, ministre de la Justice) , n'a-t-elle pas commis un crime contre l'humanité à l'endroit des *Menfiyûnes el-djazaïriyûne*, des Communards et tous les autres déportés ? Ce crime sera aggravé par l'application sélective de la loi d'amnistie générale de 1880, d'où furent exclus les *Arabes de Calidoun*.

Pas encore sur les tablettes des chercheurs

Ce papier nous donne l'opportunité de dresser à grands traits un état des lieux sur un sujet issue directement de la résistance armée au XIX siècle.

Une histoire oubliée ? Une histoire méconnue à coup sûr. Les écrits coloniaux (Louis Rinn et autres) font état de déportation de résistants algériens. Quelques ébauches, la plupart sous forme d'articles sont signées par des historiens ou des anthropologues nationaux :Boualem Bessaïh, (1976, réédition 2010),Yahia Bouaziz (1978 et 1989), Djilali Sari (1981 et 2008), Abu el-Kacem Sadallah, Mélica Ouennoughi (2008). Un seul mémoire de fin de licence a été soutenu durant l'année universitaire 2003-2004 au département d'histoire à l'université de Bouzaréah, dénommée Alger2. L'enseignement universitaire ne porte pas sur cet objet d'histoire. Seule la mémoire populaire, garde telle une flamme allumée, le souvenir de ces départs sans espoirs de retour.

L'appel à contribution lancé en 2009 pour la tenue d'un colloque (non concrétisé malgré les promesses de son financement), n'a enregistré que cinq communications internationales se rapportant directement au sujet et trois communications nationales seulement. Pourtant de nombreux articles de presse dans les deux langues, arabe et français, ont accompagné la projection en 2004 du film *Les Témoins de la Mémoire* de Saïd Oulmi et Fatiha Belhadj. Comment expliquer cette carence sur le plan de la

recherche universitaire ? De nombreuses réponses peuvent être avancées parmi lesquelles, la priorité accordée à la politique coloniale en Algérie (séquestre, enseignement, état civil ...), au mouvement national (l'action des partis politiques entre 1919 et 1954), la Guerre de Libération nationale etc. En clair le sujet, n'est pas encore inscrit sur les tablettes des étudiants et des enseignants chercheurs.

Pourtant en 1983, à l'issue d'un voyage à Nouméa, Taïeb Belguiche , journaliste à *El Moudjahid* publie un article sur son séjour en Nouvelle-calédonie. C'est, sous toute réserve, le premier papier consacré à ces Algériens de l'ailleurs qui commencent à émerger de la nuit sidérale de l'Histoire. L'année suivante, Seddik Taouti, haut fonctionnaire de la *Banque Islamique* dont le siège est à Jeddah, est interpelé par un Australien musulman sur l'existence d' : *« Une colonie d'Arabes … en Nouvelle-Calédonie et forme un groupe particulier au sein de la société multiraciale du territoire »* . (S. Taouti,(1997), p.14). De cette découverte naîtra un livre. Début 1986 sur proposition de S. Taouti, cheikh Abderrahmane Chibane, ministre des Affaires Religieuses, invite une douzaine de descendants Algériens en Algérie. Cette visite sera suivie en 2005 d'une autre visite à l'initiative du ministère des Moudjahidine. D'autres suivrons. La dernière en date remonte à novembre 2011. Au documentaire historique de Saïd Oulmi et Fatiha Belhadj, qui a provoqué un véritable tsunami mémoriel à l'échelle de tout le pays et à tous les niveaux de la société, s'ajoute le film de Mehdi Lallaoui, *Les Kabyles du Pacifique* (52'), réalisé en 1994. Ce film a montré le chemin.

Quelques données chiffrées

Brahim Ben Mohammed, premier algérien a avoir été expulsé vers la Nouvelle-Calédonie le 9 mai 1864, sera suivi par de nombreux autres, arrivés par vagues successives dans cette terre du bout du monde après une traversée de 150 jours au fond des calles de bateaux, chaînes aux pieds, encagés comme des fauves. Les données chiffrées élaborées à partir des registres de la Pénitenciaire qui nous ont été communiquées gracieusement par Louis-José Barbaçon, font état de 253 *Menfiyûnes arabes* entre 1864 et 1868 auxquels s'ajoutent 1568 autres entre 1889 et 1897. A noter que cette recrudescence, correspond à la fin de la résistance armée en Algérie en 1871 et la tenue à travers la colonie des grands procès de ceux qui à l'époque déjà s'appelaient *Moudjahidine*. Si l'on ajoute un *Menfi* arrivé en 1885, nous aurions un total de 1822 *Menfiyûnes* entre 1864 et 1885. Bien sûr ces chiffres ne tiennent pas compte ; tient à souligne L.J. Barbaçon ; des décès à bord des navires transporteurs non signalés dans les registres matrices.

Cette population de *Menfiyûnes* se répartie comme suit :

- 1702 d'origine algérienne,
- 63 d'origine tunisienne,
- 48 d'origine marocaine,
- 7 du Soudan,
- 1 de Smyrne (Turquie),
- 1 de Baghdad (Irak).

En pourcentage les Algériens représentent 93.40%. Ils constituent donc l'écrasante majorité de la population carcérale du pénitencier de la Nouvelle-Calédonie.

Ramener à leurs lieux d'origine, et pour faire bref, 45% des *Menfiyûnes* proviennent de l'ancien département de Constantine, 32% de l'ancien département d'Alger et 23% de l'ancien département d'Oran.

Quad à leur moyenne d'âge ; toujours d'après L.J. Barbançon elle est de 30 ans. 54% ont entre 21 et 30 ans, 31% entre 31 et 40 ans. Les 41-50 ans forment 7% tout comme les 16-20 ans. Enfin 1% sont âgés de 51 ans et plus. Faut-il relever que parmi les *Menfiyûnes* , certains sont âgés de 16 ans et d'un peu plus ! Que faut-il en déduire ? Que ceux de 16 ans avaient pris les armes contre l'occupant ? qu'ils étaient des criminels ? ou tout simplement, que les arrestations ont été opérées sans discernement et que les condamnations ont été à l'emporte pièce ? Ecraser par n'importe quel moyen la résistance, voilà l'objectif. Sur 1800 dossiers, notre source estime ; après les réserves méthodologiques de rigueur ; à 51% les mariés, 42% les célibataires, 5% les veufs et 2% les divorcés. Conjuguer avec les pourcentages précédents, ces derniers traduisent la jeunesse de la résistance et donc sa durée dans le temps (de l'Emir Abdelkader à El Moqrani et Bouamama :1832-1881).

Déracinement identitaire

Nous retrouvons en tête des mécanismes déstructurant :

- le déracinement par l'éloignement;
- la déportation des hommes sans femmes ni enfants ;
- l'aliénation culturelle par le mariage, l'état civil et l'école.

- **Le déracinement par l'éloignement**

Il faut peut-être rappeler que *« La déportation est inscrite dans le code pénal de 1810 parmi les peines afflictives et infamantes »* : la mort, les travaux forcés à perpétuité, les travaux forcés à temps, la déportation, la réclusion (art.7) (in.Louis-José BARBAÇON (2003), p.17) Il est mentionné que *« La Peine de la déportation consistera à être transporté et à demeurer à perpétuité dans un lieu déterminé par le gouvernement, hors du territoire continental de l'empire »* (Barbançon, (2003), p.25).

Il faut rappeler également que la proclamation le 4 mai 1848 de la Deuxième République, sera suivie de l'abolition de la peine de mort pour crimes politiques, (art.5 de la Constitution), remplacée par la déportation dans une citadelle désignée par la loi, hors du territoire continental. Mais dès le 25 juin 1848, Sénard, président de l'Assemblée Nationale Constituante, propose au général Cavaignac que *« Tout individu pris les armes à la main soit immédiatement déporté outre-mer ».*

L'Algérie a alors été choisie comme terre de déportation pour ses nombreux avantages : *« salubrité du paysage, fertilité des terres, présence militaire, économie des frais de transport ».* Lambessa, ou Lambèse près de Batna, sera retenue par décret du 31 janvier 1850. Des camps-dépôts de Birkhadem et Douera, El Harach (Alger), Constantine, Djelfa, Bossuet etc. créés en 1850, accueilleront à des moments différents des opposants politiques français et européens résidant en France. Beaucoup seront envoyés au sud algérien. Le *« camp de Djelfa était un camp de la mort, comme il en exista d'autres en Algérie et plus précisément à " Hadjerat M'Guil ".* (Elie DUGUET(1996) p.54).

Les Résistants algériens de 1871 seront envoyés en Nouvelle-Calédonie, devenue *« une terre de grande Punition » ou « Terre de Bagne ».* (Barbaçon,(2003), p.11).

Comment était perçue la déportation par les autorités militaires et coloniales en Algérie ?

« la déportation est un instrument de la gouvernementabilité coloniale : elle participe des formes de maintien de l'ordre et d'anticipation qu'imagine le colonisateur français pour se prémunir contre la nuisance d'une cohésion dont le chef traditionnel est le centre » (Henri Bergsonn, 2010, résumé communication).

Les Résistants algériens étaient habitués à voir leurs biens séquestrés, leurs moissons et vergers brûlés, leurs silos à grains vidés, leur bétail pillé par la soldatesque coloniale. Ils connaissaient les bagnes de Lambèse à Batna, EL Koudya à Constantine, El Harrach à Maison Carrée (Alger), la prison d'Oran. Ils avaient leurs proches à Calvi en Corse. Mais la Guyane, la Nouvelle-Calédonie, ils n'en avaient jamais entendu parler. Il semblerait d'après certaines études, qu'ils ne croyaient pas à leur déportation en Nouvelle-Calédonie et qu'ils préféraient plutôt la mort. A ce propos, le capitaine Vidal laisse comprendre dans une lettre datée du 28 mars1882, que les condamnés de la révolte d'Oran embarqués à bord du la Loire se laissaient mourir de faim pour ne pas avoir à endurer le supplice du lointain exil :

« On a eu beaucoup de peine à faire vivre les six déportés arabes qui, comme toujours, se sont refusés avec une obstination passive à accepter les aliments composant la ration, même le pain et la viande fraîche » (Vidal ,1882, Commandant : lettre du 28.03.1882. Service historique de la Marine au château de Vincennes. In Chauvet, 54).

Sentant l'éloignement, l'isolement et donc la solitude et probablement l'extinction à petit feu, loin de sa terre natale, loin des siens Boumezrag sollicite de la prison d'El Harrach par courrier du 22 octobre 1873, les bonnes grâces du président de la République pour qu'il accomplisse sa peine en Algérie. Dans une démarche similaire mais légèrement différente, Si Azziz demande dans une lettre de mai 1874, à être interné dans un des départements du midi de la France. Après le refus qu'il a essuyé, Si Azziz demande en août 1874 à faire venir sa famille en Nouvelle-Calédonie. Il se ravise au vu des dures conditions du voyage (150 jours et plus) marqué par le décès d'un certain nombre de de *Menfiyûne.* Dès l'escale de Dakar, il envoie une lettre datée du 30 octobre1874 au ministère de la Marine : *« Je viens vous supplier de ne pas leur [sa famille] faire faire*

le voyage » (A.N.S.O.N.M. H70,in Chauvet, 54)

Mis à part l'esprit candide des deux chefs de l'Insurrection de 1871, ces démarches (on peut supposer qu'il y en eu d'autres ; seul le dépouillement des archives le dira) témoignent de deux choses :

a- la place qu'occupe la religion chez Boumezrag et partant chez tous les *Menfiyûne*

« Notre genre de vie, notre religion, nos mœurs, se heurtent souvent avec ceux des Européens ; et tout en reconnaissant ce que ces derniers peuvent avoir de préférable, je désirerais, s'il était possible, vivre toujours la vie religieuse de mes pères et pouvoir être tenu au courant d'une façon permanente de l'état de santé des miens » (A.N.S.O.M. H 69, in Chauvet, p.49).

Boumezreg oublie que c'est l'Islam à travers la Confrérie *Rahmaniya* à laquelle il est affilié, qui a appelé au *Djihad* qui est ciblée. En donnant satisfaction à Boumezreg, les autorités politique, militaires et judiciaires se déjugeraient.

b- La profonde angoisse d'avoir à quitter sa terre natale et les siens pour finir

ses jours en terre chrétienne et mourir dans l'anonymat sans la *Chahada* et sans savoir si l'enterrement s'effectuera selon le rituel musulman ou non.

« Hâte mon retour, éloigne les médisances :
dans cette prison d'infidèles, je crains la mort
sans tolba, ni sourates, ni prières, ni Chahada » (extrait d'un poème de Mohammed Belkheir , Boualem Bessaih, p.11)

Toutes les demandes de retour qui parviendront au gouverneur général d'Algérie, furent rejetées. Les *Menfiyûne* signent des pétitions qu'ils adressent (1884) à la *Chambre des députés* (Lallaoui, (1992), p.108) demandant l'application de loi du 11 juillet 1880 et leur retour en Algérie. En France les figures emblématiques de la Commune, animent conférences sur conférences (1880, salle Ragache à Vaugirard 1 5000 communards réclament l'amnistie des *Menfiyûne el-djazaïriyûn*), publient des articles dans la presse métropolitaine (L'Intransigeant, 27 juillet 1880, dont le rédacteur en chef était H. Rochefort ; *Le Parisien Illustré* n°2, septembre 1878, engagent des batailles politiques, font des propositions de lois en faveur des *Menfiyûne el-djazaïriyûn*.

A ce déracinement par l'éloignement, s'ajoute la peur d'être abandonné par le Créateur, le Tout Puissant. Ils l'implorent pour qu'Il Intervienne en leur faveur.

« A Calvi exilé
Avec Cheikh Ben Douina, nous voilà otages !
Quand agiras-Tu Créateur,
Sauveurs des naufragés entre deux océans ?
J'étouffe et veux fuir
Du pays des roumis chez les musulmans.
…….
Après avoir levé l'étendard,
Me voici entre mers et oubli.
Maître ne me délaisse pas,
Sois ému par l'exilé aux cheveux blancs ;
Ne m'abandonne pas à l'ennemi ;
Protège-moi, garde-moi arabe.
Par la grâce de l'Omniscient,
Par les sunnites et les livres,
Par la science et la récitation,
Par celles qui allaitent,
Par la loyauté et la foi,
Par la grâce du Prophète,
Une vie s'achève, l'autre commence,
En ce royaume Dieu Seul Perdure… » (poème de Mohamed Belkheir des Ouled Sidi Cheikh, déporté à Calvi en 1884 et décédé à El-Bayadh (ex Géryville) en 1905, in B. Bessaih)

Le déracinement par le mariage

Les Menfiyûne el-djazaïriyûn ont été déportés sans leur (s) épouse (s) et bien évidemment sans leurs enfants. Les communards aussi. Comment faire de la colonie pénale une colonie de peuplement si elle reste fermée aux femmes ? Le développement économique de la Nouvelle, était conditionné par la régénération des forces de production de la colonie pénale, ce qui ne pouvait se faire sans injecter un sang vivificateur que seules les femmes étaient en mesure d'apporter à cette microsociété. Cette loi de la nature, sera codifiée et seuls *les Menfiyûn el-djazaïriyûn* seront exclus du bénéfice des deux lois de 1872 et 1873 qui encourageaient les familles de déportés à rejoindre leur époux avec prise en charge des frais de transport. L'administration pénitentiaire, chargea la congrégation des sœurs de *Saint-Joseph de Cluny* installée à Bourail de l'opération.

« On fit venir de France quelques centaines des filles perdues. On vida Saint-Lazare et les maisons de correction.

Les futures fiancées s'installèrent dans une sorte de couvent dirigé par des sœurs de St.-Joseph de Cluny qui portaient un révolver à la ceinture (!) à côté de leur chapelet ». (d'après G. Ferré, in.Cormier,50).

Leur nombre était estimé à 245 femmes entre 1867 et 1907. Puissant facteur d'équilibre, la vie conjugale allait-elle mettre fin à l'alcoolisme ou tout au moins l'atténuer parmi les déportés français et européens? Connaît-on des cas d'alcoolisme parmi les Menfiyûn qui refusaient de consommer du lard ? La question mérite d'être posée ne serait-ce que parce que le milieu environnemental dans lequel ils avaient évolué jusqu'ici, allait connaître un bouleversement radical avec un impact incalculable sur la descendance des *Menfiyûn el-djazaïriyûn*. Si l'on sait que sur 40 menfi, plus des deux tiers sont nés entre 1840 et 1859, c'est-à-dire que le plus âgé dans cette tranche d'âge avait 31 ans en 1871, on comprend pourquoi les menfiyyûne ne voulaient pas vivre en ermite. Ils avaient épousé des femmes qu'ils savaient condamnées à des peines de droit commun, qui ne parlaient pas leur langue, qui étaient d'une confession différente de la leur et surtout que pour nombre de Menfiyûn, qu'elles n'étaient pas de leur rang social. En un mot, rien ne rapprochait le futur couple sinon le bagne et la nécessité biologique d'être ensemble et de procréer.

Ce type de mariage s'est-il généralisé à tous les Menfiyûn ? L'église avait-elle remplacé la mosquée, les sœurs de Saint-Joseph, l'Imam et la messe la Fatiha dans les mariages d'un musulman avec une musulmane ? Comment était vécu ce moment qui fonde la vie d'un couple par le mari de confession musulmane et l'épouse de confession chrétienne ? Quel était le quotidien du couple ? Comment étaient répartis les espaces confessionnels à l'intérieur de la même maison ou de la paillote ? L'administration pénitentiaire a-t-elle enregistré des cas de divorces pour cause d'incompatibilité culturelle et combien ? L'épouse chrétienne s'est-elle accommodée au mode de vie de l'Arabe avec lequel elle partageait son intimité. Et lui ? Qui dans ce partage a le plus donné et le plus pesé dans la vie familiale ? Combien sont-elles celles qui ont suivi leur mari, une fois l'amnistie appliquée aux Menfiyûn ? *Les Menfiyûn el-djazaïriyûn* se sont également mariés avec des femmes kanak ou encore indonésiennes. Quel pourcentage représentaient-elles par rapport aux couples précédents ?

L' aliénation identitaire par le baptême

L'épouse, vecteur principal par lequel se transmet la culture, ne transmettra que ce qu'elle peut et veut transmettre, c'est-à-dire les valeurs culturelles qui sont les siennes et non celles qu'elle côtoie par le mariage sans pouvoir ni les assimiler, ni encore moins les intégrer. Le milieu carcéral et l'environnement social concourent à éloigner chaque jour davantage le menfi de ses origines, à lui faire oublier sa langue, sa religion, ses traditions. En un mot ses valeurs. Comment était vécue la question identitaire par les Menfiyûn et leurs descendants ; ceux de la première génération et celles qui suivront ? Pour la plupart analphabètes, parlant plutôt le berbère que l'arabe, les Menfiyûn de Kabylie n'étaient pas dans leur ensemble porteurs d'une culture scripturaire mais d'une culture orale qui ne résista pas à l'épreuve du temps.

Cette aliénation identitaire sera accentuée par l'obligation faite aux parents de baptiser leur progéniture au moment de leur scolarisation. En terme clair, les descendants des Menfiyûne, changent sous la contrainte de la loi de religion et de prénom. Mais est-ce pour autant que le regard porté l'Administration pénitentiaire sur leurs parents, véhiculé par tout un florilège de mots simples ou composés, qui constituaient d'ailleurs, l'essentiel du lexique colonial en Algérie, fait d'humiliations et de vexations comme *sale arabe , borico, bico , ou bougnoul ,* allait changé lui aussi? Si le mot *arabe* nous renvoie l'image d'une Algérie coloniale méprisante et raciste, il en va tout autrement pour *les Arabes de Calédoun* qui en ont fait un élément identitaire. Le mot Arabe, écrit toujours avec un "a" majuscule, avec ou sans guillemets, est au contraire un signe distinctif :

« En terre de Nouvelle-Calédonie, il y a donc des "Arabes" et ici nous prononçons ce mot avec fierté et respect, la fierté que perpétuent nos cavaliers et nos chevaux, le respect de l'offrande du lait et des dattes symbolique ». Ainsi s'était adressé le maire de Nessadiou Taïeb AIFA à Azouz BEGAG, (ministre délégué à la Promotion de l'égalité des chanes, 2 juin 2005-5 avril 2007, sous le

Stèle érigée en souvenir des déportés

gouvernement de Dominique de Villepin).

Une question demeure : quelle sera la valeur des prénoms berbéro-musulmans puisque le prénom chrétien était et reste le prénom officiel, donc le prénom usuel ? C'est par leurs prénoms chrétiens, que s'effectuait et s'effectue à ce jour l'identification de cette nouvelle population issue du milieu carcéral de la *Nouvelle.*

L' aliénation identitaire par l'éducation catholique

Dans son exil forcé au château d'Amboise en France, l'émir Abd-el-kader avait chargé deux tolba de veiller à l'éducation de ses deux aînés Mohammed et Mahi ed-Din. A Daumas, surpris de voir l'Emir faire répéter à ses enfants l'alphabet, Abd-el-kader lui fait cette réponse : *« N'est-ce pas le seul fusil qui nous reste »* (S. Aouli,1994, 398).

Deux écoles furent construites en 1872 à Bourail par l'Administration pénitentiaire. La scolarisation-formation des filles, était confiée à la congrégation des sœurs de Saint-Joseph de Cluny, quant aux garçons, ils étaient entre les mains des *frères Maristes.* Le but n'était pas de transmettre à ces jeunes descendants de la déportation un savoir, mais de les préparer à être de bons chrétiens. Instruction religieuse et morale, cours d'art ménager pour les filles et agriculture théorique et pratique pour les garçons avec des notions de grammaire et d'arithmétique, composaient l'essentiel du programme. En 1895, 105 garçons et 135 filles fréquentaient ces établissements. Les filles étaient destinées à fonder des *« familles foncièrement chrétiennes »* et les garçons à être des colons. (Sœur de St- Joseph de Cluny, in. Cormier52-54).

Et les écoles coraniques ? Je n'ai pas eu connaissance à travers mes lectures de l'existence d'école coranique ou d'école d'enseignement de la langue arabe à Bourail. Je suis enclin de dire à la lumière de certains témoignages, dont celui de Taïeb AIFA, maire de Bourail de 1997 à 2001 ; appuyé par la politique restrictive et répressive de

l'Administration pénitentiaire, que ce type d'école n'a jamais existé. Le contraire aurait été étonnant. On n'autorise pas d'école coranique pour entretenir la flamme de la révolte allumée en 1871 en Algérie par la zaouia *Rahminyyia*, dont des *mouridines* (adeptes) se trouvaient en Nouvelle-Calédonie parmi *les Menfiyûn el-djazaïriyûn*. A ce propos, ce type d'école a fait l'objet d'une surveillance permanente de la part de l'administration coloniale, surtout après la grande révolte de Moqrani et El Haddad. Même les médersa libres de *l'Association des Ulama Musulmans d'Algérie,* fondée par Ben Badis en 1931, étaient soumises à un législation restrictive et durement réprimées entre 1934-1940 avant leur fermeture totale en 1956 en pleine Guerre de Libération.

La misère dans sa forme la plus extrême, les maladies et surtout le régime pénitencier pour certains, ne laissaient aucune place à un quelconque apprentissage de la langue arabe et berbère et de la religion de l'Islam. L'extinction des valeurs identitaire, bien que largement entamée par l'Administration pénitentiaire, n'a été ni total, ni définitif. Et combien même ce qu'il en restait est qualifiable de poussières culturelles aliénées par le temps carcéral, il n'en demeure pas moins que la résurgence de certaines pratiques qui relèvent de l'ancestrale comme la fantasia, la touiza , les dattes et le lait , la sadaqa, l'entretien du cimetière musulman, la mise en place d'une *Association des Arabes et des Amis des Arabes* présidée par Bernard Salem, etc. renvoient à un passé en reconstitution.

Emile PRATIE, 90 ans en 1992-1993, *« fils d'un libéré italien, …peut-être le plus arabe des " vieux Arabes" de Nessadiou ; …s'exprimait en français et en arabe (couramment), langue qu'il a transmise à ses enfants…Il a sans doute fait la prière des gens de l'Islam qu'il connaît par cœur et dont l'automatisme lorsqu'il la récite lui fait lever le doigt au ciel (pour indiquer Dieu) ».* Mehdi Lallaoui).

Le mot de la fin

« Bien que privés de la langue et de l'Islam, lointains souvenirs d'un autre monde, celui que leurs pères évoquaient sous le nom d'Afrique, ils [les descendants des Menfiyûne] ont créé une communauté parmi celles qui peuplent la Nouvelle-Calédonie » (argumentaire du colloque : *Calédoune. Arabes et Berbères de Nouvelle-Calédonie. Hier et Aujourd'hui,* Institut du Monde Arabe, Paris, 28.11-1er.12.2011). De la lointaine Nouvelle, ces descendants d'Algériens, remontent chaque jour le temps et remportent victoire sur victoire. Aïfa, parle même d'une *« revanche sur l'histoire, dédiée à nos pères pour qu'ils reposent en paix après tant de souffrance »* (Aifa, communication, 2009).

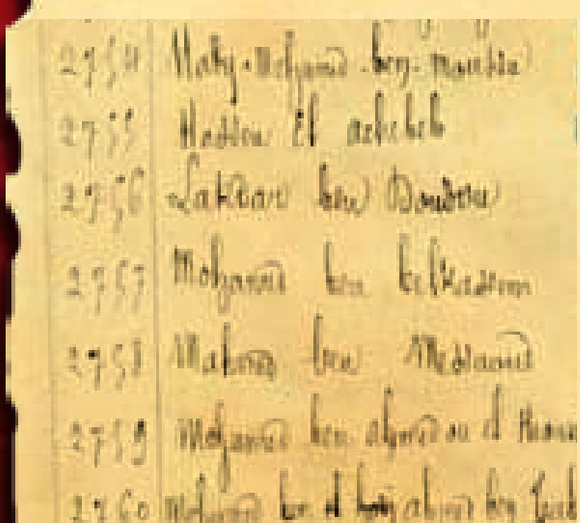
Mohammed ould Si Kaddour El Korso
Professeur Associé, Département d'Histoire, Alger 2.
Ancien sénateur ; ancien président de la Fondation du 8 mai 1945

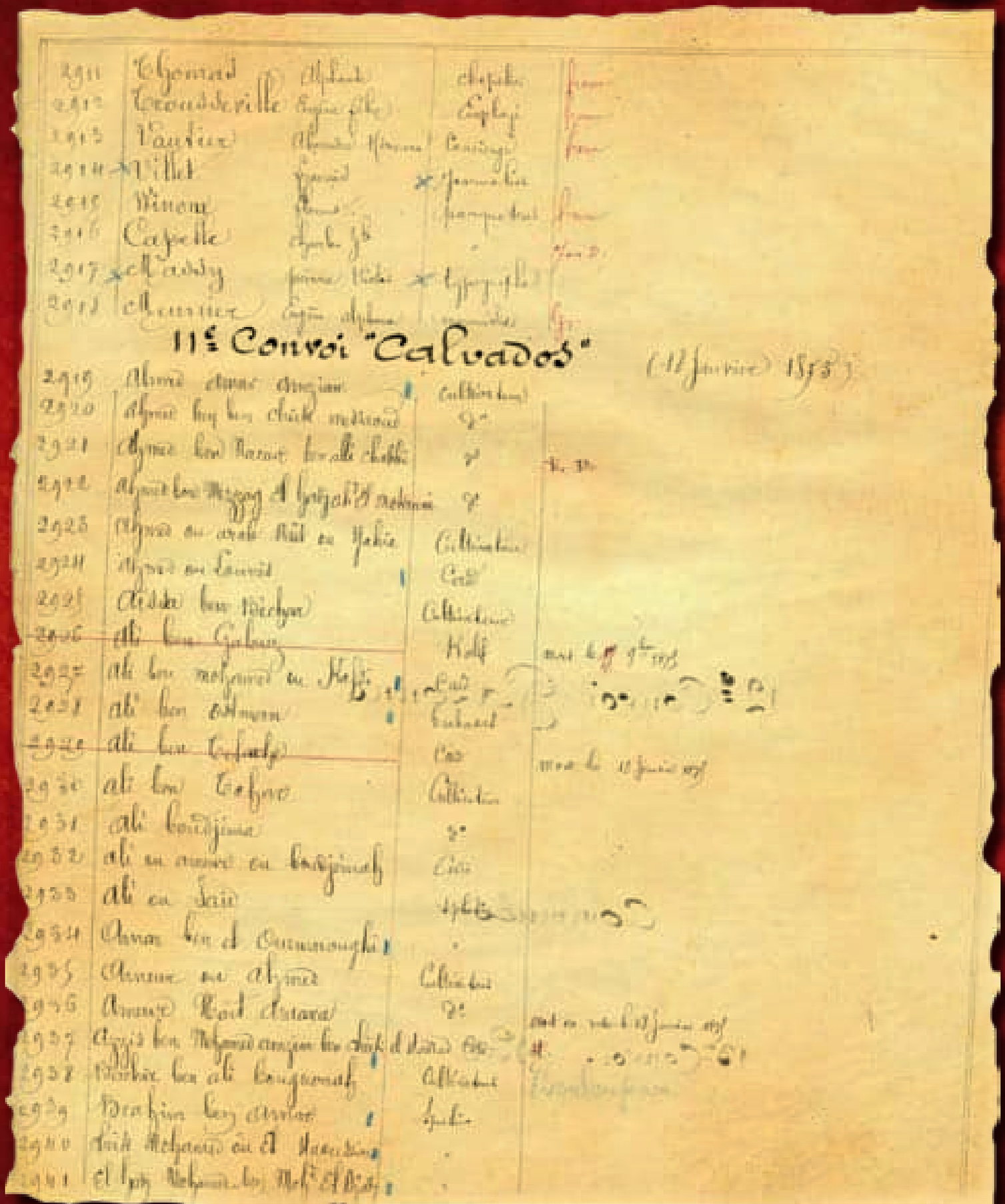
Références et orientations bibliographiques.

1- بسايح. بوعلام: أشعار الهوى والوغى لمحمد بلخير. الجزائر. طبعة خاصة لوزارة المجاهدين. *2010.*
2- بوعزيز. يحيى : وصايا الشيخ الحداد ومذكراته ابنه سي عزيز. الجزائر. المؤسسة الوطنية للكتاب. *1989.*
3- تاوتي. الصديق: المبعدون إلى كاليدونيا الجديدة. مأساة هوية منفية. نتائج وأبعاد ثورة المقراني والحداد. الجزائر. منشورات وزارة المجاهدين . دار الأمة. *2007.*
4- سعد الله. أبو القاسم:الحركة الوطنية *1900-1830* ج.*1*. درا الغرب الإسلامي . راجع المقال المعنون: السجناء في جزيرة سان مرغريت. ص. *227*. يشير المؤلف إلى اعتماده على مقالة ياكونو الصادرة في المجلة التاريخية المغربية. تونس. العدد *1*. *1974*. ص.*46*.

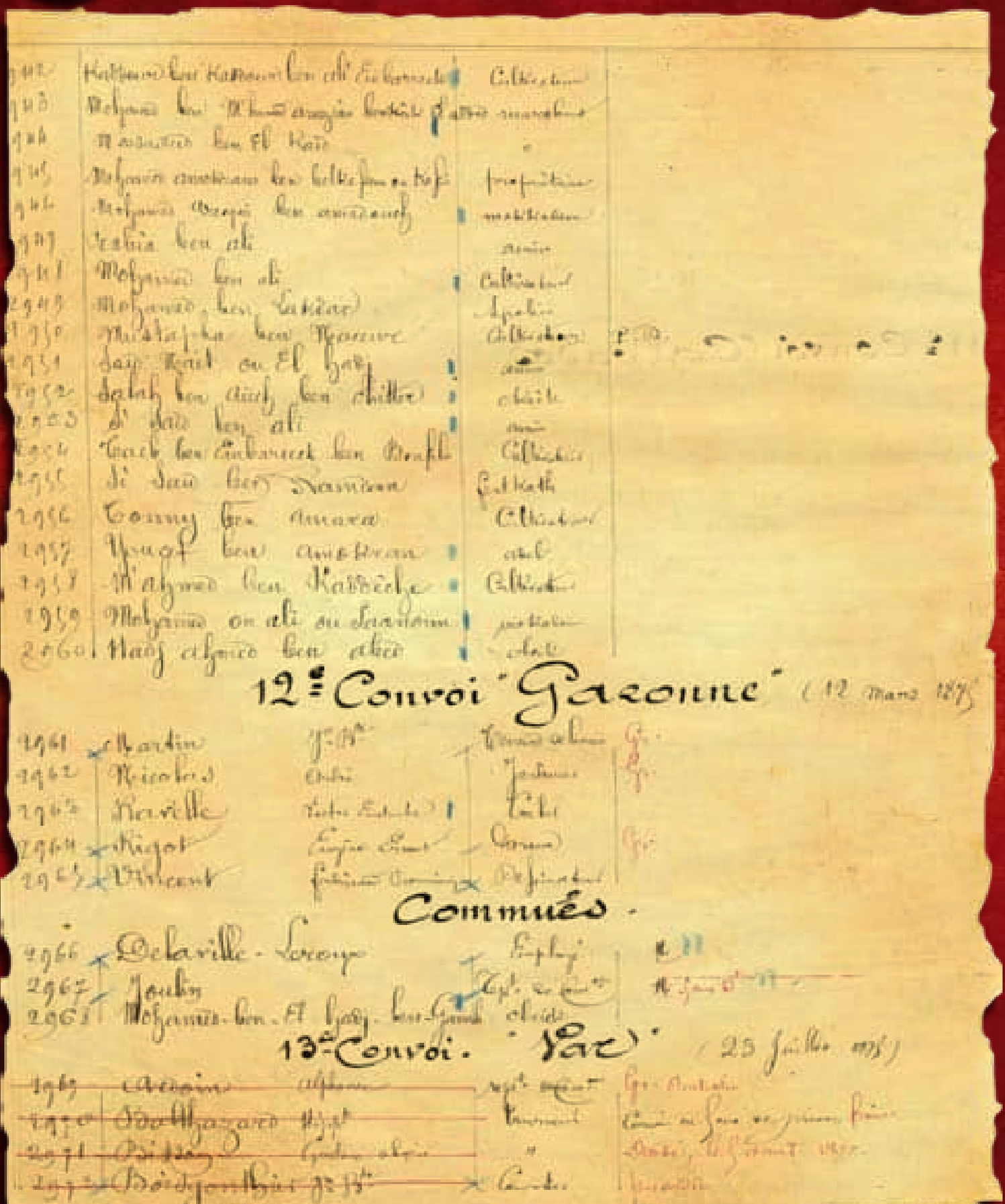
5- *Adli, Younes : Arezki L'Bachir. Histoire d'honneur, Alger, à compte d'auteur, 2001.*
6- *Aïfa, Taïeb : Enfant de déporté. Récit de vie. Communication présentée le 29 novembre 2011 à l'Institut du Monde Arabe, Paris.*
7- *Aouli, Smaïl ; Redjale, Ramdane ; Zoummeroff, Philippe : Abd El-Kader, Paris, Fayard, 1994.*
8- *Barbaçon Louis-José: L'Archipel des forçats. Histoire du bagne de Nouvelle-Calédonie (1863-1931). Ed. Septeurion, Presse universitaires, 2003.*
9- *Barbaçon Louis-José : Les « Arabes » de Calédoun (1864-1921). Données historiques juridiques et statistiques. Communication présentée le 29 novembre 2011 à l'Institut du Monde Arabe, Paris.*
10- *Bergsonn, Henri. Résumé de la communication qu'il devait présentée à Alger, lors du colloque programmé en mai 2009, mais qui ne s'est pas tenu faute de financement.*
11- *Djerbal, Daho : L'effet calédoun ou l'impossible destitution du propre. Entre histoire de la déportation et mémoire du déporté. Communication présentée le 29 novembre 2011 à l'Institut du Monde Arabe, Paris.*
12- *Duguet, Elie: La traversée des années noires et la déportation en Algérie. Ed. Lacour-Colporteur, Nimes, 1996.*
13- *El Korso, Mohammed : Colonialisme et résistance des Algériens :El-Menfiyûne el-djazaïriyûn, entre déracinement et reconstitution identitaire (XIXe-XXIe siècles).*
14- *Maillet, Germaine : Déportation en Nouvelle-Calédonie des Communards et des Révoltés de la Grande Kabylie (1972-1876). Paris, L'Harmattan, 1994.*
15- *Michel, Pierre : Le Dernier exil Histoire des bagnes et des forçats, Paris, Gallimard, 1989.*
16- *Sari, Djilali : L'insurrection de 1881-1882. Alger, S.N.E.D., 1981.*
17- *Taouti, Seddik : Les Déportés Algériens en Nouvelle-Calédonie. Histoire d'une identité exilée. Alger, Dar El-Oumm,2e. édition, 1997.*
18- *Ouennoughi, Malika : Algériens et Maghrébins en Nouvelle-Calédonie de 1864 à nos jours. Alger, Casbah Editions, 2008.*
19- *Oulmi, Saïd et Si Youcef, Fatifa :* Les Témoins de la mémoire. *Série documentaire en huit épisodes, 2004, co-production télévision algérienne..*
20- *Lallaoui, Mehdi : Les Kabyles du Pacifique. Film de 53m. 1994, production : Mémoires vives. Production, RFO.*

NOMS DES DÉPORTÉS ALGÉRIENS





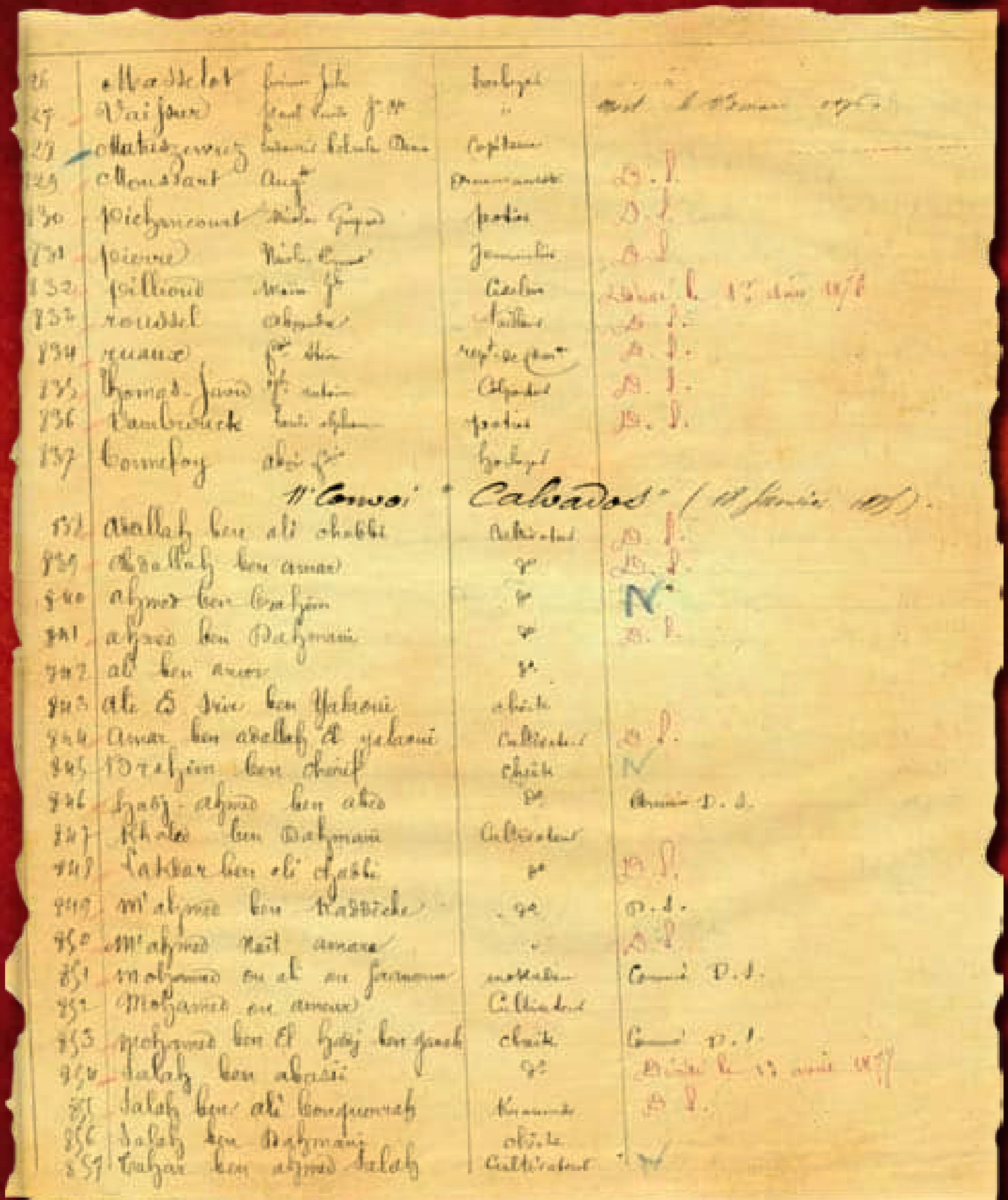
11e Convoi "Calvados" (11 janvier 1958)



12e Convoi "Garonne" (12 mars 187[illegible])

Commués.

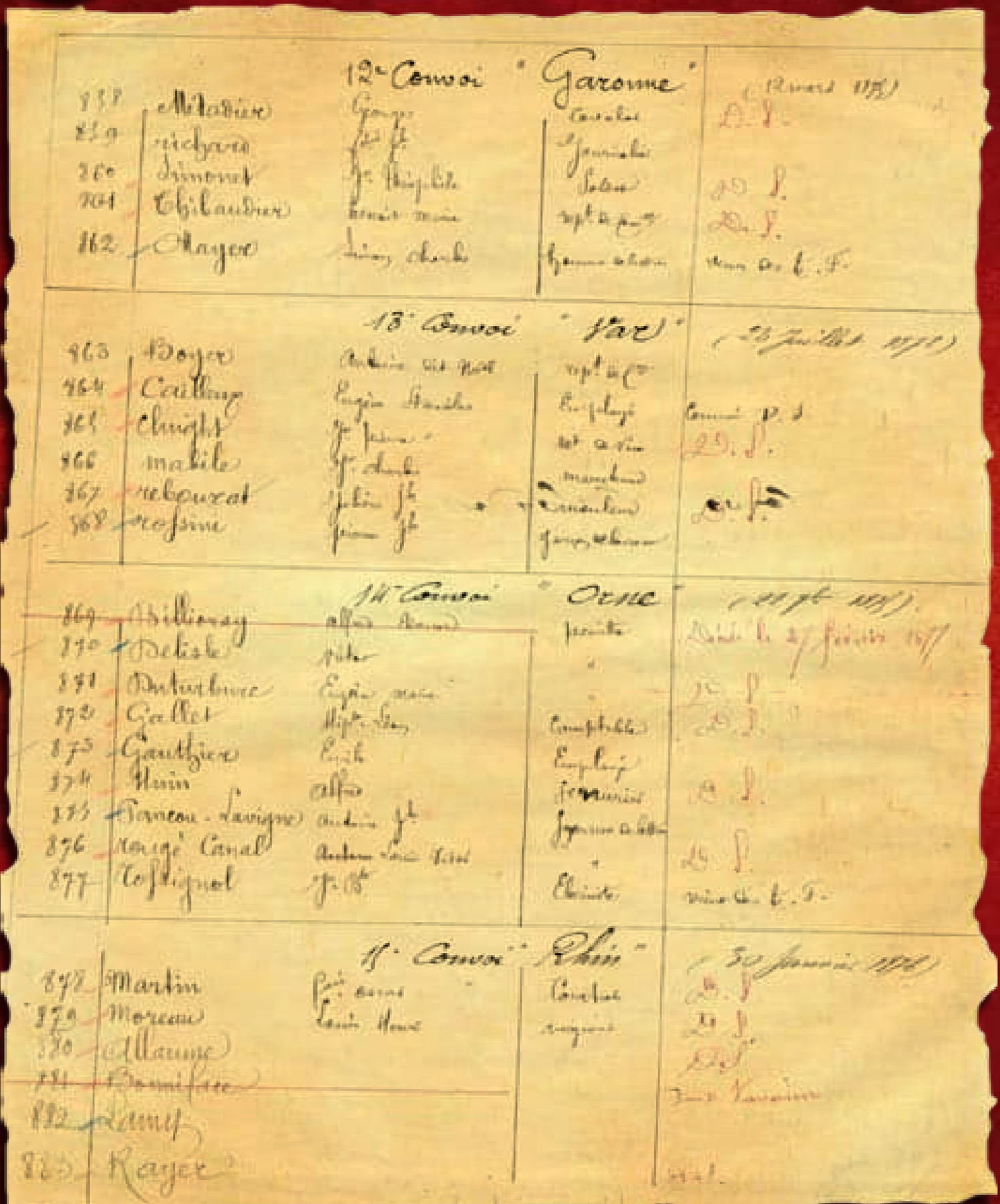
13e Convoi. "Var" (25 juillet 187[illegible])



226	Abdelkader	fils Ali	Cultivateur	
227	Vaissier	Grand Père	"	Mort à Bône en 1956
228	Abdelkader	Caporal Chef	Caporal	
229	Abdelkader	Auguste	Cultivateur	D. J.
230	Abdelkader	Mohamed	Cultivateur	D. J.
231	Abdelkader	Mohamed	Journalier	D. J.
232	Abdelkader	Mohamed	Cultivateur	Décédé le 17 Août 1958
233	Abdelkader	Mohamed	Maçon	D. J.
234	Abdelkader	Mohamed	Sapeur Pompier	D. J.
235	Abdelkader	Mohamed	Cultivateur	D. J.
236	Abdelkader	Mohamed	Cultivateur	D. J.
237	Abdelkader	Mohamed	Cultivateur	

N° Canton de Calvados (N° Journal 07).

238	Abellah ben Ali Chabbi	Cultivateur	D. J.
239	Abellah ben Amar	"	D. J.
240	Abmed ben Brahim	"	N°
241	Abmed ben Dahmani	"	D. J.
242	Ab ben Amar	"	
243	Ab Ben Ben ben Yahiaoui	Chaîne	
244	Amar ben Abellah El Yahiaoui	Cultivateur	D. J.
245	Brahim ben Ahmed	Chaîne	N°
246	Brahim Ahmed ben Ali	"	Décédé D. J.
247	Chabbi ben Dahmani	Cultivateur	
248	Dahbar ben Ali Chabbi	"	D. J.
249	M'Ahmed ben Abdelkader	"	D. J.
250	M'Ahmed Ait Amara	"	D. J.
251	Mohamed ou Ali ou Ferroukh	Cultivateur	Décédé D. J.
252	Mohamed ou Amar	Cultivateur	
253	Mohamed ben El Hadj ben Saad	Chaîne	Décédé D. J.
254	Salah ben Ahmed	"	Décédé le 17 Août 1957
255	Salah ben Ali Bouguerrah	Manœuvre	D. J.
256	Salah ben Brahmani	Chaîne	
257	Tahar ben Ahmed Salah	Cultivateur	N°



* Par Mohamed Cherif Abbès
ministre des Moudjahidine

Aperçu biographique sur l'érudit, l'imam et le saint patron

CHEIKH SIDI AMMAR BEN EL-HOCINE BEN EL-HADJ TAHAR BEN ABDALLAH ABBAS

Cheikh Sidi Ammar ben el-hocine

Mémoire

Les enfants du arch de Ouled Si Zerara sont sortis – à l'instar de toute la population des Aurès et des quatre coins de l'Algérie, du XIXe siècle – exténués par des décennies d'agression coloniale française et toutes sortes d'injustices et de tentatives d'exterminations délibérées. Terrible calvaire imposé par un ennemi qui est venu pour, délibérément, anéantir et annihiler tout ce qui est authentique et constant.

Le nouveau siècle n'augurait ni de jours meilleurs ni d'aucun changement puisque les causes de cette triste réalité subsistaient et ceux qui la perpétuaient continuaient de sévir et d'imposer leur hégémonie sur les populations dont le quotidien était devenu un véritable enfer.

Les enfants du arch de Ouled Si Zerara, au même titre que les autres enfants de l'Algérie, n'ont donc pas eu la chance de jouir de l'avènement du nouveau siècle. Ni, a fortiori, de tirer profit des innovations scientifiques, industrielles et agricoles qui se répandaient dans plusieurs parties du globe et profitaient à des catégories sociales qui s'accroissaient de jour en jour, à la faveur de l'expansion du machinisme et du développement des moyens de communication. En revanche, on leur imposa les effets abjects de ces innovations : la diversification des moyens d'extermination des Algériens, tout en veillant à ce que les rescapés demeurent en dehors de la marche de l'Histoire, en les accablant d'injustices, de tragédies et de souffrances.

La population dans les Aurès, comme dans d'autres régions du pays, ne pouvait espérer une autre attitude d'un ennemi qui n'avait point caché son intention de réduire, d'annihiler tout ce qui était authentique et ce, depuis qu'il a foulé notre sol.

C'est pourquoi la flamme de la résistance n'a cessé de brûler ; à peine diminuait-elle dans un endroit qu'elle s'embrasait ailleurs.

Il est certain que le mérite de la survie des rescapés des sept décennies de la politique de la terre brûlée, de 1830 à 1900, revient à la ferme détermination, à la lutte implacable et à la détermination de tomber en martyr.

Ainsi entrèrent les Algériens dans ce XXe siècle, qui était pour eux source d'inquiétude et d'interrogations.

Car même s'ils étaient déterminés à lutter pour leur survie et à s'affranchir, une nouvelle fois, les luttes et les insurrections ne parvenaient pas encore à concrétiser toutes leurs aspirations.

Ils se devaient, dès lors, de trouver en eux le meilleur moyen de poursuivre le djihad et de riposter à l'agression.

Mais comment organiser la riposte face à un ennemi qui accentue son agression, ses convoitises destructrices, fidèle à son acharnement féroce à boucler son premier centenaire d'occupation en ayant atteint tous ses vils objectifs en causant tous les préjudices possibles aux autochtones ?

A cette étape précise, c'est-à-dire au sortir d'un sinistre siècle pour l'Algérie et à l'amorce d'un autre siècle lesté de secrets et de mutations, une nouvelle génération vit le jour.

Certains naquirent dans l'ultime décennie du XIXe siècle et d'autres à l'orée du XXe siècle.

Une génération qui jouera un rôle décisif dans l'identification des maillons manquants ou que l'ennemi a réussi à desceller du contexte de la lutte, empêchant ainsi la concrétisation des aspirations nourries par toute Algérienne et tout Algérien, tout au long des décennies passées avec leur cortège d'injustices et d'oppression.

Cette génération s'employa donc à déjouer les pièges et à rechercher les causes des problèmes qui n'ont pas permis aux épopées héroïques menées par les aïeux, avec bravoure et courage, d'aboutir à la réalisation du principal objectif escompté.

Ce groupe de pionniers du XXe siècle réussit, néanmoins, à sérier les questions et à émettre une hypothèse de réponses sur ce qu'il y avait lieu de faire pour aller de l'avant sur la voie des sacrifices, avec davantage de discernement et une plus grande clairvoyance. Réexaminant, par là même, les priorités indispensables, pour contrecarrer les plans de l'occupant d'une part, et exalter les valeurs spirituelles et morales, nécessaires à une telle confrontation, de l'autre.

Ce sont ces hommes exceptionnels qui jetèrent les bases saines d'une action nationale unifiée à la portée civilisationnelle et régionale claire et productive.

Ce sont également eux qui dévoilèrent et mirent à nu l'acte colonial, dont la finalité était de dénaturer les éléments constitutifs de l'identité en prônant l'assimilation à l'«esprit français ».

Les hommes de cette génération permirent une prise de conscience, la conjugaison des efforts et le déchirement des voiles de l'ignorance et de l'aliénation dans plusieurs parties du pays. Ils se frayèrent une voie et prirent soin des semailles qui préparaient la moisson de Novembre 1954.

Naissance de cheikh Sidi Ammar

C'est à ces pionniers de la réforme qu'appartient cheikh Sidi Ammar Ben El-Hocine que Dieu ait son âme. Il vit le jour la quatrième année du XXe siècle. Il naquit au sein du arch de Ouled Si Zerara à R'mila, relevant de la commune de Kais dans la wilaya de Khenchela. Sa mère Cherifa Belarbi était de Bedjaïa.

Comme tous les enfants de cette époque, il se heurta à une dure réalité du fait de la politique coloniale qui avait fait main basse sur cette région, en procédant à l'expropriation des terres fertiles et des biens et en chassant les autochtones vers les régions arides et montagneuses où ils continuaient, quand même, à être persécutés et harcelés par toutes sortes d'impôts, de peines, d'amendes et de plaintes.

Une situation qui débouchera sur une autre insurrection d'envergure dans la région des Aurès en 1916. (L'insurrection des Aurès, de 1916, éclata alors que la Première Guerre mondiale était à son paroxysme).

Selon de nombreuses sources historiques, les premiers signes de cette révolte remontent à la fin de l'année 1914, lorsque les Algériens libérèrent, dans les alentours de Barika, 40 jeunes musulmans enrôlés de force dans le but de les envoyer au combat.

Les cas de rejet de la conscription obligatoire, avec la désobéissance et le refus de servir sous le drapeau français, se poursuivirent dans les environs de Batna, jusqu'en 1916.

Les événements se muèrent en insurrection d'envergure et des heurts armés éclatèrent entre les forces coloniales et les populations des différentes régions des Aurès.

Dans cette confrontation, les Algériens enregistrèrent plusieurs succès. Ce qui provoqua de la part des forces françaises une riposte aussi forte que violente, conformément aux ordres directs du gouvernement de Paris, mobilisant, de ce fait, plus de 6000 hommes, dirigés par plus de 100 officiers.

Malgré les ordres de tuer les insurgés, les forces françaises ne réussirent pas à étouffer la révolte qui n'a cessé de se déplacer d'un endroit à l'autre, à la faveur du relief escarpé et des forêts denses qui offraient aux insurgés des aires de replis adéquats leur permettant ainsi de s'organiser. L'administration coloniale fut donc contrainte, en janvier 1917, de porter le nombre de ses soldats à plus de 13.000 hommes et à quelque 200 officiers, sous le commandement du général Bonneval. Ils bouclèrent les régions et ratissèrent les montagnes abritant les insurgés. De graves dépassements furent commis par les soldats contre la population et ses biens. (Exactions qui marquèrent la mémoire populaire jusqu'au déclenchement de la Révolution de Novembre 1954).

Sidi Ammar apprit beaucoup de cette insurrection qui lui ouvrit ses yeux de petit garçon sur la réalité de la colonisation, le fit mûrir et déterminant du coup ses positions, à jamais. Des difficultés accentuées par la perte, pour lui et sa sœur «Khroufa» de leurs parents. En effet, et à leur mort, ils se retrouvèrent, tous deux, seuls dans un environnement hostile et des conditions déplorables et où l'unique souci des gens était de survivre, à une époque où nul ne mangeait à sa faim.

La quête du savoir... prédisposition et aptitude

Mais la volonté de Dieu traça à cet enfant un tout autre destin dans lequel les difficultés de l'orphelin et les privations se transformèrent en une ferme détermination et une volonté inébranlable à se prendre en charge et à aller vers la quête du savoir.

Il manifesta, très tôt, au sein des écoles coraniques, qui inculquaient les préceptes fondamentaux de la religion, de bonnes prédispositions et une intelligence affûtée qui lui permirent d'apprendre le Saint Coran en un laps de temps appréciable. Mais il avait une telle une soif inextinguible de connaissance et de savoir, que les seules écoles coraniques de sa ville natale ne pouvaient étancher. C'est pour cette raison qu'il entama son périple et ses pérégrinations en quête de savoir, d'abord dans les environs immédiats, à l'instar de la zaouïa Ben El-Hamlaoui à Châteaudun, l'actuel Chelghoum-Laïd, la zaouïa Ben Amer à Tolga, les mosquées de Sidi Okba et de Sidi Barkat à Biskra et d'autres lieux.

Ces zaouïas lui permirent d'approfondir ses connaissances dans des domaines tels que les règles de la charia (loi islamique) et de la jurisprudence, les fondements de la religion et la langue et la grammaire arabes.

Pourtant, toutes les connaissances acquises dans ces zaouïas n'arrivaient toujours pas à assouvir suffisamment son désir d'approfondir davantage ses connaissances dans les domaines religieux et spirituel.

Comme je l'ai mentionné dans la présentation de cette biographie, les premières années du XXe siècle ont été marquées par une dure réalité ayant touché tous les aspects de la vie.

La colonisation française qui s'apprêtait, à l'instar des grandes puissances de l'époque, à entrer dans la Première Guerre mondiale, fit du pillage des richesses de l'Algérie et de l'exploitation de ses enfants un moyen à même de lui assurer une position forte sur la carte de la bataille acharnée pour le partage des colonies et la domination des peuples.

Cheikh Sidi Ammar Ben El-Hocine l'autodidacte connut le même sort que la majorité écrasante des enfants algériens qui étaient, en cette période difficile, la victime directe de la politique de destruction et d'extermination pratiquée par l'occupant, à travers l'assèchement de toutes les sources de revenu et l'annihilation de tous les moyens

de vie in situ.

Face à cette situation, il n'eut d'autre choix que de faire comme les jeunes de sa génération et d'aller en France à la recherche d'une meilleure opportunité de travail et de vie.

Clairvoyance et position

Après un voyage difficile et laborieux, le jeune Sidi Ammar Ben El-Hocine arriva sur l'autre rive, au pays de ceux qui occupaient le sien tout en ne cessant de l'accabler avec toutes les formes d'injustice et d'oppression.

Une fois là-bas, il eut tout le loisir de constater l'énorme fossé existant entre le niveau de vie des Français qui vivaient, pour leur part, dans la richesse et l'opulence et jouissaient de la liberté et du libre-arbitre et celui des amis et de la famille laissés au pays.

Raison de plus pour ne pas se laisser subjuguer par cet environnement, lui qui surgissait du cœur des ténèbres.

Grâce à son intelligence et sa clairvoyance, il savait que ce faste et cette opulence résultaient de la spoliation et du pillage des richesses d'autres nations et qu'ils étaient le fruit du dur labeur des enfants de ces mêmes nations, contraints de travailler dans les usines déjà mécanisées, les lignes de chemin de fer, les fermes, les mines mais aussi dans la collecte des ordures, sans pour autant pouvoir manger à leur faim.

Des hommes qu'on destinait donc aux travaux les plus harassants sans pour autant leur assurer ce pour quoi ils avaient émigré.

Pendant les mois passés en France, le jeune immigré Sidi Ammar réfléchissait à ce qu'il y avait de plus profond que le travail pour gagner sa vie. Ce périple lui permit d'élargir sa perception de la vie et d'approfondir sa vision, à la lumière des contradictions existantes au sein de la société métropolitaine, quant à l'emprise matérialiste, à l'avidité et à la déliquescence des mœurs qui scindaient les gens en deux catégories : ceux qui accaparent tout et vénèrent l'argent et ceux qui vénèrent cette catégorie dominante tout en continuant de vivre dans la misère, l'humiliation et l'avilissement.

Il comprit dans cette contrée froide, dont les enfants ne se réchauffaient qu'avec le vin et l'alcool et en se livrant aux interdits et aux actes répréhensibles, que la puissante France n'était en fait qu'un roc d'impétuosité mu par l'avidité de piller les richesses d'autrui.

Il sut que malgré sa puissance, la France ne représentait rien et qu'elle n'était pas un exemple à suivre en tout. Il comprit également que le vide spirituel était le point faible à exploiter pour venir à bout de la colonisation de on pays. Une colonisation motivée pas les convoitises du mercantilisme et de la bourgeoisie industrielle qu'elle engendra.

Il ne se contenta donc pas de travailler pour assurer sa subsistance comme c'était le cas pour les premiers immigrés de sa génération, préférant réfléchir aux meilleures voies à emprunter pour exploiter cette lacune au profit des enfants de sa Nation.

C'était, en quelque sorte, un pas de plus dans la compréhension des principales contradictions entre la Nation à laquelle il appartenait et la force d'agression l'ayant envahie. Cette ligne de réflexion était un surpassement positif clair de la réalité personnelle qui l'avait poussé à l'immigration. Tout comme son entrée aux écoles coraniques et aux zaouïas, pendant son enfance, qui fut un surpassement et une victoire sur sa condition d'orphelin. Une situation qui ne lui permettait pourtant pas de continuer de vivre dans un contexte marqué par l'adversité et où la mort était la seule et unique alternative proposée par les envahisseurs.

Mais le jeune Sidi Ammar savait dans son for intérieur que la force spirituelle présente au sein de sa Nation, laquelle force peut être d'un apport certain dans le recouvrement des droits, souffrait, elle aussi, de lacunes patentes car l'agression contre son pays pénétra insidieusement jusqu'aux esprits et aux cœurs.

La volonté de Dieu faisant que les grandes œuvres naissent des petites comme les énormes arbres procèdent des graines, il décida de commencer par lui-même et d'aller poursuivre sa quête de savoir et de connaissance en vue de faire aboutir le message qui lui tenait à cœur depuis sa tendre enfance.

La connaissance et le savoir sont la seule voie vers le salut individuel et collectif. La correcte connaissance constituant l'alternative aux maux essaimés par l'ennemi : superstitions et autres attitudes obscurantistes devenues des « alliés » indirects de l'asservissement et de la pauvreté.

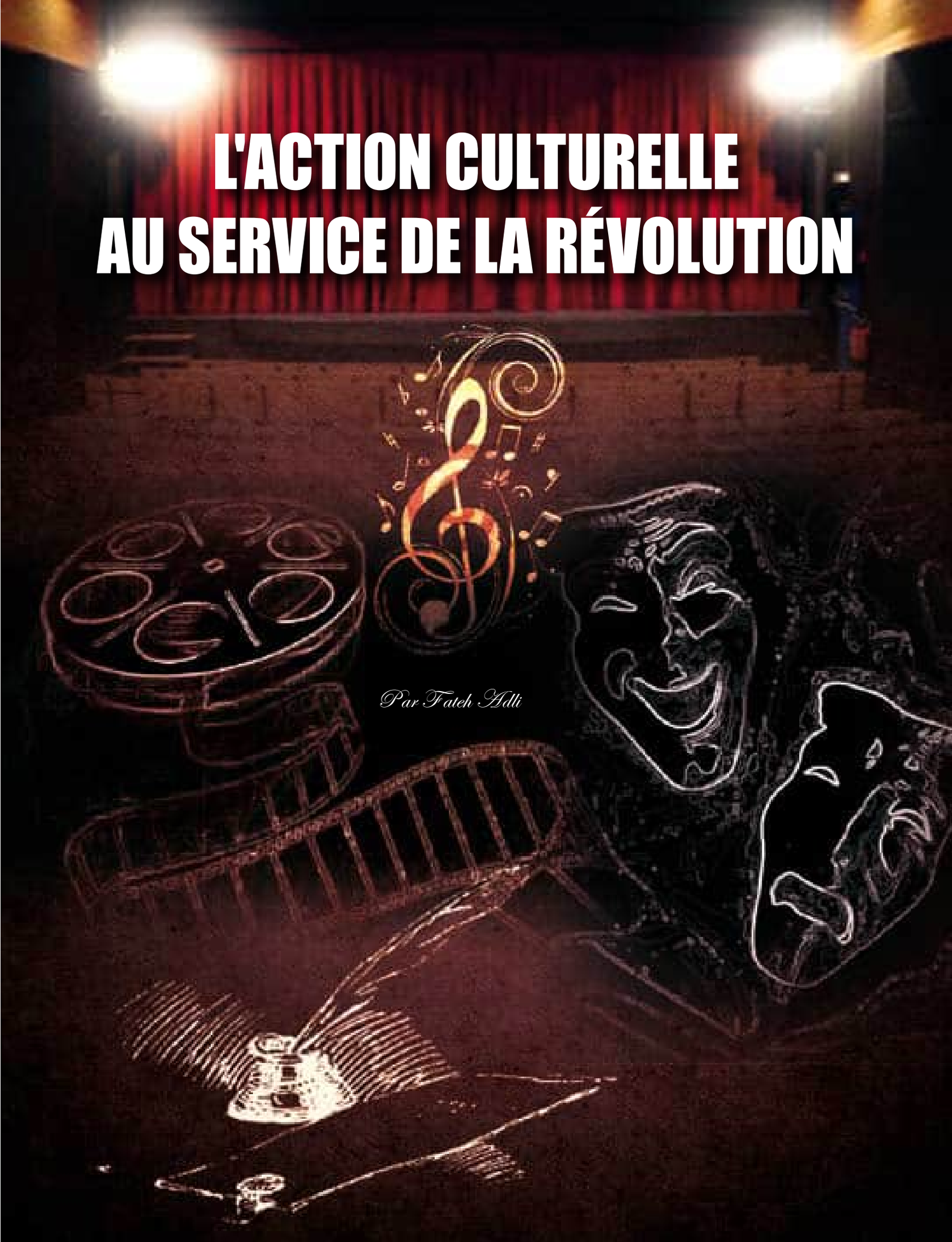
Faisant abstraction du poids de la vie, il se laissa aller à la nostalgie des études et de l'odeur du papier.

Son parcours futur et ses œuvres montrent que son choix n'était pas motivé par une ambition personnelle, mais par le sens de la responsabilité et le sentiment d'être porteur d'un message à l'égard des siens et de la patrie.

Il comprit que le peu qu'il apprit dans les zaouïas de la région n'était qu'une infime partie ne lui permettant pas de mener à bien sa réforme et d'avoir l'impact escompté sur la vie des gens, sur leur quotidien et sur leur devenir.

Mohamed-Chérif Abbès

L'ACTION CULTURELLE AU SERVICE DE LA RÉVOLUTION



Par Fateh Adli

Après la création, dès 1958, du Gouvernement provisoire de la République algérienne en exil, la révolution avait pris une autre dimension ; le besoin de porter la voix de l'Algérie combattante dans le monde se faisait sentir davantage, d'où l'impératif de penser à expérimenter, parallèlement à la lutte armée, d'autres formes de lutte pour l'Indépendance, à travers une action culturelle multiforme et solidaire, dont l'objectif serait non seulement de faire connaître la cause algérienne à l'opinion internationale ou d'en défendre la justesse, mais aussi de montrer les horreurs de l'occupation et de démonter, par là même, les stéréotypes véhiculés par la propagande colonialiste sur l'Algérie.

Ce n'est pas tant que la diplomatie ou les représentations politiques du FLN se sentaient incapables de jouer le rôle qui était le leur, mais la mission culturelle, pour ce qu'elle représente comme valeurs humanistes et d'émancipation, s'avérait incontournable pour toute action de sensibilisation de ce niveau-là. Le succès obtenu par l'équipe de football du FLN à l'échelle internationale, grâce à l'écho extraordinaire qu'elle avait eu auprès des publics est-européens notamment, encouragea la direction politique, représentée alors par le GPRA, à diversifier les initiatives et à les structurer, en offrant un cadre d'animation pérenne aux hommes de culture et artistes algériens, et en organisant des tournées à travers le monde arabe et certains pays de l'Europe, pour transmettre le message d'émancipation et de libération, avec un esprit de conviction et d'ouverture, et expliquer qu'il existait un peuple avec sa propre identité, sa propre culture et qui avait sa propre vision du monde.

Ce projet d'intégrer les intellectuels, ces producteurs d'idées, dans le combat libérateur avait germé au cours du Congrès de la Soummam du 20 août 1956, avec l'appel lancé à tous les intellectuels et artistes algériens se trouvant au pays ou à l'étranger à rejoindre les rangs de la Révolution. Ces derniers avaient spontanément et massivement répondu à l'appel de la patrie, même si beaucoup d'entre eux –chanteurs, comédiens ou écrivains patriotes-, étaient déjà à l'avant-garde de la lutte contre l'injustice coloniale. C'est ainsi qu'une troupe artistique fut montée en avril 1958, composée de jeunes talents qui feront la gloire de la chanson, du théâtre et du cinéma algériens, avec, comme vocation première, celle d'être amenés à jouer dans tous les registres artistiques, en ce sens que les artistes passaient de la chanson à la comédie sans transition. Cette troupe légendaire aura eu le mérite d'honorer la cause nationale dans les nombreuses tournées où elle s'était produite un peu partout dans le monde, mais aussi de former, par la même occasion, des artistes accomplis dans diverses disciplines et d'asseoir une culture et une identité nationales longtemps bâillonnées par le colonialisme français. Preuve en est que les meilleurs, dramaturges, comédiens, cinéastes et chanteurs algériens sont, de l'avis unanime des spécialistes, passés par la troupe du FLN : d'Abdelhamid Raïs, à Sid-Ali Kouiret, à Mohamed-Lakhdar Hamina… Beaucoup d'écrits et de témoignages ont été consacrés à cet aspect culturel de la guerre de libération, et des hommages ont été rendus à la gloire de cette troupe, mais il y a toujours des facettes à explorer dans cette vaste épopée, tant elle est inépuisable.

Fateh Adli

LE CINÉMA, REFLET DE LA GUERRE PAR L'IMAGE

Photo tirée du Film, La bataille d'Alger de l'Italien Gillo Pontecorvo

Consciente de l'importance de l'image et de l'audiovisuel – parallèlement au rôle de l'information classique : radio et presse écrite – dans l'action de sensibilisation et de contre-propagande, la direction politique, représentée par le GPRA installé à Tunis, avait tôt fait de s'investir dans ce domaine. A cet effet, le FLN chargea dès 1955 Djamel Tchanderli de diriger le service de l'audiovisuel, formé de cameramen et de cinéastes, pour la plupart des novices, et dont la mission était d'enregistrer des images vivantes, avec tous les risques que cela comportait, sur les champs de bataille et sur la vie quotidienne dans les maquis algériens et aussi dans les différents camps de réfugiés, pour en faire des documentaires, lesquels devaient servir d'appui aux actualités, notamment à travers les journaux télévisés de certains pays de l'Europe de l'Est, solidaires avec la cause algérienne tels que l'ex-Yougoslavie. Beaucoup de cinéastes et de cameramen se sont distingués aussi dans des fictions, tels que Djamel-Eddine Chanderli, Mohamed-Lakhdar Hamina, le Français René Vautier ainsi que le Docteur Chaouli.

Par Fateh Adli

C'est sous la direction de René Vautier, qui avait rejoint les rangs du FLN, que la première école de formation dans le domaine du cinéma fut créée dans les montagnes de la Wilaya I, en zone 5 ; ce qui a permis au service du cinéma, instruit et directement orienté par les instances de la Révolution, de porter, par voie de l'image et du son, la cause nationale et de promouvoir ainsi l'image d'un peuple luttant pour son émancipation et son indépendance, à travers une série de films produits entre 1957 et 1962.

Parmi les films documentaires ayant obtenu le plus de succès, on citera L'Attaque des mines de l'Ouenza, Les Infirmières de l'ALN, L'Algérie en flammes, Sakiet Sidi Youcef…Ils sont signés René Vautier, Ahmed Rachedi, Yann et Olga Le Masson, Pierre Chaulet, Pierre Clément, Cécile de Cujis, Karl Gass, Mohamed-Lakhdar

Hamina ou Stevan Labudovic.

En 1958, Djamel-Eddine Chanderli réalise avec Pierre Clément Réfugiés algériens, un film sur la vie des réfugiés aux frontières algéro-tunisiennes. Un an plus tard, et dans la perspective de préparer les débats sur la question algérienne aux Nations unies, Mohamed-Lakhdar Hamina et Pierre Chaulet se voient confier par le ministère de l'Information du GPRA, la réalisation de Djazaïrouna (Notre Algérie), émaillée de scènes particulièrement émouvantes décrivant, par l'image et le son, l'amour de la patrie et le sens de dévouement chez ces Algériens prêts à se sacrifier pour que vive leur pays.

L'année 1961 sera marquée par la création des archives du cinéma de l'ALN, évacuées en Yougoslavie, où elles seront bien sauvegardées jusqu'à l'Indépendance. Ces archives, rares et précieuses, serviront de matière aux premières grandes fictions du cinéma algérien postindépendance : La Nuit a peur du soleil de Mustapha Badie (1963), Une si jeune paixde Jacques Charby (1964) ou encore Vent des Aurès de Mohamed-Lakhdar Hamina (1966). Durant toute une décennie, le cinéma algérien sera presque exclusivement tourné vers ce type de films, tant et si bien que beaucoup penseront qu'il y a trop de films sur la guerre d'Algérie : la Bataille d'Alger de

Gillo Pontecorvo, (1966), Patrouille à l'Est d'Ammar Laskri (1971) ou la Colline oubliée d'Ahmed Rachedi (1971), pour ne citer que les plus connus du grand public.

Cas illustratif du vrai exploit réalisé par le cinéma algérien, né au maquis, Mohamed-Lakhdar Hamina continua sur sa lancée « révolutionnaire », pour donner naissance à des chefs-d'œuvre cinématographiques qui font aujourd'hui la fierté de la culture et du cinéma algériens.

Après avoir travaillé au ministère de l'Information du GPRA, Hamina part à Prague, en 1959, pour suivre une formation à l'Institut national de cinéma (FAMU), mais il n'y restera pas jusqu'à l'obtention de son diplôme, préférant mettre en pratique ce qu'il savait déjà du métier. Coréalisant plusieurs courts métrages, dont Yasmina avec le regretté Chanderli, il est nommé directeur de l'Office des actualités filmées (OAA) dès 1963. En 1965, il réalise son chef-d'œuvre Le Vent des Aurès. Hamina réalise d'autres longs métrages à succès dont Hassan Terro, Décembre, mais c'est Chroniques des années de braise qui, à sa sortie en 1975, sera sélectionné et primé au Festival international du cinéma de Cannes. Il reste, à ce jour, l'unique film algérien à avoir décroché la Palme d'or.

Fateh Adli

LE THÉÂTRE, LIEU DE DRAME PAR EXCELLENCE

Le TNA d'Alger

De toutes les activités culturelles programmées dans le cadre de la lutte de libération nationale, le quatrième art est certainement celui ayant contribué le plus efficacement et le plus durablement à la sensibilisation et à la mobilisation de l'opinion publique, surtout nationale, en faveur de la cause nationale. La raison est que le théâtre, de par son message et son expression orale même était toujours lié aux souffrances et aux attentes des petites gens et était, de ce fait, très proche des masses populaires avides de changement et de liberté et qui y accédaient plus facilement, comparé aux autres expressions artistiques et culturelles. C'est pourquoi d'ailleurs les hommes de théâtre algériens, issus en majorité de la « Troupe théâtrale arabe », ont de tout temps été persécutés par l'administration coloniale et soumis pendant longtemps à la clandestinité et souvent contraints à trouver des subterfuges « métaphoriques » pour échapper à la censure officielle.

Par Fateh Adli

Une scène d'une pièce théâtrale évoquant la guerre de libération

Ce fut donc, pour ces pionniers du quatrième art algérien, une lutte sur deux fronts : pour la liberté d'expression et pour la libération nationale.

Ils seront les premiers à répondre à l'appel lancé par le Congrès de la Soummam du 20 août 1956, à tous les intellectuels à rejoindre les rangs de la Révolution. C'est ainsi que de nombreux hommes de théâtre, comédiens ou dramaturges se sont constitués pour faire partie de la troupe artistique du FLN, à sa création, en 1957, aux côtés de nombreux cinéastes, cameramen, chanteurs et compositeurs. A leur tête, on trouvait : Mustapha Kateb, Mahieddine Bachtarzi, Sid-Ali Kouiret, Abdelhalim Raïs, Mohamed Touri, Ali Ben Mabrouk et bien d'autres…

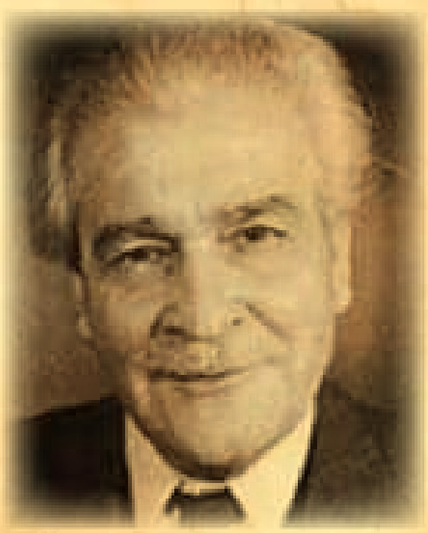
Ces derniers monteront plusieurs pièces de théâtre révolutionnaires qui seront autant d'appels à la révolte contre l'injustice et l'oppression qu'incarnait le colonialisme français, sans jamais avoir eu – le comble du mérite – à sacrifier de quelle façon que ce soit la qualité professionnelle des œuvres présentées.

De 1955 à 1957, la troupe théâtrale algérienne avait des pièces de théâtre sur le sol français même : à Saint-Denis, Barbès, Clignancourt, Marseille et dans d'autres villes françaises, pour porter le message de la Révolution auprès de la communauté algérienne en mettant en scène le drame algérien. Durant cette période, les noms de Mohamed Boudia et de Mohamed Zinet s'illustraient par un dynamisme des plus prodigieux, dans les domaines de la mise en scène et de la formation. Ces éléments engagés durent faire face, là encore, à la persécution des autorités, lesquelles ne tardèrent pas à interdire toute activité pour cette troupe et à jeter en prison ses animateurs. Mais cela n'empêcha pas un homme comme Mohamed Boudia de poursuivre sa mission dans les geôles où il présenta quelques pièces pour les prisonniers.

Face à la persécution et à la chape de plomb qui pesait sur eux en France, de nombreux artistes et comédiens algériens n'hésitèrent pas à rejoindre la Tunisie pour s'engager directement pour la Révolution, dont les instances de direction venaient de créer la troupe artistique dont la mission était de répercuter, partout, le message du combat libérateur algérien.

Ce fut exactement en février 1958. A ses débuts, elle était dirigée par le grand dramaturge Mustapha Kateb.

Mahieddine bachtarzi



Mustapha Kateb

Le théâtre algérien apporte sa contribution à l'indépendance du pays

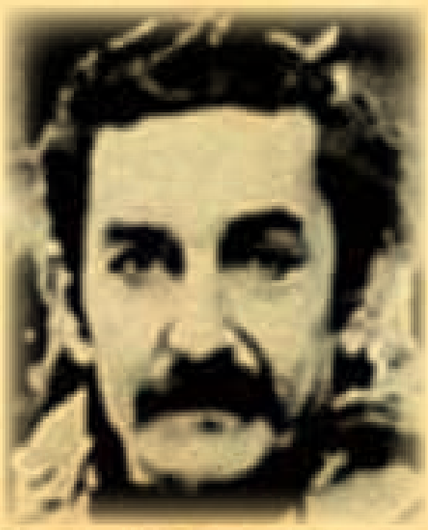
Celui-ci s'attela, avec son équipe, à écrire, à monter et à mettre en scène des pièces, avec des techniques scéniques modernes, mais toujours en restant dans le langage simple et accessible. Toutes ses pièces représentaient en fait, à travers quelques personnages et un dialogue véhément et agressif, une seule voix, celle du peuple combattant, d'où le peu d'intérêt accordé, sous la contrainte de l'urgence, pour l'individu. « Un personnage collectif » devait s'y substituer pour mieux exprimer le message d'émancipation, dans un langage à la fois limpide et catalyseur.

Trois grandes pièces furent montées pendant cette période, et jouées lors des tournées dans l'ex-URSS, en Chine populaire, en Yougoslavie, dans certains pays arabes, mais aussi dans les camps de moudjahidine, les hôpitaux et les maquis des frontières : Vers la lumière, Les Enfants de la Casbah, El Khalidoun (Les Eternels). Elles servaient à la fois de tribune pour faire connaître la lutte algérienne pour l'Indépendance, mais aussi de formation et de sensibilisation politique et idéologique pour les éléments du FLN-ALN.

Un trait commun à ces trois œuvres : le discours réaliste, même si souvent, il est fait appel à des symboles ou à des métaphores pour mieux dire une réalité. Dans Vers la lumière de Mustapha Kateb, le récit met en scène un Algérien en prison, convoquant son enfance et rêvant de revisiter tous les lieux où il a grandi. Les critiques voient dans l'intégration du tableau de Picasso, Guernica, le désir d'exprimer l'universalité des luttes pour la liberté. Le choix du tableau de Picasso n'est pas fortuit ; Guernica étant le symbole d'une tragédie et de solidarité en mouvement. C'était aussi une façon de marquer, idéologiquement, l'engagement révolutionnaire algérien.

Les Enfants de la Casbah d'Abdelhalim Raïs raconte les vicissitudes du combat quotidien en ville, marqué par la clandestinité. L'histoire se déroule dans une maison de la Casbah : des frères, dont un policier, engagés dans la lutte ne se reconnaissent pas, jusqu'au jour où les soldats arrêtent un membre de la famille. La mort de l'un d'entre eux scellera davantage les liens de solidarité au sein de cette famille qui symbolise en fait, comme le public le comprendra au fil des événements et des illustrations, le peuple algérien. Montée en 1959, cette pièce historique a été rejouée plusieurs fois après l'indépendance,

Mohamed Touri

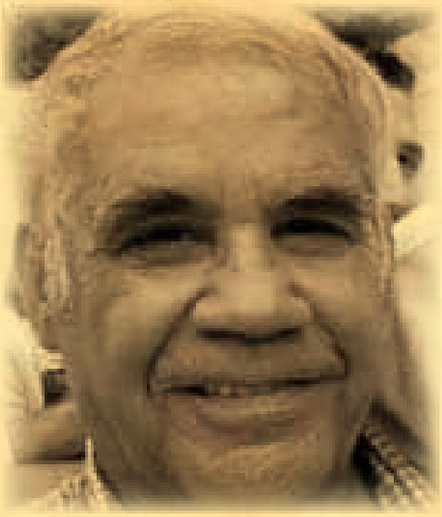


Mohamed Zinet

Boudia Mohamed

Sid Ahmed Agoumi

Sid Ali Kouiret



avec les mêmes comédiens (Sid-Ali Kouiret, Sid-Ahmed Aggoumi, Mohamed Kechroud, Kelthoum, Arslane…), et portée à la télévision, dès 1963.

La troisième pièce : Les Eternels (El Khalidoun) du même auteur, qui décrit le combat dans le maquis et où la confrontation est beaucoup plus claire entre des belligérants et des discours bien définis. Le message est tout aussi clair. Mais ce que le metteur en scène veut exprimer à travers ce choix d'espace, est le besoin de complémentarité, dans la lutte, mais aussi dans une certaine vision de l'Algérie qui vit le même calvaire et fait face à un ennemi implacable. La pièce sera reprise, après l'indépendance, face à la caméra.

A l'Independence, les comédiens composant cette troupe allaient constituer l'ossature centrale du nouveau Théâtre national algérien (ex-Opéra d'Alger), institution structurée et organisée grâce à Mohamed Boudia et à Mustapha Kateb.

Fateh Adli

Opéra d'Alger

UNE LITTÉRATURE D'OUVERTURE ET DE COMBAT

L'histoire de la littérature algérienne contemporaine se confond avec celle du mouvement national, et a toujours exprimé, à sa façon, les plus profondes préoccupations de la société, et les questionnements que se pose l'individu (le narrateur dans le texte) face au destin, loin de tout fatalisme et de tout embrigadement préalable. Chose qui n'a pas manqué, durant la période de la guerre de Libération, de soulever des incompréhensions au sein de la classe politique qui, elle, exigeait des écrivains, et des intellectuels en général, un engagement plus lisible et plus offensif.

Dans leur ensemble, les écrivains algériens des deux langues, et à des degrés différents, ont, dans leurs œuvres, dénoncé l'indigénat qui était imposé aux Algériens durant toute la période de l'occupation, et suivi l'évolution de la conscience nationale, tout en la stimulant, à travers des écrits qui ne se contentaient pas de retranscrire une actualité faite de misère, d'injustice, d'oppression –de Mohamed Dib, Kateb Yacine, Mouloud Feraoun, Malek Haddad…-, mais tentaient d'expliquer l'impasse historique dans laquelle se trouvait l'Algérie, après la Seconde guerre mondiale, et d'entrevoir les perspectives. C'est de là que l'engagement pour l'insurrection armée s'est rapidement imposé pour nombre d'entre eux, et créa une sorte de rupture avec des illusions passées, et surtout avec une certaine idée de « l'Algérie française » longtemps chantée par des écrivains français « pétris d'humanisme », à l'image d'Albert Camus, écrivain présenté comme « Français d'Algérie » et fut, pour un temps, un modèle pour un grand nombre d'auteurs algérien d'expression française.

Par Fateh Adli

Kateb Yacine

Ce dernier, on le sait, a été l'un des premiers intellectuels français à se ranger ouvertement contre la révolution algérienne, au nom de la non-violence, puis au nom de sa « mère ». Ce qui n'était pas le cas d'autres intellectuels, tels qu'Emmanuel Roblès, qui étaient restés engagés contre le colonialisme, au nom de la justice, et apportaient leur soutien multiforme à la cause nationale et au combat libérateur. C'est bien, en effet, grâce au soutien de Roblès que les romans de ces amis algériens, Mouloud Feraoun, Mohamed Dib et Kateb Yacine notamment, ont pu être édités à Paris, chez le Seuil.

En plus de leur engagement idéologique et nationaliste, les écrivains algériens vont bien s'inspirer des faits de la guerre et vont offrir aux lecteurs (au monde) de très beaux romans, dont certains auront un succès mondial.

Le cas de Kateb Yacine (1929-1989) est illustratif de cet engagement précoce en faveur de la révolution, au nom des valeurs humaines qu'il avait toujours défendues, même en étant militant. Son discours révolutionnaire remonte aux années 1940, alors qu'il avait à peine 17 ans, où il plaidait, déjà, dans une conférence pour la résistance de l'émir Abdelkader. Publié en 1956, son mythique roman Nedjma, nom d'une femme qui symbolisait la patrie, se voulait tout à la fois un cri de détresse et un message politique. C'est lui-même qui a dit : « J'ai écrit Nedjma pour que les Français comprennent ce qu'était l'Algérie. » Dans tous ces autres écrits, narratifs, poétiques ou dramaturgiques, Kateb Yacine fera montre du même esprit révolutionnaire qui le suivra toute sa vie comme une ombre.

Autre grand romancier qui marqua, de son empreinte, l'histoire de la littérature algérienne : Mohamed Dib (1920-2003). Sa trilogie (La Grande maison, L'incendie et Le métier à tisser), publiée entre 1952 et 1957 à Paris, coïncidait avec les premières années du déclenchement de la lutte armée en Algérie qui l'inspirait. Moins allégoriques mais sans être catalogués pour autant dans une littérature dite d'urgence, ces textes se voulaient essentiellement comme un instrument de sensibilisation directe sur la détresse de tout un peuple qui, en se révoltant, cherchait surtout à s'affranchir de l'asservissement et de la misère.

La misère et l'oppression sont aussi au centre des œuvres d'un autre précurseur du roman algérien, Mouloud Feraoun (1913-1962), ancien condisciple d'Emmanuel Roblès à l'Ecole normale de Bouzaréah, et qui, tout en restant humaniste et ouvert avec ses « amis » français, comme le montre son Journal, a pris position pour l'indépendance de l'Algérie. Il en paiera d'ailleurs le prix fort, quelques jours avant le cessez-le-feu. Que ce soit dans Le fils du pauvre, Les chemins qui montent ou La terre et le sang, Feraoun trouvait dans la nature même du système colonial –injuste et oppressif- le motif fondamental de la guerre.

Cela dit, en dehors de ce panel d'écrivains –auxquels on peut ajouter Malek Haddad (1927-1978), Mouloud Mammeri (1917-1989), Malek Ouary (1916-2001), Jean Amrouche (1906-1962)-, ayant construit un parcours individuel, beaucoup d'hommes de lettres ont préféré s'engager dans les différentes structures rattachées à la Révolution, notamment dans les services de propagande, de la radio (Sawt El-Djazaïr), du théâtre et de la presse, où de nombreux écrivains et de poètes, francophone ou arabophone, ont mis en valeur leur talents littéraire dans des chroniques, des nouvelles, des pièces de théâtre ou dans des articles pamphlétaires qui les ont aidés à se propulser. Parmi eux, on peut citer les fondateurs du roman algérien moderne d'expression arabe, les regretté Abdelhamid Benhadouga (1925-1996), avec son premier roman, Dhilalun djazairiya (Ombres algériennes), publié en 1960, et Tahar Ouettar (1936-2010), dont la première pièce de théâtre intitulée : Aala adhiffati al ukhra (Sur l'autre rive), a été écrite en 1959, et sa première nouvelle, intitulé : Dukhan fi qalbi (Fumée dans mon cœur), publiée à Tunis en 1961, portait déjà bien dans son titre la flamme de la révolution.

Fateh Adli

LA TROUPE MUSICALE FAIT CONNAITRE LA RÉVOLUTION

En 1962, au terme de huit années d'un conflit atroce, l'Algérie arrache son indépendance à la France. Le combat, politique, puis militaire, fut aussi culturel : basée à Tunis, la troupe artistique du Front de libération nationale dénonçait l'idéologie coloniale et militait en musique pour une Algérie libre.

Cinquante ans après l'indépendance de l'Algérie, le 5 juillet 1962, la guerre de libération, longtemps incapable de dire son nom, se raconte dans la presse, sur les ondes, les écrans et confronte toujours ses mémoires déchirées, de part et d'autre de la Méditerranée. On interroge les appelés, les résistants, les habitants de la Casbah, les pieds-noirs, les maquisards, les officiers, mais quid des musiciens ?

Par Fateh Adli

Chanson révolutionnaire

La place de la musique dans cette sale guerre, qui dura de 1954 à 1962, est largement sous-documentée. Pourtant, elle a tenu une place essentielle dans la mobilisation, puis la résistance algérienne. Rempart contre l'assimilation culturelle française dès les années 1940, émergence d'une expression de l'identité algérienne, véhicule de messages codés ou d'hymnes patriotiques, la chanson a accompagné la marche des Algériens vers l'indépendance. A tel point qu'à Tunis, pendant l'été 1958, plusieurs artistes rejoignent les cadres du Front de libération nationale, qui ont installé leur base-arrière dans ce pays frontalier, indépendant depuis mars 1956.

Loin du conflit qui se durcit à Alger et impose couvre-feu et censure, ils fondent la troupe artistique du FLN, le versant culturel d'un combat politique et armé, où la musique et le théâtre inventent une nouvelle forme de propagande. L'historienne Naïma Yahi insiste sur l'enjeu de cette résistance culturelle : *« Les Algériens ont gagné la guerre par la justesse de leur combat, et la propagande des artistes, des intellectuels ou des écrivains militants comme Kateb Yacine, a été aussi important que les armes. »*

Ne pleure pas

Bientôt, la radio prend une importance capitale dans le soutien moral des familles et des maquisards de l'est du pays. Les trafics d'armes, d'hommes, de munitions sont tels entre l'Algérie et la Tunisie qu'à partir de 1959, l'armée française pose tout au long de la frontière des radars, un réseau barbelé puis électrique, pour asphyxier les maquis. Seules lien avec l'extérieur, les ondes de Radio Tunis et de Sawt Al Arab du Caire inondent les maquis de chansons révolutionnaires…

Beaucoup d'artistes émigrés en France rejoignent Tunis et s'engagent dans la troupe. L'Oranais Ahmed Wahby, rentré dans les annales de la musique algérienne pour *Wahran, Wahran,* reprise par Khaled des années plus tard, chante *Ya Djazaïr, O Algérie,* un hymne nationaliste enregistré en Yougoslavie.

Le Kabyle Youcef Abdjaoui rejoint également la capitale tunisienne, après avoir enregistré un premier disque à Alger en 1958. Farid Ali, originaire de la région de Tizi Ouzou en Kabylie, incarne lui aussi ce militantisme culturel. Cordonnier à Alger dans les années 1940, il tient dans les années 1950 un café à Boulogne-Billancourt. En France, il forge son nationalisme et se met à la musique, puis est accusé d'avoir fomenté un attentat contre un responsable de la radio française, l'ORTF. Il est expulsé et retourne en Algérie. Arrêté en 1956, dans sa région natale, à Bounouh, il connaît la prison et la torture. A sa libération, il s'engage dans la troupe artistique du FLN et compose en une nuit *A yemma azizen sher u rettru : « Mère chérie, ne pleure pas, je te vengerai. »* Ce morceau devient l'hymne des moudjahidine et des familles algériennes.

Coffret

Inéluctable, la question algérienne s'internationalise et divise le monde. La troupe artistique du FLN part en tournée dans les pays amis arabes et ceux du bloc de l'Est : l'Egypte de Nasser, la Libye, le Maroc, la Chine ou la Yougoslavie de Tito et les sensibilise au bien-fondé de la cause algérienne. C'est d'ailleurs en Yougoslavie qu'est gravé le seul enregistrement de la troupe du FLN, que l'historienne Naïma Yahi a recherché dans les archives de la Bibliothèque nationale de France. *« C'est un coffret de 33 tours et de 45 tours enregistrés entre 1959 et 1960, sous la direction du dramaturge Mustapha Kateb, où l'on entend notamment une chanson d'Ahmed Wahby avec un chœur d'enfants tunisiens et algériens. Il chante :* Tu peux parler Ô de Gaulle, tu peux aboyer, il est écrit que le peuple algérien ne déposera pas les armes. » Au bout d'intenses négociations politiques, l'indépendance algérienne est finalement proclamée le 5 juillet 1962.

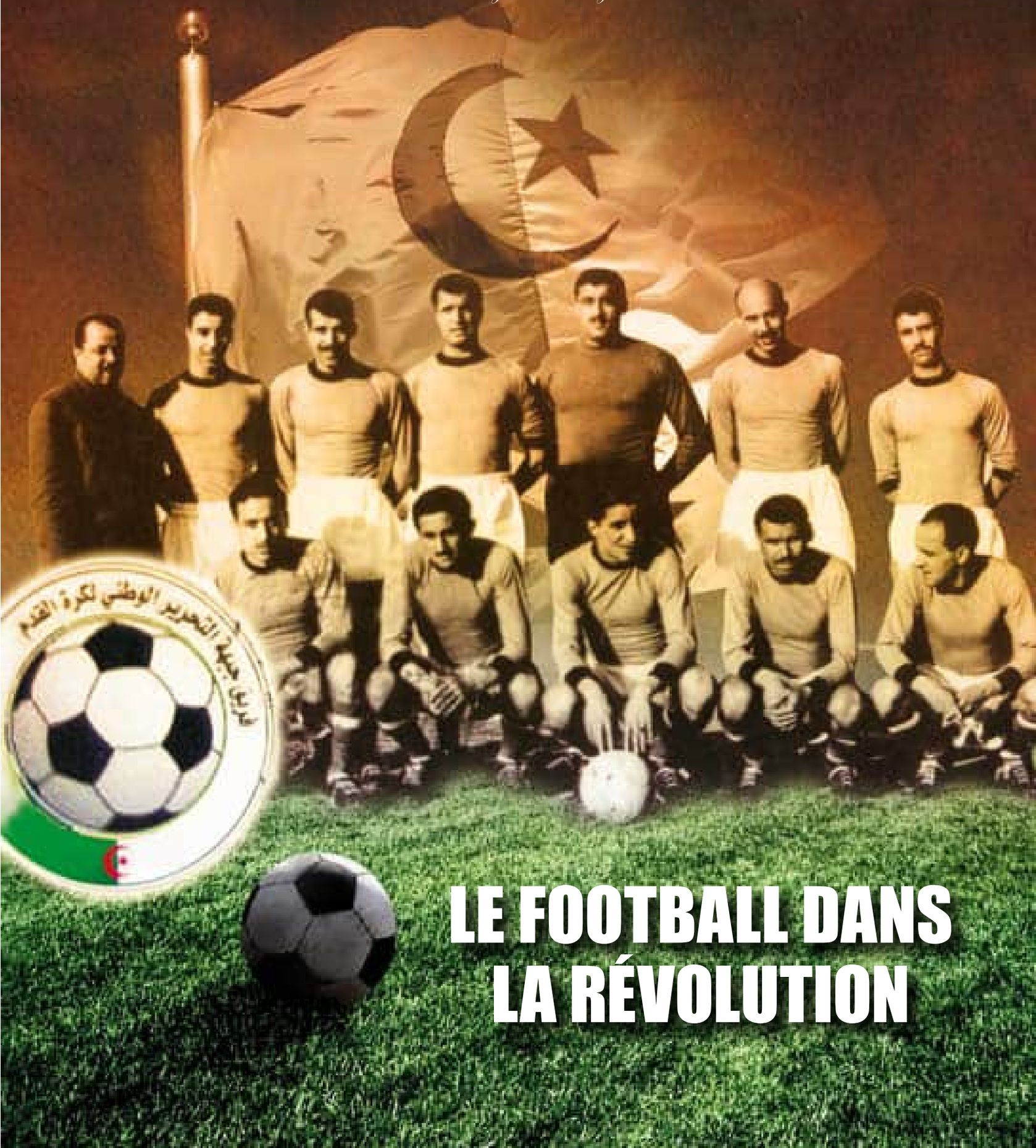
Après l'ivresse de l'indépendance, les décennies suivantes furent souvent bien amères pour les artistes. En 1962, Youcef Abdjaoui prit la tête de l'orchestre de variétés kabyle à la radio algérienne jusqu'en 1969, avant d'émigrer en France.

Farid Ali enregistra plusieurs titres chez Philips, avant de connaître à nouveau la prison, sur ordre du FLN. Il fut décoré à titre posthume, le 5 juillet 1987, par le Président Chadli Bendjedid, lui aussi ex-combattant et président du même Front de libération nationale.

Fateh Adli

Le rôle de l'équipe du FLN de football et sa contribution à l'indépendance

Par Djamel Belbey



LE FOOTBALL DANS LA RÉVOLUTION

La glorieuse équipe du F.L.N.

Rachid Mekhloufi

Au soir du 13 avril 1958, de grands noms algériens du football français évoluant au sein de clubs professionnels français quittent discrètement la France pour rejoindre Tunis, via Rome, où ils créent l'équipe de football du FLN. Le 14 avril, la France se réveille sous le choc. La presse française annonce «la disparition mystérieuse de nombreux footballeurs algériens» : Rachid Mekhloufi, ancien maître à jouer de l'AS Saint-Etienne, qui avait qualifié l'équipe de France pour le Mondial, les trois joueurs de l'AS Monaco, Mustapha Zitouni, libéro de charme de l'équipe de France, l'attaquant Kaddour Bekhloufi, le grand gardien de but Abderrahmane Boubekeur, Amar Rouaï (SCO Angers), Abdelaziz Bentifour (OGC Nice), Abdelhamid Kermali (Olympique de Lyon), Mohamed Maouche qui évoluait dans la grande

Mohamed Boumezrag

équipe du stade de Reims...

Au total, 32 joueurs d'origine algérienne ont mis entre parenthèses leurs carrières professionnelles au sein de leurs clubs, pour répondre à l'appel de la patrie. Ainsi, commença la fabuleuse épopée de l'équipe du Front de libération nationale (FLN) et l'un des épisodes les plus populaires de la guerre de Libération nationale algérienne. L'équipe du FLN de football

se produisit à travers le monde pour faire connaître la révolution algérienne sur la scène internationale.

L'idée remonte à 1956, au Congrès de la Soummam, lorsque la direction politique du FLN proposa la création d'une sélection algérienne de football formée exclusivement de footballeurs professionnels évoluant en France. Cela avait un double objectif : d'abord provoquer un choc en France, et ensuite profiter de l'éclat médiatique que susciterait l'exode massif de footballeurs algériens pour faire connaître au monde ce qu'endure le peuple algérien depuis plus d'un siècle. Le résultat a dépassé toutes les espérances.

À la suite d'un tournoi des étudiants de l'Union des joueurs musulmans algériens qui devait participer aux Jeux continentaux de Moscou, Mohamed Boumezrag, à l'époque directeur de la sous-division régionale algérienne de la Fédération française de football (FFF), est chargé par Mohamed Allam, alors responsable de la logistique de voyage et de la protection des joueurs, d'établir une liste de joueurs algériens, d'entrer en contact avec eux et de les informer du projet tout en gardant secrète cette initiative pendant la phase de planification. Le premier joueur contacté par Boumezrag était Abdelaziz Bentifour.

A Tunis, les joueurs sont accueillis par Ferhat Abbas et le président tunisien, Habib Bourguiba. La Fédération française de football se déchaîne contre les joueurs algériens qui ont osé braver la France. Les clubs aussi se mettent de la partie et annoncent «la rupture des contrats des fugueurs». Dans ce concert de condamnation généralisée, plusieurs voix s'élèvent en sympathie à l'action des joueurs du FLN, telles celles de Raymond Kopa, de Just Fontaine et de Roger Piantoni, qui envoient une carte postale depuis la Suède, de soutien à Mustapha Zitouni (Monaco) qui, à deux mois de la Coupe du monde 1958 en Suède, a choisi d'épouser la cause de son peuple et de tourner le dos à l'équipe de France avec laquelle il allait participer au Mondial comme titulaire.

Une fois les joueurs rassemblés à Tunis, ils s'entraînent sous la direction simultanée de , Mokhtar Arribi et Abdelaziz Bentifour.

L'équipe du FLN de football, surnommée aussi le Onze de l'indépendance, dispute son premier match le 9 mai 1958 contre le Maroc et le remporte (2-0). Deux jours plus tard, la sélection bat la Tunisie (6-1). L'équipe de l'Algérie combattante émerveille les publics des pays où elle se produit avec un total de 91 matches, 65 victoires, 13 nuls et 13 défaites. Kermali et les « footballeurs révolutionnaires » inscrivent 385 buts et encaissent 127 buts. Malgré la pression de la France et les restrictions internationales, la sélection du FLN a affronté, durant ses quatre années d'existence, plusieurs clubs de nombreuses villes européennes et asiatiques. L'équipe joue également contre des sélections nationales. Elle obtient d'excellents résultats contre des adversaires de renommée internationale, par exemple contre l'équipe de Yougoslavie (6-1), l'équipe de Hongrie (6-2) ou même l'équipe d'URSS (6-0). Mais l'essentiel est dans l'impact qu'a la mise sur pied de cette sélection. Grâce à elle la cause algérienne connaît un grand retentissement à travers le monde. Ferhat Abbas dira que cette équipe « a fait gagner à la révolution algérienne 10 ans ».

Djamel Belbey

Mustapha Zitouni

Abdelhamid Kermali

L'équipe de football du FLN, créée le 13 avril 1958, était composée de 32 joueurs, dont la moitié ne sont plus de ce monde.

La composition de l'équipe :

Saïd Amara (Béziers), Mokhtar Arribi (Lens), Kaddour Bekhloufi (Monaco), Ali Benfadah (Angers), Abdelaziz Bentifour (Monaco), Abderrahmane Boubekeur (Monaco), Cherif Bouchache (Le Havre), Hocine Bouchache (Le Havre), Abdelhamid Bouchouk (Toulouse), Mohamed Bouricha (Nîmes), Hacène Bourtal ((Béziers), Saïd Brahimi (Toulouse), Hacène Chabri (Monaco), Dahmane Defnoune (Angers), Ali Doudou (Annaba), Saïd Haddad (Toulouse), Abderrahmane Ibrir (Toulouse), Smaïn Ibrir (Le Havre), Abdelhamid Kermali (Lyon), Abdelkrim Kerroum (Troyes), Mohamed Maouche (Reims), Abdelkader Mazouza (Nîmes), Rachid Makhloufi (Saint-Etienne), Mokrane Oualiken (Montpellier), Ahmed Oudjani (Lens), Amar Rouaï (Angers), Abdellah Settati (Bordeaux), Abderrahmane Soukhane (Le Havre), Mohamed Soukhane (Le Havre), Mustapha Zitouni (Monaco), Abdelhamid Zouba (Niort), Mohamed Boumezrag (initiateur de l'opération), Mohamed Allam (responsable politique).

Fiche technique de l'équipe de football du FLN :

Gardiens de but : *Abderahmane Boubekeur, Ali Doudou, Abderrahmane Ibrir.*

Défenseurs : *Mustapha Zitouni, Kaddour Bekhloufi, Mohamed Soukhane, Chérif Bouchache, Smaïn Ibrir, Abdallah Settati.*

Milieux : *Mokhtar Arribi, Saïd Haddad, Ali Benfadah, Mohamed* Boumezrag, *Hassen Bourtal, Amar Rouaï, Hassen Chabri.*

Attaquants : *Abdelhamid Kermali, Abdelaziz Bentifour, Abdelhamid Bouchouk, Rachid Mekhloufi, Saïd Brahimi, Mohamed Maouche, Ahmed Oudjani, Amokrane Oualiken, Abderrahmane Soukhane, Abdelkader Mazouza, Mohamed Bourricha, Abdelkrim Kerroum, Hocine Bouchache, Saïd Amara, Abdelhamid Zouba.*

Équipe type : *Abderrahmane Boubekeur, Dahmane Defnoun, Mustapha Zitouni, Mohamed Soukhane, Mokhtar Arribi, Amar Rouaï, Abdelhamid Kermali, Rachid Mekhloufi, Saïd Brahimi, Abdelaziz Bentifour, Abdelhamid Bouchouk.*

Principaux matchs :

L'équipe de football du FLN a disputé 62 matchs officiels entre 1958 et 1962 pour 47 victoires, 11 nuls, 4 défaites, 246 buts marqués et 66 buts encaissés.

Les coéquipiers de Amar Rouaï ont livré des rencontres face à des sélections nationales telles que URSS (4 matchs), Yougoslavie (5), Tchécoslovaquie (4), Roumanie (4), Hongrie (4), Bulgarie (6), Chine (5), Vietnam (4), Maroc (7), Tunisie (4), Libye (2), Irak (6) et Jordanie (3).

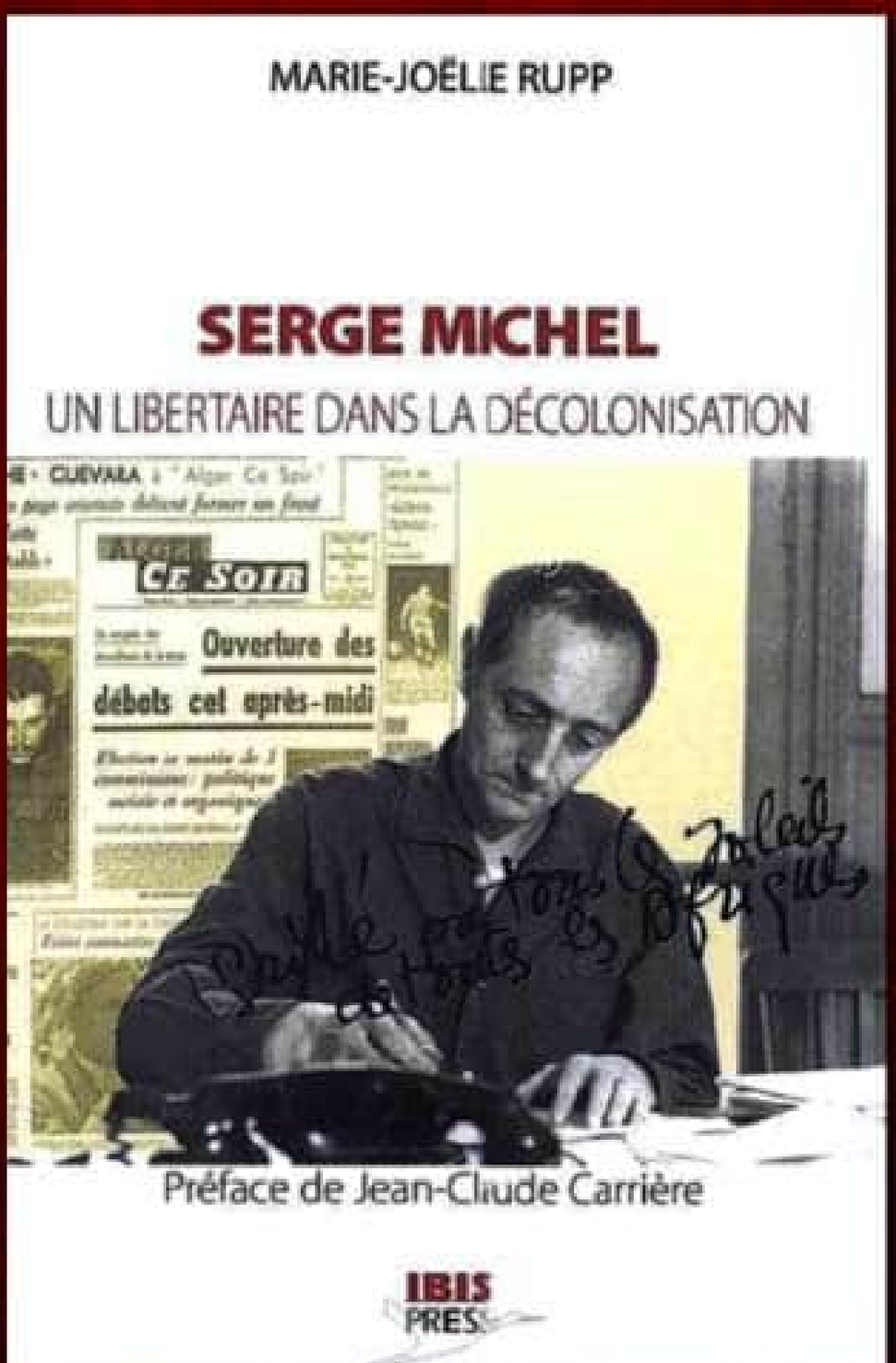
Principaux résultats :

L'équipe FLN remportait ses matches par des scores larges, notamment face à la Yougoslavie (6-1), à la Hongrie (5-2), à la Tchécoslovaquie (4 - 1), à la Chine (4 - 0), à la Tunisie (9 - 0), à la Jordanie (11 - 0), à l'Irak (11 - 0), au Vietnam (11-0). Elle a été battue par la Bulgarie (4-3), la Yougoslavie (2-0) et la sélection de Rostow (URSS, 2-1).

Serge Michel

Un précurseur de la presse libre

Par Ammar Belhimer



Serge Michel

« C'est un coureur de grand chemin », dit de lui sa fille Marie-Joëlle Rupp qui l'a rattrapé au crépuscule de la vie puisqu'elle ne l'a retrouvé que quatre mois avant sa mort. Il s'appliqua à faire de sa vie « une révolte permanente ». Son caractère rebelle et libertaire en fit un personnage atypique dans l'aventure du militantisme révolutionnaire. Il s'agit de Serge Michel, connu de l'Algérie combattante comme un moudjahid d'un engagement sans faille et un illustre militant de la question nationale et de la décolonisation de l'Afrique, puis comme grand bâtisseur de médias.

Derrière le célèbre pseudonyme de Serge Michel se cache Lucien Douchet, né le 22 juillet 1922 à Saint-Denis, une banlieue parisienne. « Petit Lulu », Lucien pour les intimes, est le garçon unique d'une famille de réfugiés russes qui vénère aussi bien la sainte Russie que la jeune République des Soviets. A ces racines se rattachent les prénoms de ses premiers fils : Igor-Nourredine, né en décembre 1957 à Tunis, et Ivan-Nadir en 1960. Dans sa jeunesse, il est rattrapé par la Seconde guerre mondiale : le 23 févier 1943, il passe à la trappe de la loi relative au service du travail obligatoire (STO) et ramassé à la gare de l'Est, à Paris, pour être expédié à Rostock, en Allemagne de l'Est, où il est chargé de la décoration du camp. Il ne sortira pas indemne de se passage qui lui permet de renouer avec la peinture.

Son idole est Henri Michaux qu'il connut de près et dont il fera de ses œuvres SA référence dans la vie jusqu'à la mort du poète de l'exil et du refus, en 1984. Parallèlement à l'écriture, Michaux s'intéressa à la peinture et à tous les arts graphiques en général et les utilisera dans nombre de ses œuvres. La pratique de l'écriture et du dessin se sont conjugués chez lu avec l'attrait Michaux pour la médecine et en particulier la psychiatrie.

À la fin de sa vie, Michaux était considéré comme un artiste fuyant ses lecteurs et les journalistes, ce qui contraste avec les nombreux voyages qu'il a faits pour découvrir les peuples du monde. L'une de ses citations les plus connues est : « Un jour j'arracherai l'ancre qui tient mon navire loin des mers ».

Michaux fera également détester le rationalisme à Serge Michel et lui fera vénérer le voyage « comme quête initiatique et art de la différence, sa capacité à se tenir à l'écart de tout courant ». Jusqu'au jour où tout bascule…

Aussi surprenant que cela puisse paraître, lors de son arrivée pour la première fois à la Casbah il n'est pas dépaysé : « Je ne parle pas arabe. C'est inutile, le film est sans parole ». Ce propos en dit long sur le degré de dénuement, de misère, d'appauvrissement, de paupérisation, de déracinement du peuple

Algérien. Il n'avait pas besoin de grandes théories pour l'établir. Un peuple pauvre dans un pays riche d'abord de cette lumière d'Alger qui le posséda « à en perdre le sens ». A l'ombre de cette lumière saisissante se tapit la misère.

En s'installant à la Casbah, Lucien Douchet choisit son camp et change de nom. Il s'appellera Serge Michel. Serge pour « Victor Serge », révolutionnaire et écrivain belge d'origine russe, et Michel pour « Louise Michel », la figure légendaire surnommée « la Vierge Rouge de la Commune de Paris » de 1871.

Il habite La Casbah. Les noms de ses premiers contacts, dans l'ordre ou le désordre, suffisent à deviner la suite du parcours : Ali Boumendjel, avocat des pauvres et futur martyr de la révolution, et Ferhat Abbas, fondateur et président de l'UDMA, l'Union démocratique du manifeste algérien.

Il tient à partager la vie, misérable et précaire, des autochtones en s'engageant docker sur le port d'Alger où il croise Kateb Yacine qui lui fera intégrer son groupe formé de Mustafa Kateb, Hankès Messaoud, Issiakhem, Jean Sénac…

C'est auprès de Ferhat Abbès – il l'appellera « le pépé » - qu'il fera cependant ses premières classes. Il fait partie de la rédaction de La République algérienne, organe de l'UDMA, comme secrétaire de rédaction, reporter et caricaturiste, aux côtés d'illustres journalistes militants, comme Ahmed Boumendjel, rédacteur en chef, Ali son frère, et Ahmed Francis. A ce titre, il devient le premier dessinateur politique de toute la presse nationaliste.

Au lendemain du premier novembre 1954, les journaux nationalistes sont saisis mais Serge Michel est derrière les machines pour actionner une imprimerie clandestine, vouée à l'édition de tracts de propagande, à Bab-El-Oued.

Début 1955, il est à paris, souvent en compagne de Omar Oussedik, dit Commandant Si Tayeb qui sera secrétaire d'Etat à la guerre au sein du GPRA de 1958 à 1960, avant d'embrasser une carrière de diplomate qu'il poursuivra jusqu'après l'indépendance.

A Paris, il retrouve également Ahmed Boumendjel, ancien secrétaire général adjoint de l'UDMA, désormais responsable des contacts à la Fédération de France du FLN. Il est hébergé au Petit Clamart chez Colette Jeanson, qui sera plus tard membre du réseau des porteurs de valises.

L'année suivante, en 1956, Serge Michel renoue avec ses premiers amours – la presse – en Suisse où il est envoyé mettre à contribution les services d'un imprimeur, Henri Cornaz, à Yverdon, pour faire paraître Résistance algérienne, lancé par Mohamed Boudiaf à Tétouan quelques mois après la « Plate-forme de la Soummam », base idéologique du FLN, rédigée le 20 août 1956.

Inter : « C'était le meilleur de nous tous »

Autour de cette activité naîtra le fameux bureau de Lausanne du FLN que dirigera Tayeb Boulahrouf dont Serge Michel deviendra le principal collaborateur. C'est là qu'il apprendra la mort à Alger, sous la torture avant d'être jeté du haut d'une terrasse, de l'un de ses meilleurs amis Ali Boumendjel. « C'était le meilleur de nous tous », écrira Serge dans son roman autobiographique, Nour le Voilé.

Sa mission prenant fin en Europe, il regagne la base arrière de la révolution à Tunis. Il est plongé dans une toute autre ambiance de course au pouvoir : « Tunis est le traquenard, le miroir où les crabes s'admirent ; mis en appétit par l'appât du pouvoir, ils s'entredévorent », déplore-t-il. Au siège du FLN, rue Es-Sadikia, il retrouve Ahmed Boumendjel qui active au service de presse chargé de la reparution d'El Moudjahid après la disparition de Résistance algérienne en juin 1957. C'est Abbane Ramdane, en charge de l'information et de la propagande au sein du Comité de coordination et d'exécution du FLN, qui en a la charge.

Au sein de l'équipe d'El Moudjahid, Serge Michel est par ailleurs animateur de La Voix de l'Algérie, une émission radio lancée au Caire en 1956 et transférée à Tunis l'année suivante. La même émission est érigée en Voix de la République algérienne le 19 septembre 1958 lorsque sera instauré le gouvernement provisoire de la République algérienne.

De la radio au cinéma, il n'y a qu'un pas pour Serge Michel. Il s'y emploiera avec succès avec la création de la commission cinéma du GPRA par M'hamed Yazid, ministre de l'information. Il est versé au sein d'une équipe composée de Mahieddine Moussaoui, Djamel Chanderli, Pierre et Claudine Chaulet, Rachid Ait-Idir. De leur collaboration féconde

naîtront Djezaïrouna, La voix du peuple et Les fusils de la liberté.

Le hasard fera croiser le chemin de Serge Michel avec celui de Patrice Lumumba, à unis, le 5 août 1960. Au premier contact, le révolutionnaire congolais lui propose (il en décidera plutôt) d'être son conseiller et son attaché de presse. Sur place, au Congo, Serge Michel sera à la fois représentant du GPRA et homme de confiance chargé des médias auprès de Lumumba.

Le Maître

A l'indépendance, El Moudjahid historique continue de paraître comme hebdomadaire. Le premier quotidien El Chaâb paraîtra le 19 septembre 1962. Il ne suffit cependant pas de lancer des titres. La ressource humaine fait gravement défaut. Serge Michel monte alors le premier stage fermé de formation des journalistes, rue Jacques-Cartier, à Alger, dans les locaux de ce qui deviendra plus tard la première école de journalisme. De ce programme accéléré de trois mois, 24 heures sur 24, sortiront les futurs cadres de la presse, comme Bachir Rezzoug qui restera certainement longtemps le meilleur responsable.

L'année suivante, en 1964, en quatre jours, il lance avec Mohamed Boudia, directeur, le premier quotidien populaire du soir, Alger ce soir. Le titre connaîtra un succès retentissant. Les Algérois se l'arrachent parce qu'il regorgeait de faits divers destinés à leur restituer leur propre image.

En 1965, Serge Michel est loin d'approuver le coup d'Etat et d'applaudir l'avènement du Conseil de la révolution et le « redressement révolutionnaire » dont il se prévaut, mais il fera comme mauvaise fortune bon cœur. A l'approche du Festival panafricain de la culture, organisé à l'instigation de la commission de l' »éducation et de la culture de l'OUA, en 1969, il est « le conseiller occulte » de Mohamed Seddik Benyahia, le ministre de l'information et de la culture, chargé d'accueillir dès le début de l'été sept mille artistes et intellectuels du continent et leurs cousins d'Amérique.

L'événement conforte d'image d'Alger « Mecque des révolutions » qui verra défiler tous les héros de la Tri-continentale, à commencer par « Che » Guevara avec qui Serge Michel entretient les rapports les plus cordiaux.

En 1975, son ami Henri Lopès, chef du gouvernement de Marien N'Gouabi, le sollicite pour lancer un quotidien et ouvrir une école de journalisme à Brazzaville où il réside à l'hôtel Cosmos. Il y côtoie Pierre N'Zé, le responsable du parti Denis Sassou N'Guesso, chef de l'armée et de la police.

Il y verra s'écrouler, comme partout en Afrique, les rêves d'unité et de fraternité et se reconstituer les réseaux néocoloniaux. Une déception qui va le pousser à retourner à Alger pour cumuler les fonctions de conseiller auprès de l'ONCIC et auprès de Ali Ammar, le président de l'Amicale des Algériens en Europe dont le siège est à Paris. A ce titre, il collabore notamment à l'hebdomadaire Actualité de l'immigration.

A la fin des années 1980, il met fin à une décennie d'errance pour s'installer à Alger mais le climat de la capitale complique ses troubles respiratoires. Il entreprend un long séjour au M'Zab, à Ghardaïa, où il reçoit fréquemment la visite de ses anciens compagnons d'armes, en particulier le Commandant Azzeddine.

A l'avènement de la tragédie nationale et son cortège de pertes humaines, des menaces terroristes de contraignent à s'exiler, au même titre que des milliers d'intellectuels algériens. Il ne s'avoue cependant pas vaincu et poursuit le nouveau djihad en s'associant à d'anciens journalistes de renom pour créer, en novembre 1995, à Paris, le premier quotidien algérien à l'étranger : Alger info international. Pendant les six mois que vivra le journal, Serge Michel en est le conseiller et y tient régulièrement ses croustillantes chroniques et ses billets d'humeur « SOS Labès ».

Serge Michel meurt le 24 juin 1997, au petit matin.

Samedi 28 juin, sa dépouille est rapatriée pour reposer en paix au cimetière d'El Alia.

Ammar Belhimer

Source :

Marie-Joëlle Rupp, Serge Michel : Un libertaire dans la décolonisation, Préface de Jean-Claude carrière, Les Editions Apic (www. Apiceditions.com), Alger 2012.

Marie-Joëlle Rupp (fille de Serge Michel) :

« MON PÈRE M'A LAISSÉ L'ALGÉRIE EN HÉRITAGE »

Mémoria : les Algériens ont aimé votre père et vous le leur rendez bien en lui consacrant une belle biographie, avec la parution de votre ouvrage *Serge Michel : un libertaire dans la décolonisation* **qui a connu un succès mérité au dernier Salon international du livre d'Alger. Comment s'est effectué ce retour sur des lieux, un parcours bien particulier ?**

Marie-Joëlle Rupp : le 29 juin 1997, mon père Serge Michel était enterré à El Alia. Des obsèques nationales pour celui qui avait consacré sa vie à la cause nationale algérienne, et qui avait vécu dans l'engagement révolutionnaire toutes les étapes de l'histoire de l'Algérie depuis les quelques années précédant la révolution de novembre jusqu'au cœur des années 1990. Quinze ans plus tard, je reviens sur les lieux de vie de mon père. Pour moi, ce n'est pas un hasard. C'est un moment fort et symbolique que celui du cinquantenaire de la libération de l'Algérie.

Entretien avec Ammar Belhimer

Il fallait qu'il coïncide avec le retour de Serge Michel parmi les siens. Car si sa dépouille repose à El Alia, cette biographie que je lui consacre doit exalter une mémoire toujours vive, la sienne et celle de tous ceux qui ont rêvé un jour de la liberté et du recouvrement de leur dignité. Le temps de séjour qui m'a été imparti par le Sila était très court. Trois jours. J'ai donc privilégié la parole et les rencontres, tant avec ceux qui l'avaient connu qu'avec ceux qui ignoraient tout de lui. Rencontres avec des pionniers de la presse algérienne, et parmi eux ses anciens élèves aux stages de journalisme qu'il avait organisés en 1963. Rencontres avec ses collaborateurs à Alger ce soir et autres organes de la presse indépendante. Toujours hantée par ce questionnement sur les ressorts de son engagement, j'ai voulu sillonner Alger la nuit pour m'imprégner de cette ville qui l'avait envoûté. Découvrir à mon tour les lumières de la baie à la tombée du jour. J'ai voulu visiter une cité populaire car c'est au plus près du peuple qu'il avait vécu, allant jusqu'à se faire docker sur le port d'Alger par solidarité avec les ouvriers. Cette cité, c'est celle des Eucalyptus à côté de Bachdjarrah dans la banlieue d'Alger, avec ses hommes, et ses femmes surtout, qui se battent au quotidien.

Mémoria : Serge Michel est, à bien des égards, l'expression de la rencontre de toutes les causes libératrices qui ont traversé le continent africain des années 1950-1970. Il en est dans le même temps le révélateur des déceptions multiples qu'elles ont suscitées. En ce sens, il aura été une sorte de « devin ». Comment avez-vous perçu cela ?

Marie-Joëlle Rupp : au terme de devin, je préfère celui de témoin. Témoin et acteur lucide et éclairé d'une histoire d'une extrême complexité. Comment ne pas être déçu lorsqu'on est porteur d'une utopie qui place l'homme au centre de toute démarche morale et politique ? Porté par la défense des opprimés qui conduit à admettre le « devoir » d'insurrection pour « des lendemains qui chantent », comme on disait sous les Trente glorieuses, ses convictions libertaires ne pouvaient qu'être mises à mal. Les nécessités de la lutte révolutionnaire l'ont conduit à mettre en sommeil ses positions antimilitariste et antiautoritaire. Ces mêmes positions qui l'ont conduit à quitter momentanément l'Algérie en 1970 pour n'y revenir qu'au début des années 1980. Proche des pouvoirs de décision pendant la guerre de libération, puisqu'il était, parmi d'autres, aux rouages de la « propagande » révolutionnaire au sein du GPRA à Tunis, il a été témoin des luttes de pouvoirs et n'a pas manqué de s'interroger notamment sur la version officielle de la mort d'Abane. Dès la fin des années 1960, il avait publiquement dénoncé la montée de l'intolérance religieuse. Néanmoins, s'il se méfiait des systèmes, il avait foi, et ce jusqu'au bout, dans les capacités du peuple algérien à résister et à se régénérer.

Mémoria : Serge Michel peut être inscrit parmi les pères fondateurs de la presse algérienne postcoloniale. Lorsque vous observez le champ médiatique algérien contemporain, cela vous semble-t-il correspondre, se rapprocher ou carrément s'éloigner de ce dont il rêvait ?

Marie-Joëlle Rupp : difficile de répondre pour Serge Michel sinon à travers le filtre de ma propre perception. S'il avait continué à écrire jusqu'à son dernier souffle dans la presse algérienne, c'est sans doute qu'il y avait trouvé un espace propice à sa liberté d'expression. Cela dit, il y a en Algérie des journalistes remarquables. Leur talent n'a d'égal que leur désintéressement. Je pense aussi aux correspondants locaux qui doivent se battre pour exercer leur métier et je rends hommage à leur courage. D'une façon générale, la tonalité de la presse algérienne me semble plus libre que dans bien des pays, y compris les pays occidentaux. Aujourd'hui, je pense que mon père aurait été heureux de constater que cette presse pour laquelle il avait tant donné s'épanouit dans le pluralisme.

Mahieddine Sadek Moussaoui (à gauche) et Serge Michel (à droite) avec les responsables de l'agence CTK-Prague 1961

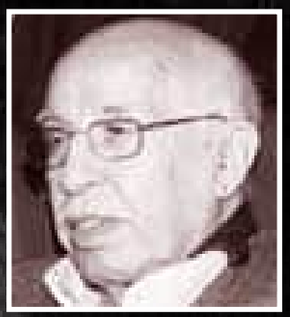
Mémoria : Dans la biographie que vous dressez de votre père, vous écrivez ceci : « Mon père m'avait laissé l'Algérie en héritage. Un pays qui m'accueillit en offrant des obsèques grandioses au moudjahid sans domicile fixe qu'il était devenu. » C'est là, n'est-ce pas, une preuve d'amour, une quête de filiation pour un pays à l'émergence duquel il aura tant fait ?

Marie-Joëlle Rupp : comment, au vu de ses obsèques en 1997, ne pas être émue et touchée par la reconnaissance qui a été accordée alors à Serge Michel ? Même s'il s'ensuivit un grand silence, hormis quelques articles ici et là, de confrères choqués par cet oubli. Et je les en remercie. Rien ne doit faire oublier ceux qui, quelle que soit leur origine, ont contribué à la libération du peuple algérien. Lorsque je dis que mon père m'a laissé l'Algérie en héritage, ce n'est pas une formule. Comme un don se doit d'être fructifié, j'ai été formé au métier de journaliste par des confrères algériens. Et j'ai fait mes premières armes dans la presse algérienne. Il n'y a pas un jour sans que je consulte cette presse qui me met en phase avec ce que je considère comme mon peuple frère. Cet essai biographique était initialement destiné à l'Algérie. Les circonstances ont fait qu'il a d'abord été publié en France. C'est grâce aux Editions Apic qu'il a enfin pu y être publié. L'Algérie a offert une seconde vie à mon père qui, à son tour, m'a fait naître à ce pays. Je me considère moi aussi un peu comme algérienne.

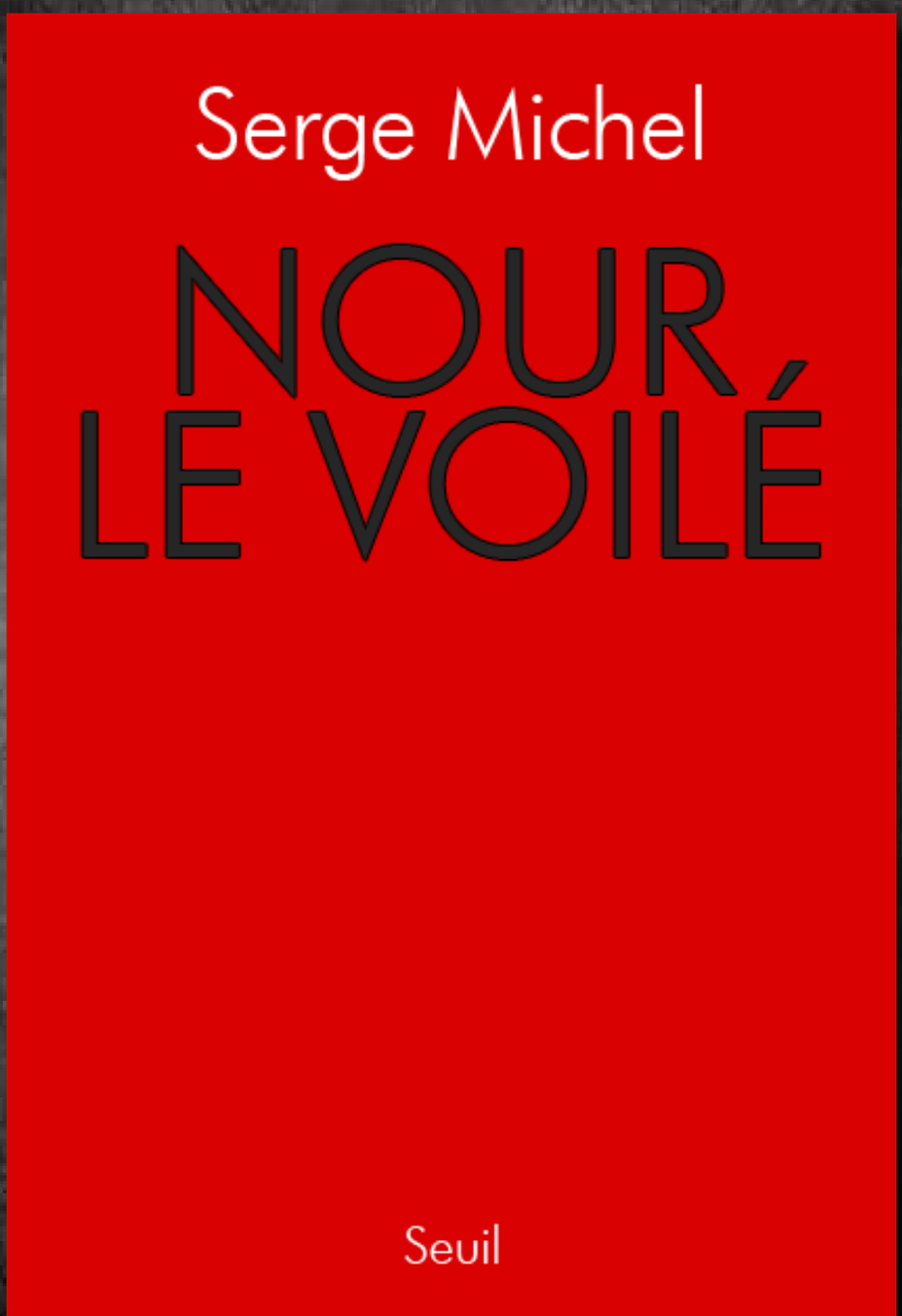
Entretien réalisé par Ammar Belhimer

Serge Michel

un John Reed africain



Par commandant Azzedine



Ce n'est pas parce qu'elle est malpolie
qu'une mouche tombe dans le vinaigre.
Serge Michel

C'est à Tunis que j'ai rencontré Serge Michel, pour la première fois. C'était au début de l'année 1959, après une harassante marche qui me *« donne encore envie de m'asseoir rien que d'y penser »*, puisqu'elle aura duré la bagatelle de deux mois et demi, qui nous a conduits, le commandant Omar Oussedik et moi, pourtant habitués aux courses folles post-embuscades, depuis les maquis de la zone 1 de la Wilaya IV (région de Palestro, aujourd'hui Lakhdaria) jusque dans la capitale tunisienne via Négrine au sud de Tébessa, là où meurt, comme avalée par l'infinité des sables, la redoutable ligne Morice.

Serge est de ces personnes que vous tutoyez dès que vous lui adressez la parole. Sa bonhomie, toute naturelle, est une invitation à l'amitié. C'est un véritable brise-glace qui vous ouvrirait la communication avec le plus austère des taciturnes. Il tient de Rimbaud son sens de l'aventure mais aussi de Baudelaire toute la poétique du rêve. Mais, ô paradoxe, il n'est ni l'un ni l'autre. Il n'est que lui-même. L'anar, le libertaire, le révolutionnaire en révolte perpétuelle, le rebelle protestataire à qui toute forme d'autorité donnait des crises d'urticaire.

Serge et moi, nous nous sommes vus pour la première fois à Radio Tunis. Il était accompagné de M'Hamed Yazid, alors ministre de l'Information du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). Pour l'anecdote, le ministre me recommandait de forcer le trait sur les actions de l'Armée de libération nationale (ALN) dans l'entretien que je m'apprêtais à accorder à la presse tunisienne. *« Faut pas aller de main morte »*, m'avait-il enjoint, après m'avoir présenté *« ce Français ». « Un gaouri moudjahid ? »* Cela ne m'étonnait guère et les années passées au maquis, même si nous étions plus ou moins isolés, m'avaient appris, d'une part, que nous n'étions pas seuls dans notre combat pour notre indépendance et, d'autre part, que la résonnance universelle de notre lutte de libération nationale avait suscité la solidarité de nombreux militants anticolonialistes originaires d'Algérie comme le couple Chaulet qui m'avait aidé et soigné quand je fus blessé pour la première fois en 1955, ou des progressistes du monde entier qui exprimaient sous diverses formes leur adhésion à notre cause.

« Serge est Algérien comme toi et moi, m'avait dit Yazid, *seule votre armement diffère. Tu utilises une arme à feu et lui une plume. »* Il use de son verbe et toi de ton action. Tu agis, il écrit. La finalité est la même, m'avait encore dit, en substance, M'Hamed Yazid.

Le verbe haut de Serge m'avait quelque peu surpris. *« Quand tu auras fini d'être cuisiné par nos confrères tunisiens on se retrouvera pour monter quelques embuscades »*, avait-il lâché dans une cascade hilare gutturale et tonnante. J'avoue n'avoir pas saisi, au départ, ce qu'il me demandait. Autrement dit qu'il voulait que nous consacrions quelques articles pour l'éloge du combat à l'intérieur afin de contrer la propagande ennemie.

Il déplia une carte de l'Algérie et toujours avec son rire franc et tonitruant il dit : *« Nous avons tendu nos embuscades. »* J'ai alors compris avec ce journaliste, pleinement engagé dans le combat dans sa forme intellectuelle, que le stylo, entre des mains aussi habiles que les siennes, pouvait s'avérer aussi efficace que ma carabine US que j'affectionnais particulièrement au djebel. Que notre lutte était complémentaire. Que l'un et l'autre avions besoin de ce mutuel engagement.

Plus tard, toujours en Tunisie, nous nous voyions de temps à autre avant que je n'apprenne qu'il avait été délégué par le GPRA pour assister le Premier ministre congolais, on disait à l'époque le Congo Léopoldville du nom de sa capitale aujourd'hui Kinshasa, ce grand patriote, héros du continent africain, ami de notre combat libérateur qu'était Patrice Lumumba.

Ce n'est qu'après juillet 1962 que je retrouverai Serge, en Algérie indépendante, dans Alger libéré. Rien en lui n'avait changé. Avoir tutoyé le gotha révolutionnaire africain et même mondial n'avait pas donné la grosse tête à ce John Reed africain. Il avait gardé, cette admirable simplicité dans le comportement et toute sa liberté d'esprit. *« Fallait pas lui demander de traverser dans les clous. » « Hein que c'est beau... »*, m'avait-il dit gravement alors que nous nous trouvions sur la rue tout nouvellement baptisée du nom de Didouche-Mourad : *« ...Regarde comme c'est merveilleux... l'indépendance. On la lit dans le regard des gens... On la sent... Elle est comme on en rêvait... la Liberté ! »*

Puis comme s'il s'était honteusement surpris à verser dans les sentiments, lui, le rebelle, le «

troisième collège », ainsi qu'il se désignait, m'envoya une bourrade à me démonter l'épaule et me raconta sa fameuse histoire du *« Comte d'Azazga »* et comment Ferhat Abbas, qu'il surnommait « Léon » l'avait, un soir au tout début des années 1950 avant le 1er novembre 1954, tiré d'un mauvais pas de grivèlerie dans un des plus grands restaurants d'Alger. Bien des années après, au début des années 1980, alors que nous nous sommes rencontrés avec le premier Président du GPRA, l'épouse de ce dernier, pour taquiner Serge, lui avait dit : *« Quand vas-tu rembourser Ferhat de la somme d'argent avec laquelle il avait réglé ta note de restaurant ? »* Même si nous ne nous voyions qu'à l'occasion à Alger, je savais tout ce que ce pionnier de la presse nationale avait apporté après la libération, en plus de ce qu'il avait déjà donné et créé quand nous étions en Tunisie.

Ne voilà-t-il pas qu'on le signale en Guinée-Bissau aux côtés de d'Amilcar Cabral, autre grande figure africaine, autre cause anticolonialiste. Mais notre infatigable bourlingueur aura été vu sous tous les cieux africains.

Un jour de l'année 1980, le téléphone grésille et lorsque je décroche c'est sa voix comme venue de la veille, qui retentit dans mon écouteur, ce même appel :

– Azzedine ! Alors tu m'as déjà oublié ? Je suis dans la mouise, je n'ai personne, à l'ambassade, personne ne m'a pas aidé.

– Eh bien reviens au bercail.

– Je ne connais plus personne à Alger.

– Mais tu me connais, moi !

- Tu m'héberges ?

– Quelle question !

– Je suis malade !

– Il y a des médecins, nous te soignerons.

Il appelait d'Italie. Affaibli, bouleversé par la mort tragique de son second fils Ivan-Nadir, s'il avait perdu de son élégance naturelle, rien d'autre n'avait changé. Ni cette extraordinaire vivacité intellectuelle ni cette impertinence irrévérencieuse à l'endroit des pouvoirs. Tout était intact dans son intelligence rebelle. Il est resté près d'une année chez moi. Et nous nous sommes côtoyés tous les jours. C'est ainsi que j'ai vraiment découvert cet homme d'exception.

Mohamed-Lakhdar Hamina, alors directeur général de l'Office national de l'industrie cinématographique (ONCIC), l'a recruté à la commission de lecture des scénarios.

Il allait et venait entre Paris ou il avait rencontré le célèbre scénariste français, Jean-Claude Carrière, et Alger, non par indécision mais en raison de l'emphysème qui le faisait souffrir et parce que le climat humide de notre capitale ne lui convenait pas. Sans ressources en France, il décida, pressé par son ami, le professeur Pierre Chaulet qui l'avait aussi hébergé quelque temps, de trouver un climat qui conviendrait davantage à sa maladie. C'est mon ami, Boukhalfa Amazit, mais également le sien car ils avaient appris à se connaître et à s'apprécier depuis son retour en 1980, qui alors assumait une responsabilité à l'agence Algérie Presse service (APS) qui l'a fait recruter par M. Hamedi, alors DG, comme correspondant permanent à Ghardaïa avec titre de rédacteur en chef. *« C'était la moindre des choses pour l'un des fondateurs de l'agence »*, nous avait dit notre ami.

Il travaillera, ensuite, sur le plateau de tournage de la première coproduction franco-algérienne : *C'était la guerre*, un script coécrit par Amazit et moi-même, côté algérien et Jean Claude Carrière pour la partie française et coréalisé par Ahmed Rachedi et Maurice Failvic en 1992. Il faut dire que cette expérience unique aurait été impossible sans Serge Michel car c'est lui qui a mis en contact l'une et l'autre parties et qui a veillé à ce que le projet aboutisse.

Mon regret est que les autorités n'aient pas su dire « merci » à Serge. Il n'y aurait certainement pas de honte à ce que l'Ecole de journalisme d'Alger portât le nom de Serge Michel, car il en est l'un des fondateurs. Mais ceci est une autre histoire. Et je terminerai ce témoignage par le dernier paragraphe de son merveilleux livre Nour le Voilé (1). Ce passage résume si bien mon ami disparu.

« Mais Nour est éternelle. Fidèle à sa seule promesse, elle est toujours avec les vrais rebelles. Des poètes ont juré l'avoir rencontrée pendant les grandes crucifixions de Palestine et d'Italie, d'autres pendant les révoltes d'après l'Hégire. Elle est partout où souffle le bon vent de la révolte... »

Commandant Azzedine

1- Serge Michel, Nour Le Voilé. De la Casbah au Congo. Du Congo au désert. La Révolution. *Editions du Seuil. 252 pages. Paris 1982.*

Etoile Nord-africaine, PPA-MTLD

PRÉCURSEURS DE L'INDÉPENDANCE NATIONALE

En 1926, un groupe d'Algériens établis en France, pour la plupart des travailleurs immigrés, décide de créer une organisation dénommée Etoile Nord-africaine (ENA). Ces Algériens ont pour noms Messali, Djeffal, Hadj-Ali, Si Djilani et Belghoul. Selon ses créateurs, cette organisation, à caractère laïque, s'inscrit en droite ligne de *«la défense des intérêts sociaux, matériels et moraux»* des travailleurs algériens établis en France et se déclare *«solidaire de la classe ouvrière française»*. Parmi ses fondateurs, un certain Ahmed Messali, dit Hadj, un jeune Algérien originaire de Tlemcen. Celui-ci vit en France où il travaille comme ouvrier, suit quelques cours à la Sorbonne, rencontre des leaders politiques et veut engager l'ENA sur le terrain politique en se faisant ardent et farouche militant de l'indépendance de l'Afrique du Nord (Maroc, Algérie et Tunisie). C'est lors du congrès du Parti communiste français (PCF) de Bruxelles (10-15 février 1927), en sa qualité de membre à part entière, qu'il fera part de ses intentions politiques. Messali profite de cette aubaine pour préparer un discours dans lequel il dit vouloir dénoncer *«l'odieux code de l'indigénat»* appliqué aux Algériens par la France coloniale. A l'ouverture des travaux du PCF, le 10 février, il s'adressera aux congressistes en ces termes : *«Le peuple algérien, sous domination française depuis près d'un siècle, n'a plus rien à attendre de la bonne volonté de l'impérialisme français pour améliorer son sort.»* Alors qu'il s'exprimait devant l'assistance, son texte lui sera subtilisé. Après cet épisode, Messali devient le porte-voix de la lutte anticoloniale en Afrique du Nord. En 1928, l'Etoile Nord-africaine se sépare du Parti communiste français (PCF), puis les autorités françaises parlent de l'ENA en tant que *«menace pour l'autorité de l'Etat»*. Elle sera dissoute le 20 novembre 1929.

Messali Hadj

Par Abderrachid Mefti

Mais le militantisme ne faiblit pas au sein de cette organisation, qui poursuit clandestinement son activité. Le 28 mai 1933, se tient une réunion secrète au cours de laquelle Messali Hadj est nommé président de l'ENA, Amar Imache, secrétaire général, Belkacem Radjef, trésorier général, et Si Djilani, directeur du périodique El-Ouma (La Nation). En 1936, le parti devient incontournable dans le paysage politique algérien. Le 2 août de la même année, lors d'un meeting organisé au stade municipal d'Alger par le Congrès musulman, Messali Hadj refusa l'assimilation à la France et revendiqua l'indépendance de l'Algérie.

Mais en dépit des initiatives de bonne volonté qui consistaient à conforter leur cohésion, les responsables de l'ENA finirent par faire face à des dissensions internes, conjuguées à la volonté des autorités françaises d'étouffer dans l'œuf le nationalisme algérien. L'Etoile Nord-africaine, forte à ce moment de 5 000 membres, sera définitivement dissoute en janvier 1937 et ses dirigeants condamnés par la justice. Cette dissolution conduira Messali à fonder le Parti du peuple algérien (PPA) le 11 mars 1937 à Nanterre (région parisienne), avec les mêmes objectifs qui animaient l'ENA : émancipation et autonomie totale de l'Algérie au sein de la République française. Radical et intransigeant au plan de la revendication politique, le PPA est devenu un parti aux structures fortes, flanqué d'une devise à l'image de son caractère revendicatif : *«Les droits s'arrachent, ils ne se donnent pas.»* En matière de droits, il a été le premier à défendre l'idée d'un Parlement algérien, le respect de la langue arabe et de la religion musulmane ainsi que l'abrogation du code de l'indigénat. Son intense activité politique a provoqué parmi les Algériens un important courant d'adhésion. Ce qui ne tarda pas à se confirmer. En effet, lors de la manifestation du 14 juillet 1937 à Alger, organisée par le Parti communiste algérien (PCA), les militants du PPA déploieront, pour la première fois, le drapeau algérien flanqué de l'étoile et du croissant. Désormais, le PPA porte le combat sur le terrain, au nom de la justice et de la liberté, ce qui amènera les Algériens à adhérer en masse à ses thèses. Mais l'Etat français ne l'entendait pas de cette oreille. Considérés comme une menace pour la sécurité interne, responsables et militants du parti font l'objet d'une répression inouïe ; ce qui laisse entrevoir le désir de la base de déclencher une révolution armée.

Le PPA est dissout le 26 septembre 1939. Messali et ses compagnons sont condamnés à de lourdes peines par le gouvernement de Vichy en 1941. Mais en dépit de cette féroce répression, il continue d'agir dans la clandestinité. Le 1er mai 1945 une imposante marche est organisée dans Alger au cours de laquelle 20 000 Algériens scandent des slogans hostiles à la France et réclament l'indépendance de l'Algérie. Le PPA subira de nouveau un féroce acharnement après les massacres de Sétif, Guelma et Kherrata, le 8 mai 1945. Messali est à nouveau jugé puis emprisonné. Après sa libération en 1946, il entreprend de refonder le PPA sous une autre dénomination. Selon Mohamed Harbi, moudjahid et historien, *«il crée le MTLD pour pouvoir présenter, après l'interdiction du PPA, des candidats aux élections législatives de novembre 1946»*. Cette décision de participer aux élections sous l'égide des autorités françaises ne plaît pas à la base et aux activistes purs et durs car, malgré l'amnistie générale de 1946, les radicaux prônent une rupture totale avec le système colonial. Mais, par ailleurs, les thèses du MTLD ne sont pas éloignées de celles de l'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA) de Ferhat Abbès. Ainsi, Messali accepte de participer à ce scrutin et obtient cinq des douze sièges accordés aux Algériens pour une représentation au Parlement français. C'est alors qu'il tente de donner au parti une ligne mi-révolutionnaire, mi-légaliste, mais n'exclut pas de recourir à l'action armée le cas échéant, un moyen de pression qui pourrait contraindre les autorités coloniales à trouver une issue salutaire.

C'est le 15 février 1947, lors du 1er congrès du MTLD, qu'est décidée la création de l'Organisation spéciale (OS), la branche militaire du parti, qui sera chargée de préparer la lutte armée. Messali se méfie de cette organisation qu'il tente de maintenir à distance. C'est alors qu'un climat de défiance s'installe entre activistes et modérés. En mars 1950, une crise aiguë secoue le parti. Lors d'une réunion du comité central, Messali, voulant une «présidence à vie», est mis en difficulté à la suite d'un vote. Le 14 mai 1952, il se rend à Orléansville (Chlef) pour y prononcer un discours devant une foule nombreuse. La police française ouvre le feu sur le public présent à ce meeting. Il y aura plusieurs morts. Dans la soirée, Messali est kidnappé puis transféré en France ou il est placé en résidence surveillée. En 1953, survient un autre conflit au sein du MTLD entre Messali et le comité central.

Le 23 mars 1954, naquit le Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA) qui donnera naissance au Front de libération nationale (FLN). Du 13 juillet au 15 juillet 1954, les partisans de Messali tiennent un congrès à Hornu (Belgique). A ce moment-là, la scission est définitive avec les centralistes. La différence entre ces deux partis réside principalement dans leur façon, chacun en ce qui le concerne, d'envisager de contrer le système colonial. Le 1er novembre 1954, le FLN déclenchera une révolution armée qui aboutira à l'indépendance de l'Algérie le 5 juillet 1962.

Abderrachid Mefti

Crise au sein du PPA-MTLD

DIVERGENCES AUTOUR D'UNE CAUSE COMMUNE

Hocine Lahouel Messali Hadj

C'est en 1946 que la dénomination MTLD avait été proposée par Salah Maïza, un de ses fondateurs. Le Comité central était composé de trente membres, dont son président élu, Messali Hadj. En 1948, sur soixante sièges à l'élection au deuxième collège de l'Assemblée algérienne, le MTLD remporte neuf et l'UDMA de Ferhat Abbas huit. C'est en 1949 que survint la première crise, dite «berbériste», lorsque le parti se démembra au sujet de la définition identitaire à donner à l'Algérie.

La crise née entre Messali Hadj et le comité central du MTLD avait engendré des divergences au sujet de l'option du déclenchement de l'insurrection armée et a débouché sur une guerre fratricide aux conséquences incommensurables. Convaincu par l'idée de ne pas se plier aux décisions de ses détracteurs, Messali est isolé par les principaux organisateurs de la Révolution algérienne. En 1949, la cause nationale était divisée entre nationalistes purs et durs qui préféraient la lutte armée et ceux ayant opté pour une «intégration autonome» au pays colonisateur.

Par Abderrachid Mefti

Cette cause a beaucoup perdu de sa crédibilité du fait, diront certains, de l'entêtement de la direction nationaliste, tandis que d'autres évoqueront le fait qu'un grand nombre de militants sincères dans le PPA-MTLD étaient victimes d'un manque de formation politique.

Parmi les premières initiatives de la direction du PPA-MTLD, lors du congrès des 15 et 16 février 1947, la création de l'Organisation spéciale (OS), de laquelle Messali se méfiait, constituera le noyau de la future Armée de libération nationale (ALN) le 1er novembre 1954, année qui a connu une crise aiguë entre Messali et le Comité central, suite à laquelle sera créé le Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA), troisième force à l'origine de la réunion dite des «22».

A cette époque, on voulait accréditer la thèse que les centralistes étaient opposés à une prise d'armes et que le Comité central avait carrément opté pour la collaboration avec l'ennemi. En dépit de ces attaques, ce dernier était convaincu de l'option de l'insurrection armée, mais sa proposition divergeait sur le choix de la date du soulèvement et les moyens à mettre en œuvre. Le CRUA était pour l'action immédiate tandis que le Comité central réclamait un délai du fait de la tension qui subsistait avec les messalistes, mais restait convaincu qu'une action engagée dans la hâte ne serait que négative.

Le Comité central chargea alors Hocine Lahouel et M'hamed Yazid d'une mission en Egypte auprès du Président Djamel Abdenasser afin de réclamer des garanties de soutien de son pays. A leur arrivée au Caire le 29 octobre 1954, ils ne se doutaient pas que deux jours plus tard des attentats viendront entériner le choix des partisans de la révolution armée. Les centralistes étaient accusés d'appartenir à la «Troisième force» initiée par le gouverneur général de l'Algérie, Jacques Soustelle, lorsqu'en mars 1955, une délégation de l'Association des oulémas, de l'UDMA, du MNA et du PPA-MTLD l'avait rencontré. Dans la capitale égyptienne où ils se trouvaient, Hocine Lahouel, secrétaire général du PPA-MTLD, et M'hamed Yazid, ancien chef de la Fédération de France entre 1950 et 1953, avaient rejoint le FLN au lendemain de la Proclamation du 1er Novembre.

S'agissant des tensions qui couvaient entre Messali et le comité central du PPA-MTLD, selon Benyoucef Benkhedda, *«c'est la tendance démocratique du parti qui s'opposait au populisme outrancier de Messali, refusait avec véhémence le culte de la personnalité dont il était l'objet (…) et repoussait sa prétention totalitaire à revendiquer la présidence à vie du parti».*

Après le congrès des messalistes (13-15 juillet 1954 à Hornu, Belgique), la scission avec le Comité central est scellée et irréversible. Ce qui conduira Messali à créer, en décembre de la même année, le Mouvement national algérien (MNA). Devant une telle confusion et à la suite de l'auto-exclusion des messalistes, quatre anciens dirigeants de l'OS – Boudiaf, Ben Boulaïd, Ben M'hidi et Bitat – tiennent des réunions avec deux centralistes afin de tenter de sauver le parti de la dérive. Ces rencontres aboutirent à la création du Comité révolutionnaire d'unité et d'action (CRUA). Composé de deux anciens de l'OS et de deux centralistes, il vit le jour le 23 mars 1954. Toujours selon Boudiaf, certains centralistes donnaient l'impression de *«tergiverser»*, estimant que le passage à l'action armée était prématuré. Dès lors, des cadres de l'OS se mirent à sillonner le pays pour reprendre contact avec les anciens militants disséminés à travers tout le territoire national.

Les quatre dirigeants cités plus haut, auxquels s'est joint Didouche Mourad, convinrent de se réunir en vue de l'action à mener. Ce qui fut fait : le 1er novembre 1954 sera la date choisie pour le soulèvement.

Au cours du premier trimestre de l'année 1955, des tractations ont cours entre le FLN et le MNA à Alger et au Caire. Celles-ci se soldent par un échec total entre les protagonistes. Après que le Mouvement national algérien (MNA) s'est opposé à l'appel du FLN de se rallier à lui, cela a entraîné une rupture totale entre les deux tendances. Par la suite, Abane Ramdane menacera ouvertement les messalistes : *«Le tribunal de l'ALN sera impitoyable envers les traîtres et les ennemis de la patrie.»* Les principaux responsables FLN-ALN menacent d'exterminer les militants et figures emblématiques du MNA qui, eux, refusent une compromission jugée excessive. Une offensive généralisée d'éradication de poches messalistes sera lancée en Kabylie, en France et à travers toute l'Algérie. Une lutte fratricide marquera le cours de la révolution. Le 18 septembre 1959 Messali Hadj échappe de peu à un attentat pendant un footing avec ses gardes du corps à Chantilly (France). Toutefois, il s'inclinera face à l'ascendance qu'a exercée le FLN sur le peuple algérien. C'est alors qu'il avise son parti à laisser toutes les chances au FLN pour mener les négociations avec la partie française.

Abderrachid Mefti

L'OPÉRATION « OISEAU BLEU »

Pendant dix mois, de novembre 1955 à septembre 1956, les services spéciaux de l'armée française menèrent une opération dans le plus grand secret, connue seulement d'un nombre restreint de personnes. Dirigée par le cabinet du gouverneur général de l'époque, Jacques Soustelle, elle fut confiée au service Action de l'état-major militaire, dépendant directement du commandant en chef, le général Lorillot. On avait décidé de créer dans les montagnes de Kabylie un contre-maquis, des commandos d'Algériens très bien armés devant combattre les soldats de l'ALN. En fait, cette opération ultrasecrète servit à armer un millier de moudjahidine.

Les stratèges militaires français avaient imaginé une série de manœuvres et de tactiques pour contrer les actions de guérilla de l'ALN. Cela dura pendant toute la guerre de libération. On monta des services spécialisés dans le noyautage, l'action psychologique auprès des populations, l'intoxication des combattants. Les contre-maquis, composés de soldats algériens armés et soutenus par l'armée française, furent montés dans plusieurs régions. Ils furent le fait de combattants restés fidèles à Messali. Parmi les plus connus, il y eut ceux montés par Bellounis qui se proclama même « général » d'une « armée nationale algérienne » et les groupes du bachagha Boualem dans la région du Chélif. Ils furent combattus et éliminés par l'ALN.

Djillali Belhadj fut membre de l'état-major de l'OS dès sa création, ayant même organisé la réunion du comité central du PPA de décembre 1949 dans sa ferme Zeddine et conduit les premiers stages de formation des militants de l'organisation. Sa fidélité à Messali l'amena à organiser des maquis contre l'ALN qu'il dirigea sous le nom de « Kobus ». Il fut éliminé par ses partisans noyautés par les combattants de la Wilaya IV.

Par contre, celui que l'on tenta de monter à travers l'opération « Oiseau bleu » ne fut jamais un contre-maquis, mais un véritable maquis de l'ALN qui fit mine de jouer le jeu.

Par Boualem Touarigt

Le service Action de l'armée française en Algérie chargea Hachiche, un agent algérien de la DST en France, de mener cette opération délicate. Cet homme se proposa de monter un contre-maquis dans sa région natale, Azazga. Certains témoignages affirment que c'était l'inspecteur Ousmer, un Algérien originaire de Kabylie et occupant de hautes responsabilités dans la DST, qui en aurait été le véritable organisateur. Après plusieurs séjours dans son village, Hachiche sonda discrètement quelques-unes de ses connaissances, tout en restant très vague. Il crut trouver un « pro-Français » qui l'approuvait dans ses critiques contre le FLN. Il tenta une approche. Son interlocuteur hésita et fit traîner la discussion. Il s'agit de Zaïdat qui tenait une gargote à Azazga. L'individu était en fait un moussebil de l'ALN. Il rendit compte à Yazourène, chef de l'ALN pour Azazga, qui prévint aussitôt Krim Belkacem. Celui-ci demanda de jouer le jeu.

Lors d'une rencontre, l'agent se déclara prêt à fournir de l'argent et des armes s'il y avait des combattants décidés à s'opposer violemment à l'ALN. Krim Belkacem choisira personnellement les premiers volontaires qui se feront passer pour des anti-FLN, parmi eux Mohamed Mokhtar, qui dirigera en fait l'opération. Quelques jours plus tard, une camionnette qui distribuait des journaux livra une trentaine d'armes toutes neuves et une grande quantité de munitions et de l'argent.

Alors, on mit au point un scénario digne d'un film de Hollywood. Mohamed Mokhtar simula des accrochages dont les détonations arrivaient aux centres militaires de la région. Les soldats français rendirent compte de l'information dans leurs rapports aux différents états-majors. On poussa le subterfuge jusqu'à laisser des cadavres de combattants messalistes ramenés de régions éloignées et exécutés sur place par l'ALN. On les fit passer pour des « hors la loi » du FLN exécutés par le contre-maquis de l'opération « Oiseau bleu » qu'on appela « la force K ». L'opération réussit contre toute attente. Plusieurs centaines de combattants furent ainsi armés. Au gouvernement général et à l'état-major de la Xe région, on se réjouit du succès. Les combattants de l'ALN des autres zones commencèrent même à se poser des questions : dans la région d'Azazga, on remarqua que l'armée française suspendit ses opérations. En fait celle-ci était assurée que le contre-maquis avait vidé la zone des « hors la loi ». Et les territoires pacifiés étaient plus étendus :

Krim Belkacem

Azazga, Port Gueydon, et même Michelet. Il y avait plus de 1.000 combattants de l'ALN puissamment armés par les services secrets français qui pensaient avoir équipé une force anti-FLN.

Les soldats de cette force K prirent même directement contact avec des soldats de l'armée régulière, les chasseurs de la 25e division alpine qu'ils arrivaient à mettre en confiance. Ils tendirent même des embuscades meurtrières à des soldats qui se croyaient être reçus par des troupes amies.

Le congrès de la Soummam demandera à la Wilaya III de mettre fin à cette opération dont l'armée française commençait à se méfier et de jeter toutes ses forces dans la bataille. Zaïdat supprima l'agent de la DST, Hachiche, et rejoignit le maquis. Pour tenter d'étouffer cette affaire, les généraux français lancèrent les gros moyens dans la région d'Azazga pour éliminer la force K. Ils mobilisèrent plus de 15.000 hommes avec des moyens lourds tels que canons et blindés, appuyés par l'aviation de combat. Les hommes de la force K arrivèrent à passer à la faveur de la nuit à travers l'imposant dispositif. L'ALN fut enrichie d'un millier d'armes toutes neuves gracieusement fournies par les stratèges éclairés des services secrets français.

Boualem Touarigt

Mokhtar Badji, membre des 22 historiques (1919-1954)

LE RÉVOLUTIONNAIRE DE LA PREMIÈRE HEURE

Par Abderrachid Mefti

Mokhtar Badji est né le 17 avril 1919 à Annaba au sein d'une famille instruite, dont le père était fonctionnaire au tribunal de Souk-Ahras.

Après des études primaires et secondaires, qu'il est contraint de quitter à l'âge de 17 ans sous la pression des brimades et du racisme qu'il subissait de la part de ses enseignants, il décide d'intégrer les rangs des Scouts musulmans algériens (SMA), une organisation au sein de laquelle il apprend les rudiments du militantisme. En 1940, alors âgé de 21 ans, il crée à Souk-Ahras une cellule de jeunes militants du Parti du peuple algérien (PPA), ce qui lui permet de s'aguerrir en matière de militantisme politique.

En 1944, l'armée française lui envoie un ordre d'appel pour intégrer ses rangs, mais il utilise un subterfuge pour être dispensé d'incorporation : il décide de jeûner durant plusieurs jours pour maigrir et obtenir une dispense pour mauvaise constitution physique. Ce qui porte effectivement ses fruits. C'est alors qu'il rejoint les Amis du Manifeste et de la liberté (AML), puis, en 1946, les rangs du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD).

En 1947, il est responsable de la cellule de l'Organisation spéciale (OS) à Souk-Ahras et c'est au début du mois d'avril 1950 que les servi ces de police français découvrent cette cellule dans le cadre de l'action menée par les appareils de répression coloniale contre les membres de l'OS après la découverte de celle-ci. Ils procèdent à l'interpellation de Mokhtar Badji et le soumettent à d'horribles tortures afin de lui extirper des informations concernant ses activités.

Après son procès, il sera condamné à trois années de détention qu'il purgera dans les prisons de Chlef et Blida. C'est dans cette dernière qu'il fera la connaissance d'Ahmed Ben Bella et Ahmed Mahsas, dirigeants de l'OS. Après sa libération en 1953, il participe, en mars 1954, à la création du Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA) et assiste à la réunion des 22, tenue à Alger, au cours de laquelle il sera procédé à la préparation du déclenchement de la révolution. Il sera nommé commandant du secteur de Souk-Ahras chargé de superviser l'entraînement des combattants et leur ravitaillement en armes et munitions.

Dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954, il dirige des opérations contre des intérêts français, notamment la mine de Nadhor ainsi que celle d'un train de marchandises. Il sera repéré et encerclé avec son groupe par l'armée française, près de M'Djez Sfa, dans la wilaya de Guelma, le 18 novembre 1954. En compagnie de ses sept compagnons, dont une jeune moudjahida, Chaïb Dzaïr, âgée seulement de 17 ans, la première femme martyre de la Révolution, ils se préparaient à rencontrer un groupe de combattants de l'ALN de la région d'Annaba pour une réunion d'évaluation des premiers attentats ayant suivi le déclenchement de la Révolution dans cette région.

Un accrochage acharné opposera les deux camps durant plus de sept heures. Badji Mokhtar et ses compagnons tomberont au champ d'honneur en héros, les armes à la main. Il s'agit de Mohammed Trabelsi, Antar Messaoud, Mohammed «l'Indochine» et la fille de Dali, le propriétaire de la ferme. «Badji Mokhtar s'est sacrifié pour la cause nationale quelques jours seulement après le déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954», ont témoigné ses compagnons de lutte, soulignant que « sa disparition, aux côtés de la chahida Chaïb Dzaïr, avait donné un nouveau souffle à la Révolution ».

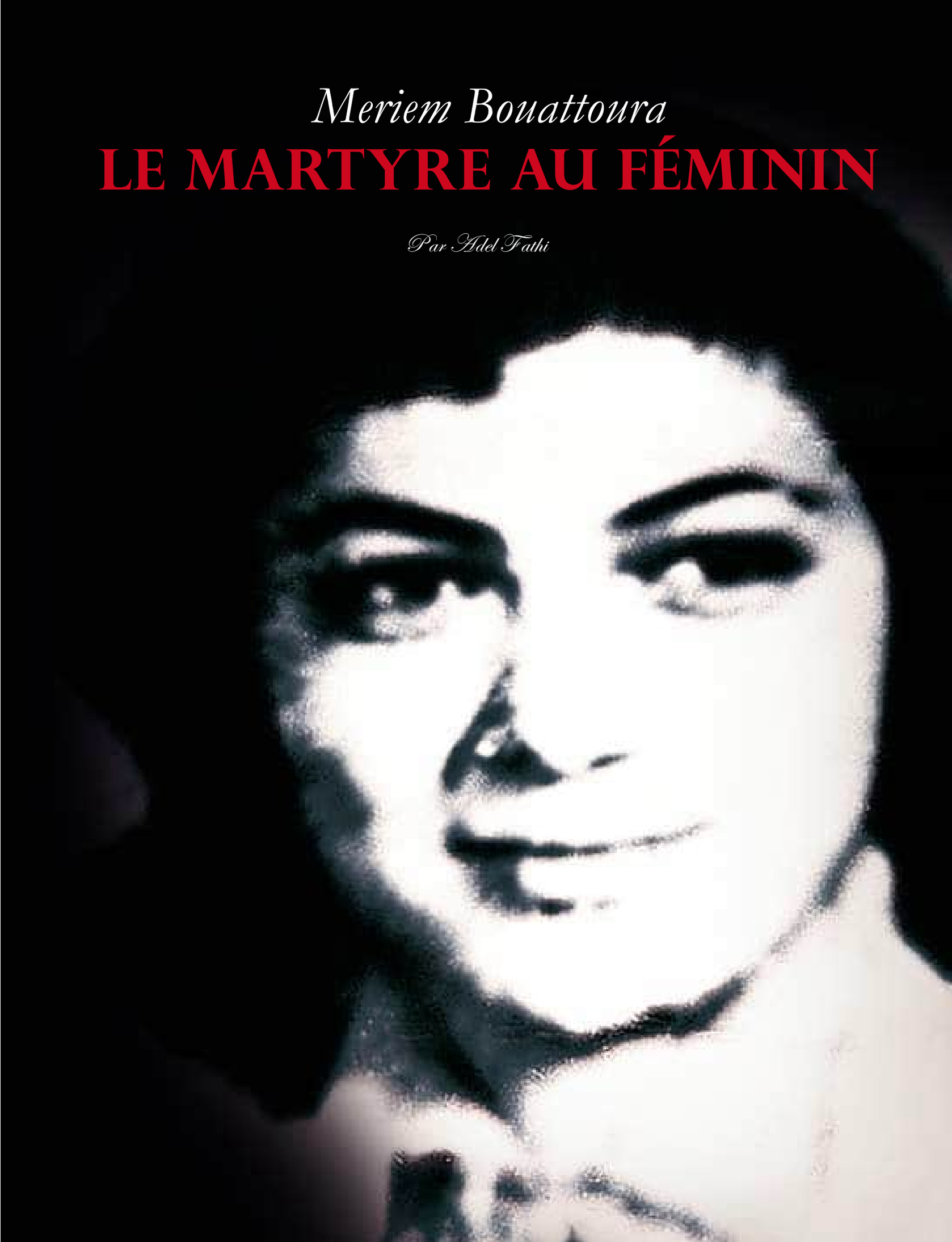
Abderrachid Mefti

Les 22 historiques

Meriem Bouattoura

LE MARTYRE AU FÉMININ

Par Adel Fathi



Symbole de la femme algérienne combattante, Meriem Bouattoura, cette héroïne chaouie tombée à la fleur de l'âge, n'a peut-être pas eu les hommages qu'elle mérite, et son histoire, fabuleuse et quasi mythique, doit être portée au plus large public : son combat, son sacrifice et sa symbolique sont vraiment dignes d'une icône.

Née le 17 janvier 1938, à N'Gaous, dans l'actuelle wilaya de Batna, bastion de la résistance contre le colonialisme, Meriem Bouattoura, surnommée Yasmina, a choisi de rejoindre le maquis à l'âge de 18 ans, alors qu'elle poursuivait encore ses études au lycée, et avait tout, chez elle, pour mener une vie tranquille et prospère. Son père était un riche commerçant de la ville.

Admise avec d'autres – dont Massika Benziza, Aïcha Guenifi et Yamina Cherrad – dans les structures sanitaires de la Wilaya II (Nord-Constantinois), elle est pendant quatre ans assistante sociale (mourchida), puis infirmière à la clinique Khneg-Mayou, où elle travaille à Sétif, avec notamment le Dr Lamine Khene, avant de réintégrer, à sa demande, les fidaïs de Constantine, à partir de 1960, où elle prend part à de nombreuses opérations commando et attentats, qui révèlent chez elle un esprit de sacrifice insoupçonné et des qualités de combattante intrépide. Elle active notamment dans le groupe de Rouag et celui de Bourghoud. « Meriem ne cachait pas son désir de participer directement à l'action, » témoigne la moudjahida Khadra Belhami Mekkidèche.

La dernière opération qu'elle accomplit aux côtés de son camarade Slimane Daoudi dit Boualem Hamlaoui, pour faire exécuter un traître par deux autres fidayine, échoue. Dénoncée, elle est découverte avec Daoudi dans une maison à Constantine. Encerclée par l'armée française, la bâtisse est dynamitée. Les détails de ce récit rappellent le plasticage par les parachutistes du sinistre général Bigeard, le 8 octobre 1957, de la cache où s'étaient réfugiés Hassiba Benbouali, Ali la Pointe et P'tit Omar. C'était durant la bataille d'Alger.

Mais la mort de Meriem Bouattoura demeure une énigme, tant pour les historiens qui ont eu à parcourir sa fulgurante épopée révolutionnaire, que pour ses frères d'armes qui ont témoigné sur cet épisode. Fatima-Zohra Boudjeriou indique qu'elle fut transportée à l'hôpital de Constantine vivante, mais que quelqu'un l'aurait achevée par une injection. Et avant de mourir, elle aurait crié : « Vive l'Algérie libre et indépendante ! À bas le colonialisme ! » D'autres affirment qu'elle aurait été tuée avec son compagnon d'armes Slimane Daoudi dit Hamlaoui et d'autres encore qu'elle fut déchiquetée par l'obus de char sur place, le 8 juin 1960.

Un compagnon d'armes, Bachir Bourghoud, assure : « Il était environ cinq heures du matin quand Hamlaoui est venu me réveiller et m'avertir que l'armée nous encerclait. Je suis allé réveiller Meriem, il faisait encore sombre. De nos fenêtres, on voyait le déploiement des soldats. J'ai demandé à Hamlaoui, qui avait une meilleure connaissance des lieux, s'il y avait une issue possible pour sortir, il m'avait répondu que non. Il ne nous restait plus qu'à résister. »

L'assaut est terrible, Meriem et un autre fidai, Mohamed Kechoud, disposent de grenades et de pistolets automatiques. Hamlaoui et Bourghoud de mitraillettes. Deux tentatives de sortie échouent. Meriem est chargée de brûler tous les papiers et biens personnels du groupe. « Les soldats ont lancé trois bombes lacrymogènes, raconte Bachir Bourghoud, Meriem nous avait donné des chiffons mouillés pour nous protéger. Puis, ils ont balancé les obus. La première à avoir été touchée par les éclats fut Meriem. Quand j'ai entendu son cri, je me suis dirigé vers elle, elle avait la jambe sectionnée et perdait beaucoup de sang. Je lui ai fait un garrot de fortune avec mon chiffon, elle m'a demandé de l'achever. Hamlaoui fut touché à la poitrine. Moi, j'avais reçu des éclats dans la tête avant de perdre conscience. Au réveil, nous étions à la cité Ameziane. J'entendais Hamlaoui, il était encore en vie. Meriem était étendue, elle était morte ».

Non, pas encore ! Fatima-Zohra Boudjeriou affirme : « En dépit de son état grave, les détenus qui étaient alors à la cité Ameziane l'ont entendue crier : « Vive l'Algérie libre et indépendante ! À bas le colonialisme ! » On lui avait fait une piqûre pour l'achever ».

À sa mort, Meriem Bouattoura avait 22 ans. La maternité (EHS) de Batna, un lycée à Alger (anciennement lycée Félix-Gautier), un institut à Constantine et un collège à N'Gaous portent son nom. Il faudrait surtout publier des ouvrages, retranscrire tous ces témoignages précieux sur sa vie de moudjahida et penser, pourquoi pas, à faire un film sur son histoire.

Adel Fathi

Mamia Aïssa-Chentouf

L'engagement d'une vie

Plus connue sous le nom de son époux, Chentouf, Mamia, qui incarnait par sa légendaire modestie l'humilité des grands, est née à Bensekrane non loin de Tlemcen, un 15 novembre 1922. Elle s'éteindra un certain jour d'octobre 2012, pour aller rejoindre Abderrazak, son compagnon de toujours dont la compréhension et le soutien ont été sans faille dans les différentes étapes qu'elle a vécues tout au long de la maturation du mouvement national, puis de la lutte pour l'indépendance et, après l'indépendance, de l'action pour les droits et la promotion de la femme.

Mais c'est d'abord et avant tout grâce à la volonté tenace d'un père, adepte très tôt de cheikh Ibn Badis et du réformisme des oulémas qui prônaient la scolarisation des filles, qu'elle a pu aller à l'école, obtenir un certificat d'études primaires à Takhmaret, poursuivre ses études secondaires à Mascara et rejoindre l'université d'Alger en 1943.

Par Leila Boukli

Mamia Chentouf saluant le Président Jamal Abdenasser au Caire, en janvier 1961. A sa droite, Mme Tewfik el Madani, Safia Zouiten de Tunisie et à sa gauche la déléguée libyenne

Novembre 1958, réception à l'ambassade de Chine au Caire. Assis au centre le président du GPRA, Ferhat Abbas, à sa droite Zohra Khider, Baya Francis, Djamila Ait Ahmed, à sa gauche l'ambassadrice de Chine, Mamia Chentouf, Zoubida Bentobbal. Accroupis derrière Ferhat Abbas, Ali Kafi. Debout au premier plan à partir de la gauche, Krim Belkacem, Bentobbal, Chentouf Abderrezak, Mohamed Talbi, Ahmed Francis, Belhocine Mabrouk. Accrroupi à l'extrême droite Laroussi.

Mamia grandit dans une atmosphère nationaliste, entourée par l'affection d'un père entièrement engagé, après la mort du cheikh, dans le Parti du peuple algérien (PPA) de Messali Hadj dont le but était l'indépendance nationale. C'est donc, tout naturellement, qu'en 1943 alors qu'elle rejoint Alger pour des études de sage-femme qu'elle sympathise avec la première cellule clandestine du PPA à l'université, dont Chawki Mostéfaï était le responsable. Par la suite, à la création officielle des Amis du Manifeste et de la Liberté (AML), en 1944, elle s'inscrit aux premières cellules universitaires de ce mouvement qui rassemblait Ferhat Abbas, le PPA et l'Association des oulémas. Puis vint le 1er Mai 1945 et la manifestation pacifique organisée par le PPA à laquelle elle participa avec un groupe d'étudiants. La manifestation fut sauvagement réprimée, faisant trois morts et un grand nombre de blessés. Ce fut le choc qui provoqua son engagement définitif sous la bannière du PPA. Le lendemain, elle fit partie des groupes d'étudiants chargés de soigner les blessés cachés dans les différents quartiers d'Alger. Son groupe fut orienté vers la Casbah, que Mamia découvre pour la première fois. Ce fut le coup de foudre.

Ses études terminées, c'est là qu'elle choisira de s'installer aux côtés de son amie de toujours Néfissa Hamoud-Laliam, autre femme-courage, professeur de gynécologie qui terminera sa carrière en tant que ministre de la Santé. Aussi bien sur le plan professionnel que sur le plan de leur engagement politique, elles feront toutes deux équipe avec l'infirmière Baya Larab, authentique fille de la Casbah. Elles militent aussi dans l'Association des étudiants musulmans d'Afrique du Nord (AEMAN) dont Mamia assumera la fonction de vice-présidente en 1946-1947.C'est à cette époque qu'elle fait la connaissance de son futur époux, qui, lui, est président de cette association estudiantine. C'est également durant cette période que des rencontres ont lieu avec d'autres courants acquis à la cause. Chaulet, Fanon, Roche, Colona, Mandouze, entre autres… Pour la première fois, des filles feront partie des comités directeurs.

L'Association des femmes musulmanes algériennes (AFMA), dont le but réel était de les préparer à participer au mouvement de libération nationale, est créée. Ce sera la première association regroupant uniquement des Algériennes provenant de l'université et d'enseignantes en arabe dans les medersas libres du PPA ou celles créées par l'Association des oulémas. Mamia en sera la présidente, Néfissa secrétaire générale et Fatima Zekka-Benosmane, secrétaire générale adjointe (Fatima était une enfant de Belcourt, qui très jeune travaillait déjà avec les membres du CCE, qui comprenait notamment Ramdane Abane,

Octobre 1959, à Pékin: assise au centre, la ministre de la Santé chinoise: Mme Li Techuau, à sa droite, Mamia Chentouf

Benyoucef Benkhedda, Larbi Ben M'hidi, Amar Ouamrane, Saad Dahlab… Arrêtée, début mars 1957, elle sera torturée, acheminée dans différentes prisons tant sur le sol algérien qu'en France et libérée en début 1960).

L'association avait pour siège officiel le domicile de Mamia où elle avait aussi installé son cabinet. Ce qui lui vaudra de nombreuses perquisitions de nuit, suivies au petit matin de conduite au commissariat du port où on la gardait près de huit heures d'affiliée, pour ne la libérer qu'après signature d'un PV. La scène se reproduira d'innombrables fois, surtout après le 1er Novembre 1954.

L'AFMA est dissoute en même temps que le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), parti officiel du PPA clandestin. A partir de là, Mamia Aïssa-Chentouf est étroitement surveillée jusqu'à sa première expulsion, en novembre 1955, en vertu de la loi sur l'état d'urgence, votée par l'Assemblée nationale. Avec la dissolution de cette dernière, la loi devient caduque et Mamia peut revenir à Alger en janvier 1956. Elle y retrouve Néfissa Hamoud entièrement engagée dans le FLN. Elle avait déjà fait un séjour au maquis où on lui confia la charge d'assurer à Alger une formation médicale à tous ceux qui montaient au front.

Mamia rejoint une cellule de liaison et d'hébergement chargée plus spécialement de Benkhedda et de Abane. C'est au domicile de

Tunis, délégation de femmes chinoises reçues par le président du GPRA- Ferhat Abbas. Debout de g. à dr.: Leila Hadj Hamar, Malika Kheira, Manouba Khaled, Mamia Chentouf. A droite de Ferhat Abbas, 3 déléguées chinoises et à sa gauche Mme Abbas et des membres de sa famille

Défilé populaire à Paris, le 14 juillet 1950 (Nation-Bastille). Un grand nombre d'Algériens à leur tête des responsables du PPA-MTLD. De g. à dr.: Abderrezak Chentouf, Chaouki Mostefai, Mamia Chentouf, Mohamed Khider, Kheira Mostefai, un militant de la cause nationale, Akli Benoune, Belkacem Redjel. Photo prise au niveau de la rue de Faubourg Saint Antoine

Néfissa qu'elle connaîtra Abane qui lui demandera de préparer un rapport sur les différentes possibilités d'utilisation des femmes dans la lutte, particulièrement en milieu urbain. Il fallait aussi trouver des lieux extrêmement sûrs, pour ces responsables recherchés par toutes les polices d'Alger. Des militants sont arrêtés, Néfissa est dans l'obligation de rentrer en clandestinité, elle quitte précipitamment sa maison pour le front, mais y laisse les traces de son activité : manuels et matériels de formation médicale, quelques armes, des uniformes, le premier essai d'enregistrement de Kassamen… Avec Abderrazak, son époux, Mamia se charge de tout emporter avant l'arrivée de la police. Mais dans la nuit du 23 au 24 mai, quelques jours après la grève des étudiants musulmans, l'armée déclenche les premières grandes vagues d'arrestation, elle fera partie du lot tout comme Fatima Zekkal-Benosmane et bien d'autres. On leur signifiera un ordre d'expulsion à toutes deux. Mamia regagne Tunis en passant par la Fédération de France. Recherché, Abderrazak la rejoindra un mois plus tard. Leur action continue sous une autre forme, toute dirigée vers le renforcement du FLN et de l'ALN et, à partir de 1958, du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). Militante émérite, elle activera au premier Croissant-Rouge algérien (CRA), présidé par Me Omar Boukli Ahcène, avec notamment les docteurs Tedjini Haddam, Makaci, Oucharef. Puis très vite, dès l'installation à Tunis de la Commission de coordination et d'exécution (CCE) du FLN, issue du Congrès de la Soummam, elle est amenée, seule ou avec d'autres militantes, à faire entendre la voix de l'Algérie dans les rencontres féminines internationales et cela dans le cadre de la puissante Fédération démocratique internationale des femmes (FDIF) du Mouvement afro-asiatique ou africain.

Tout cet immense travail fait à l'intérieur, comme à l'extérieur, par les hommes et les femmes d'Algérie, les énormes sacrifices consentis par notre peuple et sa farouche résistance à l'une des plus puissantes armées de l'époque aboutissent aux accords d'Evian et au cessez-le-feu du 19 mars 1962, suivis du référendum du 3 juillet. C'était la fin d'une longue et douloureuse guerre.

Après l'indépendance, Mamia Aïssa-Chentouf entreprend des études de sciences politiques et, en 1965, elle fera partie de la première promotion de l'indépendance.

En 1966, le Président Boumediene fait appel à ces femmes-courages pour organiser l'Union nationale des femmes algériennes (UNFA) et défendre les droits de la femme.

Enquête sur les bidonvilles de la cité Mohieddine - Alger 1950. Mamia Chentouf et Salima Belhaffaf

Hanoï, 2 septembre 1959- visite au Président Hô Chi Minh, Mamia Chentouf assise à gauche, Leila Hadj Hamou debout à gauche, Menouba Khaled Khodja debout à droite (avec les membres de la délégation tunisienne)

De 1966 à 1970, elle assumera la charge de secrétaire générale, période jonchée de rudes batailles, pour l'application du planning familial et du code de la famille. Déjà à l'époque, la fin de toute discrimination à l'égard des femmes était demandée de même que l'application du principe d'égalité contenu dans la Constitution. Ce fut une véritable guerre d'usure. Le premier secrétariat national de l'UNFA démissionne, lors du 2e Congrès de 1969, non sans avoir obtenu quelques succès ; puis en 1970, Mamia reprend du service en étant membre du premier Conseil national économique et social (CNES).

Aujourd'hui, grâce aux luttes menées depuis plus d'un demi-siècle par des hommes et des femmes, de la trempe de Mamia Aïssa-Chentouf, les femmes sont présentes dans tous les secteurs d'activité du pays et même dans les plus hautes institutions, mais la lutte pour la concrétisation de l'égalité en droits des hommes et des femmes doit se concrétiser et concerner dirigeants, institutions et société civile. Les femmes cadres devraient en être un moteur important, soulignait Mamia, lors de la présentation d'un de ses rares témoignages sur le « militantisme féminin ». A cette même occasion, elle émit le vœu qu'un jour les femmes puissent prendre conscience de la force qu'elles représentent et œuvrer à créer un véritable lobby qui pèserait sur toutes les décisions les concernant.

Jusqu'à son dernier souffle, cette fille et femme de militants nationalistes a su garder intact en elle l'amour pour son pays, pour sa famille et ses concitoyens. Le souvenir des liens et l'atmosphère de fraternité de don de soi dans laquelle elle a vécu les différentes étapes de la voie qu'elle a choisie se sont fait sentir le jour où elle a été emportée par une maladie contre laquelle elle a lutté dignement.

La foule nombreuse qui a afflué, dans son havre de paix, sur les hauteurs du quartier de Bouzaréah où elle s'était retirée en témoigne.

Leila Boukli

Abderrahmane Laghouati dit Laroussi

UN MALGACHE FÉRU D'ÉLECTRONIQUE

Laghouati dit Laroussi

Né le 18 mars 1926 à Alger, Abderrahmane Laghouati dit Laroussi est issu d'une famille de nationalistes, originaire de Médéa. Peu de personnes connaissent son parcours de militant, son nom restant intimement lié à la RTA, lorsqu'elle regroupait trois entreprises importantes que sont : la Radio, la Télévision et la Télédiffusion, qu' il a dirigées de main de maître, pendant de longues années.

Par Leila Boukli

Laghouati dit Laroussi 2e à partir de la droite

Après des études primaires à l'école de la rue Diwan, il intègre jusqu'au brevet le lycée Guillemin, actuel Okba. C'est un féru d'électronique, qui commence très jeune à travailler dans un magasin de radiotélévision du quartier mythique de Bab El Oued. Pour parfaire sa formation, il s'inscrit à une école par correspondance à Paris donnant des cours de radioélectricité. C'est ainsi qu'il obtient au bout de trois ans un diplôme de technicien supérieur radio. Ce qui lui permet d'être recruté dans une usine de montage, appartenant à la société SFRA puis à l'ORTF, en tant que technicien.

Il est arrêté plusieurs fois par la police coloniale. Il est vrai qu'il a commencé à militer à l'âge de 17 ans au PPA et qu'il faisait partie à l'époque de la sécurité de Messali Hadj.

Il poursuivra son action au sein de la RTA, mais son réseau est grillé, ce qui contraint ses responsables à l'évacuer vers Tunis en 1956, pour de là rejoindre la Wilaya IV avec les compagnies d'acheminement à la frontière Est par l'intérieur. On raconte que, la veille de son départ, il enregistre de nuit à la rue Hoche, une annexe de la Radio, l'hymne national Kassaman, va à la régie finale, remplace la Marseillaise par Kassaman, qui passe sur les ondes le lendemain. On imagine aisément la surprise et l'émoi que cet acte provoque.

Laroussi, qui a travaillé avec Benkhedda et Abane Ramdane, bricole en 1956 un appareil d'émission et fait une tentative d'écoute ennemie. Il est remarqué par le colonel Amara Boughelès, qui décide de le garder au PC, avec pour mission de créer un centre de transmissions à l'Est. Abderrahmane, dit Laroussi, commence donc à rassembler des opérateurs stagiaires, récupérés pour certains de l'ALN, d'autres sont des déserteurs de l'armée française, parachutistes de leur état, venus du Canal de Suez ou du corps de marine.

Youcef Zerkane, Seghir, Brahim Azzouz, Sghirou, Hakkam, Mustafa Ayata, Bob le marin seront ainsi le noyau de la première promotion de l'Est, formés à l'écoute dans un réfectoire transformé en salle de cours. Azzouz, avait lui, dans le jardin, son matériel de météorologie et faisait ses bulletins.

Laroussi aura ainsi formé trois équipes de six éléments, soit un opérateur et un adjoint chiffreur, pour chacune des trois stations. Il bricole un second appareil qui lui permet d'entrer en liaison depuis la base avec les trois stations.

Il caressait l'espoir, avec Zerkane de former des chiffreurs bilingue arabe/français, certains stagiaires arabophones ayant des difficultés à s'adapter au français. A noter que dans les transmissions, les réfractaires au son deviennent généralement des chiffreurs.

C'est alors qu'il demande un budget et commence à s'organiser dans de nouveaux locaux. En 1957, il reçoit trois éléments en transit devant rejoindre les Wilayas I, II, III, qui apprennent ainsi qu'il y avait des transmissions à l'Est. Pour leur part, ceux de l'Est tombent des nues en

Abderrahmane Laghouati dit Laroussi à Pékin, 2e à partir de la droite

voyant les éléments de la 2e promotion formés à l'Ouest, formation très avancée qui en comptait déjà quatre.

C'est alors que Si Mabrouk ayant appris l'existence de ce centre décide de leur unification et envoie Mahfoud, autre pionnier des transmissions, établir la liaison Est-Ouest. Des réseaux dans les Wilayas I, II et III, sont créés. Laroussi quitte le PC de la base de l'Est pour rejoindre les transmissions nationales de l'ALN où il est désigné par Mahfoud pour former des techniciens de transmissions. Les trois équipes formées à l'Est sont rappelées pour une remise à niveau. C'est comme cela que naît la 5e promotion.

A la création du GPRA en septembre 1958, Boussouf est nommé ministre des Liaisons générales et Communication. Trois grandes directions formeront ce ministère ; entre autres la Direction nationale des Transmissions, avec pour directeur, le commandant Omar à qui il est demandé de former un commandement national des transmissions, par note de service datée du 26 décembre 1958 et c'est là que Laroussi est nommé inspecteur des transmissions et donnera un autre souffle à la Voix de l'Algérie libre.

Messaoud dit Rachid Casa se procure de la base de Nouacer, près de Casa, un émetteur de 5 kilowatts. En 1958, Laghouati se joint à Sabri à Oujda, ils réussissent à faire émettre la radio en ondes moyennes (OM). La radio n'est alors plus mobile mais fixe. Il crée un studio, une console avec 4 entrées, une régie de diffusion.

Il fera partie de la délégation algérienne en mission en Chine, composée entre autres de Abdelhafid Boussouf, Krim Belkacem et du Dr Ahmed Francis. Mao et Shuan Laï leur donnent un émetteur de 500 kilowatts ondes courtes (OC). Ce qui permet de couvrir entre autres le Maghreb et le Moyen-Orient.

Il est décidé que Laghaouti, Sabri et Ouzegdouh reviennent en Chine pour une période de six mois, pour être formés sur cet appareil. C'était en 1960.

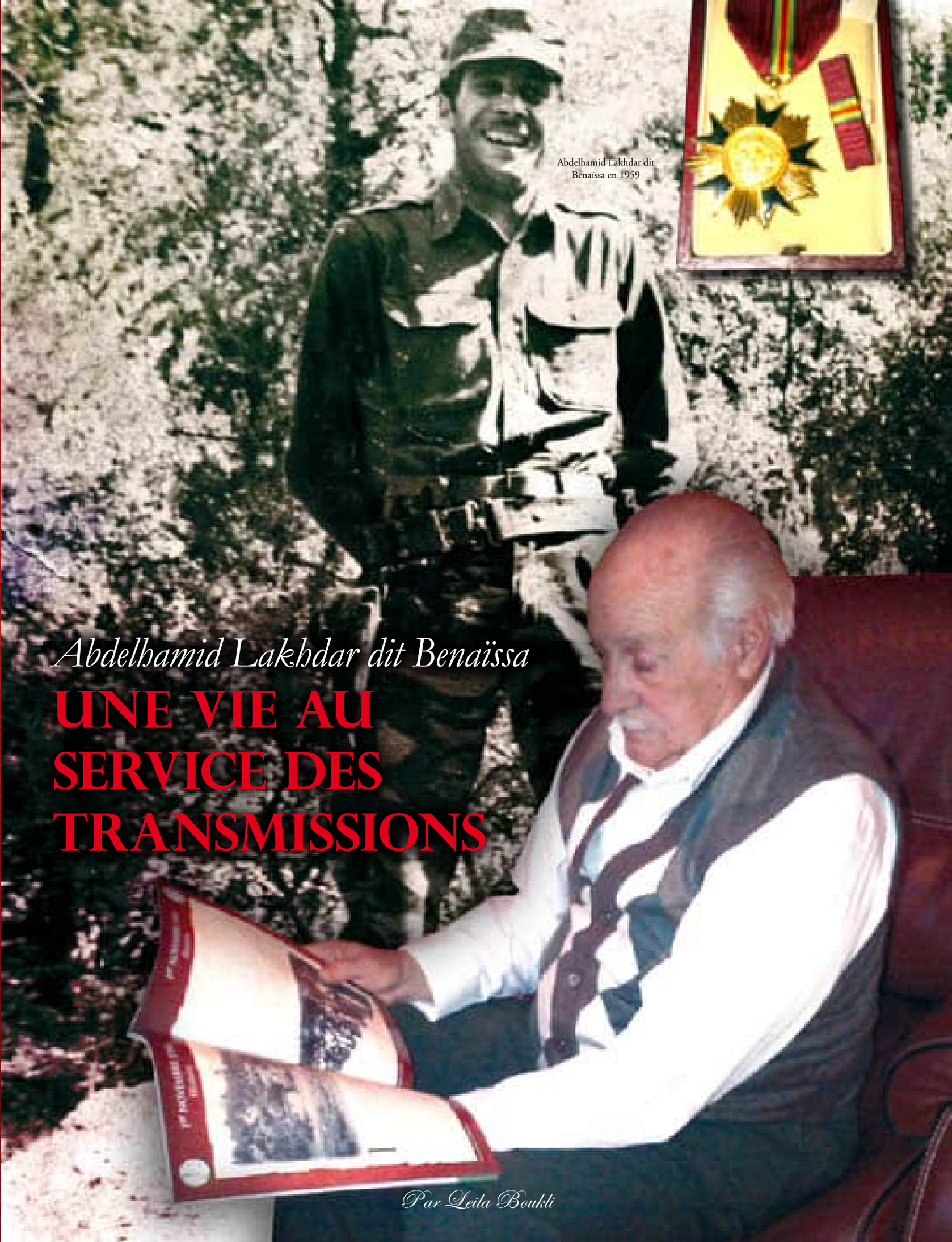
En 1962, Ben Bella est informé par Laghouati et ses compagnons que les Français continuaient à diffuser leurs programmes et qu'il y avait un groupe d'Algériens capables de prendre la relève, en l'occurrence l'équipe, programmes et technique, de la Radiodiffusion algérienne (RDA). Et, c'est ainsi que le 28 octobre au matin, les couleurs nationales sont hissées sur le fronton de l'édifice et que l'ouverture des programmes se fait par Kassaman. Dépités, les Français quittent les lieux et attendent la catastrophe, qui ne se produira pas.

Abderrahmane Laghouati dit Laroussi deviendra directeur technique de la RTA durant 10 ans, soit jusqu'en 1972, date où il rejoint l'ONCIC comme directeur général. Il a pour mission de redynamiser ce secteur. Il crée la Revue des deux écrans, aide à la production de grands films. A cette époque, le cinéma algérien connaît quelques heures de gloire.

Il est rappelé à la RTA, cette fois en tant que directeur général de 1977 jusqu'en mars 1983.On lui doit, entre autres, l'unification du réseau de diffusion nationale de la RTA, la réactivation des relations avec des unions telles que l'UER, l'URTI, l'ASBU et l'URTNA, qu'il présidera un temps. C'est l'époque où la RTA recevait des stagiaires africains, c'est aussi l'époque de la remise en l'état des émetteurs radio du Bénin et du Congo ; de la création avec les Yougoslaves d'un groupe d'experts dans le domaine, chargé de défendre les droits des pays non alignés.

Laghouati, même retraité, continuera à écouter les programmes et à piquer ses coups de gueule si mémorables. Il décède le 1er mai 2010 avec pour ultime souhait de partir vers sa dernière demeure de la RTA, sous le regard et l'adieu de ceux qu'il a contribué à former.

Leila Boukli



Abdelhamid Lakhdar dit Benaïssa en 1959

Abdelhamid Lakhdar dit Benaïssa

UNE VIE AU SERVICE DES TRANSMISSIONS

Par Leila Boukli

Abdelhamid Lakhdar dit Benaïssa

Acteur et pionnier des réseaux d'écoute de l'ALN, Abdelhamid Lakhdar dit Benaïssa, né à Ouled Mimoun, ex-Lamoricière, en 1932, est issu d'une famille de patriotes, contrainte d'émigrer au Maroc parce que recherché par l'armée française. Sur les neuf enfants que compte la famille Lakhdar, trois sont au front. Mustafa, l'aîné, milite au sein de l'organisation civile OC-FLN, Fethi, le plus jeune, rejoint le maquis en 1956 d'où il est envoyé en Egypte puis à Leningrad à l'Ecole militaire de marine. A l'indépendance, il sera l'officier responsable de la base de Mers-El-Kébir. Abdelhamid, lui, faisait partie des opérateurs susceptibles de faire de l'écoute. Le 7 janvier 1957, il est désigné pour le centre d'écoute de l'Ouest.

Son parcours

Engagé pour deux ans par l'armée française, on lui donne le choix de l'arme qu'il voulait servir, il choisit l'école des transmissions de Sour El-Ghozlane ex-Aumale. Après une année de formation, il est affecté à la 2e compagnie de l'Est sahraoui, à Ouargla. Pendant la formation, il obtient son 151-251 et CAT 1 et son diplôme avec 1200 à 1300 mots /minute. Et c'est alors qu'il atterrit dans un réseau de transmissions français qui s'occupait uniquement d'exploitation. « J'ai terminé comme chef de centre message à l'Etat-major du territoire des oasis ».

Libéré en avril 1955, il rejoint sa famille au Maroc où il sera contacté par l'ALN qui lui signifie que sa patrie à besoin de lui. Le 5 septembre 1956, il part pour le centre militaire de Khemisset et de là, accompagné du grand Driss Spen, un maquisard responsable médecin de Tanger, va à Oujda puis gagne les transmissions le 23 octobre 1956 à 21 heures, se souvient-il avec précision. A l'indépendance, il continuera à servir dans les transmissions, d'abord affecté en tant que responsable du centre de transmissions de Bel Abbès, puis adjoint régional à Oran.

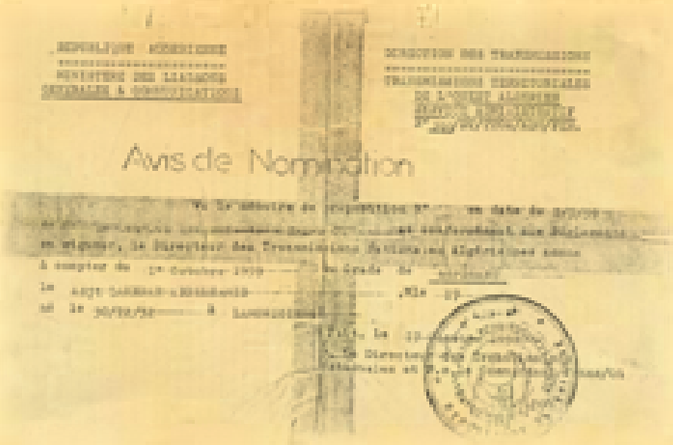
Devenu diplomate, il est muté à la Havane où il occupe le poste d'opérateur radio-chiffre jusqu'en 1964. Retour à Alger, à la centrale des Affaires étrangères puis au ministère de l'Intérieur. Il prend un congé de 6 mois qu'il met à profit pour monter le service télex de la SN Sempac. Il revient à l'Intérieur dans les années 1970 où il assume différentes missions. En 1978, il est nommé directeur des transmissions nationales jusqu'en 1980, année de sa retraite.

Abdelhamid Lakhdar dit Benaïssa sera entre-temps décoré de l'ordre national du Bénin par le Président Mathieu Kérékou puis par Denis Sessou N'Guessou au Congo Brazzaville, l'Algérie ayant pratiquement remis en l'état les émetteurs radio tant au Congo qu'au Bénin.

Ce pionnier de l'écoute, ancien officier des transmissions de l'ALN, a accepté de se déplacer de Bel Abbès ou il réside, à Alger dans un double souci de contribution et d'éclairage de cette extraordinaire aventure que fut la naissance des réseaux d'écoute de l'ALN.

Réseaux d'écoute de l'ALN

Bien qu'à ce jour personne ne se soit préoccupé des statistiques au niveau des centres d'écoute, relevant jusqu'à l'indépendance du MALG, nous pouvons avancer, avec une faible marge d'erreurs qu'entre janvier 1957 et le 19 mars 1962, 600.000 à 800.000 messages ont été captés, exploités et ont connu les suites qui s'imposaient. La machine fut lancée dans une organisation parfaitement rodée et surtout dans



un esprit de camaraderie et de convivialité qui avait pour première conséquence de doper les effectifs en présence.

Ce travail titanesque ne fut rendu possible que grâce au dévouement, à l'abnégation, à la cohésion et à l'engagement des acteurs, tous secteurs et niveaux confondus. Nombreux sont ceux qui ont connu le sacrifice suprême, pour la plupart à la fleur de l'âge. Ils sont et resteront vivants dans nos cœurs !

Genèse de la mise en place des services d'écoute

En décembre 1956, relate Benaïssa, alors que nous attendions à Oujda nos nouvelles affectations sur le front, nous sommes témoins de l'émoi que peut causer une annonce de l'ennemi, captée par pur hasard par l'un des nôtres, en l'occurrence Moumène venus avec Farid de l'intérieur réparer chez nous leurs postes radio. Alors qu'il commençait à se balader sur les fréquences, Moumène tombe sur celle de la gendarmerie de Tlemcen d'où il est originaire. Heureux hasard, si ce n'est qu'il capte un message où est annoncée l'arrestation de son propre père. Son cas est relaté au commandement qui comprend de suite qu'il a là une chance inespérée de perfectionner son organisation. C'est ainsi que la décision de créer un Centre d'écoute fut immédiatement prise.

Une fois, leurs radios réparées, les deux maquisards prennent le chemin du retour. Il était dit qu'ils n'y parviendraient pas : Moumène et Farid tombent en martyrs, à peine la frontière traversée.

Mise en place

La décision de lancer le centre d'écoute prise, notamment l'Ecoute des réseaux ennemis (ERE), restait à désigner les personnes qui se chargeraient de sa mise sur pied. Abdelhafid Boussouf, commandant de la Wilaya V, ordonne au commandant Omar de le monter. Sept membres sont ainsi nommés : Hakiki, Mohamed-Larbi, Azzouz, Miloud, Benaïssa, avec pour chef de centre Zidane, un déserteur allemand. Six postes radio Hammarlund et un Collins sont mis à leur disposition. Cela se passait le 7 janvier 1957. L'ensemble était logé dans une petite villa, avec une cellule de sécurité, formée de quatre moudjahidine, commandés par Si Tahar, et disposait d'une « famille nourricière », qui s'occupait de l'intendance. En mai 1957, Hakiki et Azzouz, appelés à d'autres fonctions, furent remplacés par Ali l'Allemani, autre légionnaire déserteur, et Houssine.

« Au cours du même mois, nous découvrons que le très actif consul général de France à Oujda envoyait des Bulletins de renseignements hebdomadaires (BRH) par motard à la sous-préfecture de Maghnia qui les transmettait par radio aux préfectures de Tlemcen et d'Oran ainsi qu'à la délégation générale du gouvernement d'Alger. »

Activités

L'écoute de tous les réseaux de l'armée française, gendarmerie, police et SAS, était nos cibles prioritaires. Elle prit une ampleur insoupçonnée au départ, obligeant impérieusement le commandant à étoffer le centre. Les locaux s'avérant exigus, une grande villa fut mise à la

A gauche, Benchaou Mohamed de Telagh et Benaïssa, 1er responsable de l'écoute

Benaïssa debout à droite avec ses compagnons d'armes

disposition des effectifs alors en place et de nouveaux renforts n'allaient pas tarder à affluer.

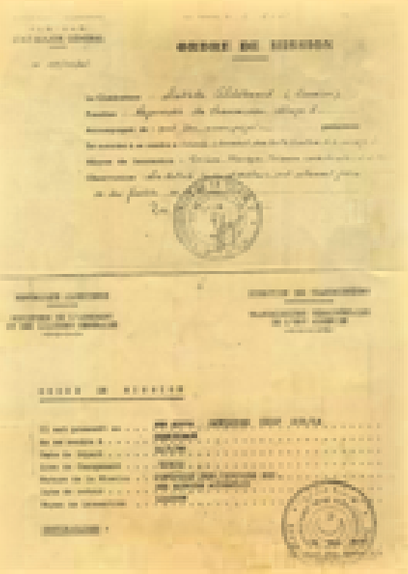
En juin 1957, commencent à arriver Bakir, Hamza, Lakhdar, Boucif, Farah, Khelil, Belhadj, Kaoukab. Le travail s'intensifie, calqué sur les horaires de l'armée française, il s'accomplit de manière rigoureusement continue. Quatre combattants sous l'autorité du lieutenant Bouchakour assurent notre sécurité, ce sera la famille de Si Mustapha, qui se chargera de l'intendance. Seuls trois responsables avaient accès à la villa à l'exclusion de tout autre gradé ou hiérarchiquement haut placé.

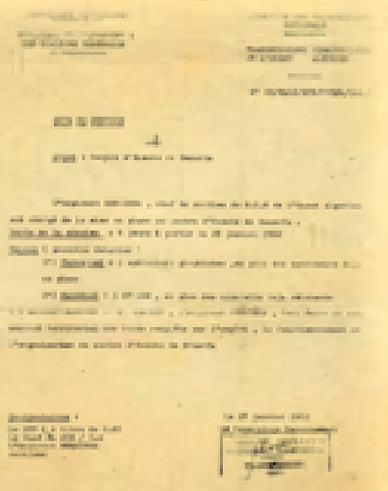
En juillet 1957, nous nous apercevons que l'armée française, du haut de son Etat-major jusqu'aux commandements opérationnels, utilisait des messages codés. Toutefois, vers les brigades opérationnelles et à cause du manque de chiffreurs, ces messages étaient retransmis en clair. C'est ce dernier mode de transmission qui nous permit de percer le système de chiffrage. Nous avions relevé que tous les messages étaient envoyés par groupe de cinq lettres. Le comparatif entre le message codé et le même en clair nous en donna l'explication. Chaque groupe binaire renvoyait à un mot. La première, appelée abscisse, et la seconde, ordonnée, donnaient une case qui contenait le mot. La cinquième lettre, facultative, n'avait sûrement pour but que de compliquer le décryptage. A partir de là, fut établie la fameuse carte « Charlie-Mike-Oscar » ou Carte Militaire Opérationnelle (CMO). Cette dernière nous permettait de toucher les gens de l'intérieur.

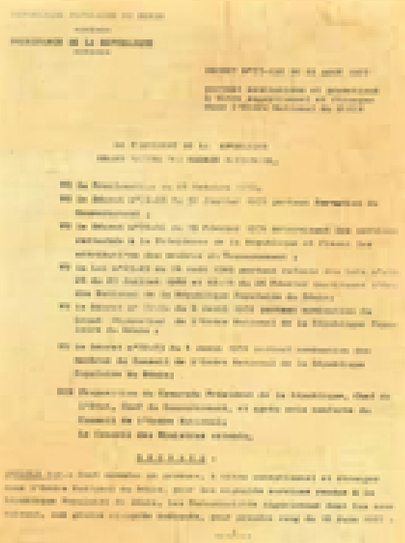
Ce fut le talentueux Bakir, qui mit au point tant cette fameuse CMO que la carte Slydex, utilisée pour le décryptage des messages rédigés sur des bases de quatre lettres, ainsi que la carte des fréquences militaires.

Il est clair que les messages captés concernant les opérations militaires avaient une importance capitale et étaient immédiatement exploités et répercutés sur les réseaux évoluant à l'intérieur du pays.

Nous découvrons, début 1958, les







réseaux civils, essentiellement ceux des préfectures rattachées au gouvernement général. Ils avaient la particularité de ne transmettre leurs messages qu'en clair à travers des Bulletins de renseignements quotidiens (BRQ) et des BRH – hebdomadaires.

Les réseaux transmettaient en clair, parce que les Français, restés convaincus que leur extraordinaire vitesse de transmission – 1.600 à 1.800 lettres par minute – les mettaient à l'abri de leurs ennemis. Ils ignoraient évidemment que deux de leurs anciens opérateurs ayant suffisamment travaillé dans leurs réseaux de sécurité avaient rejoint la résistance : c'étaient Mohamed et moi-même. La grande vitesse de transmission conjuguée au fait que les messages atteignaient, pour certains, 450 à 600 lignes dactylographiées directement, imposaient le concours d'une tierce personne. C'est ainsi que Ali l'Alemani fut tout simplement chargé de changer les feuilles des deux machines à écrire. Mais un jour, l'ingénieux Sabri, responsable technique, confectionna un système pour l'utilisation des rouleaux télétypes. Ce qui rendit notre travail moins contraignant et surtout plus efficace. Nous ne devions pas perdre une miette des messages ennemis.

" Arrêter un opérateur radio avec son équipement est plus important qu'une compagnie de l'Armée de libération nationale "

ANGRC9 de l'armée française récupéré lors d'une embuscade

Après la prise d'un des nôtres avec son appareil ANG RC-9, imperméable et blindé, les Français tombent des nues et envoient immédiatement l'information directement à Versailles. Comment des illettrés, qu'à leurs yeux nous étions censés être, pouvaient avoir un tel appareil et confectionner des codes pour chiffrer ? Ils ont essayé de recruter des taupes chez nous. Toujours est-il qu'à la fin, certains messages étaient indéchiffrables. On a tenté d'avoir la machine Enigma sans succès. Les Algériens n'ont pu l'avoir qu'après l'indépendance.

Nous dûmes une nouvelle fois déménager, fin 1958, vers une plus grande villa, celle de Melhaoui, où pas moins d une soixantaine d'opérateurs, frais émoulus d'une formation

accélérée, spécialisée dans l'écoute, arrivèrent pour nous prêter main-forte. La formation avait été dispensée par le commandement Abdelkrim Hassani dit Ghaouti

A noter que des Ecoles de télécommunications étaient implantées à l'ouest et à l'est du pays. Ceux qui accédaient étaient tous possesseur du niveau requis, universitaires où bacheliers, prélevés parmi les grévistes ayant répondu à l'appel du Front de libération nationale.

Lakhdar Abdelhamid dit Benaïssa s'arrête, et flash-back souriant, se souvient.

Un jour, se présentent à la villa des agents affiliés à l'Office marocain de distribution de l'électricité au motif que la consommation électrique était anormalement élevée. Ils souhaitaient examiner les équipements installés pour rechercher d'éventuelles erreurs de branchement. Avec sang-froid, le responsable de la « famille nourricière » leur dit : « Mes frères. Je ne peux vous laisser entrer. Nous avons regroupé dans cette villa toutes les veuves des martyrs tombés au champ d'honneur. » Les agents marocains compatissant se retirent.

Benaïssa reprend son témoignage.

A la fin 1958, fut créé le Service de contrôle radio de l'ouest algérien (SCROA) dirigé par l'officier Mohamed Benchaou. Ce service étant lui-même scindé en deux sections, l'une sous la coupe de l'officier Salah Ali dit Bakir, s'occupait de tous les réseaux militaires et de la cellule de décryptage et la seconde des écoutes civiles – préfectures et réseaux amis –, chapeautée par moi.

Cette écoute des réseaux amis n'avait en fait pour but que de les protéger du « gendarme des fréquences » – le FVX 22 –, installé à Ben Aknoun et qui intervenait chaque fois qu'un opérateur utilisait une fréquence ne faisant pas partie du bouquet octroyé par l'Union internationale des télécommunications (UIT) de Genève. Lorsqu'il était certain d'avoir repéré un poste de l'ALN, il maintenait le contact avec lui tout en informant les goniomètres dont le premier réflexe était de le positionner. A ce moment, les services d'exploitation du commandement militaires intervenaient auprès de l'opérateur pour lui signaler le grand danger qu'il courait.

Une partie du personnel travaillant à l'Ouest fut prélevée pour être acheminée vers la Tunisie où elle devait renforcer les centres d'écoute de l'Est. Parmi eux Lakhdar Hamza et Kaoukab. Salah Ali dit Bakir succéda, à l'Ouest, à Benchaou qui, lui, fut appelé à d'autres fonctions aux environs d'avril 1959. Une année après, soit en 1960, je suis nommé officier, chef du service contrôle radio /Est Algérie- SCR/EA, où il existait quatre centres d'écoute. Tunis, le Kef, zone opérationnelle Nord –Ghardimaou, dirigée par le commandant Bensalem, le quatrième se trouvant dans la zone Sud à Tadjerouine, mis à notre disposition par le commandant Salah Soufi.

L'Ouest comptait, lui, trois centres opérationnels : la villa Melhaoui à Oujda, les 2e et 3e étant situés respectivement à Bouarfa au sud et à Kebdani au nord. Ces centres faisaient partie de l'organigramme du Commandement territorial ouest algérien, qui avait pour responsable le commandant Ghaouti, secondé par six officiers chefs des services : contrôle radio, exploitation, technique, moyens de chiffrements amis, logistique et instruction. La même organisation existait à l'Est sous le commandement de Laroussi, de son vrai nom Abderrahmane Laghouati que secondait Abdelilah.

Fin 1961, Salah Bakir passe à l'Est, je le remplace à l'Ouest. Mise en place en 1960, avec quelques mouvements de personnes, cette organisation perdurera jusqu'à l'indépendance. Durant toute son existence, elle relèvera du ministère de l'Armement et des Liaisons générales (MALG).

Lakhdar Abdelhamid, dit Benaïssa termine ce témoignage par une rencontre faite en 1962. Elle peut aujourd'hui nous paraître anecdotique, mais elle illustre parfaitement tous ce qui précède.

« A travers les écoutes, nous sommes parvenus à connaître finement certains de nos ennemis, parce qu'ils terminaient les messages qu'ils envoyaient à leurs collègues par des considérations personnelles. Ainsi, lorsque nous fûmes transportés par camions militaires à Tlemcen, en août 1962, nous avons rejoint le siège de la préfecture à la tête de laquelle se trouvait le regretté Ahmed Medeghri.

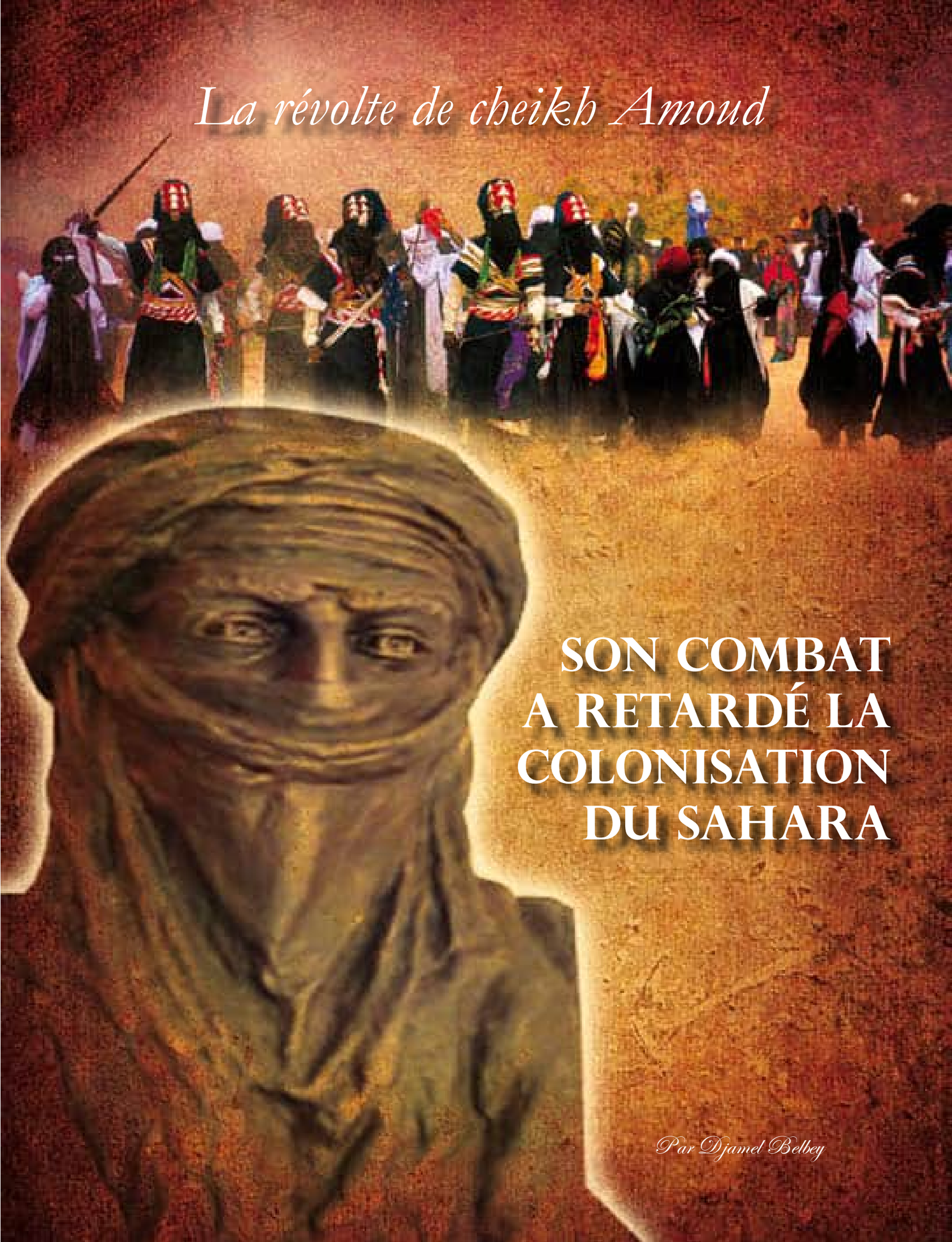
Quand il nous reçut, il nous confia la tâche de rejoindre le service des transmissions, toujours tenu par un Français pour faire, avec lui, un état de tout le matériel disponible. Une fois en face de lui, l'élément du puzzle qui nous manquait – son visage – venait compléter l'image que nous avions de lui depuis cinq années.

Il nous dit en substance : « La guerre est finie ; nous sommes disposés à ouvrir une ère de coopération et, en ce qui me concerne, je puis vous assurer de tout mon concours et de ma disponibilité ; qu'en pensez vous ? » Nous lui répondîmes : « Monsieur ! Votre code est TQR, vous êtes marié, père de deux filles, votre belle-mère vit avec vous, vous avez pour ami intime Soria René, de la sous-préfecture de Sidi Bel-Abbès, vous avez comme véhicule personnel une Austin Cooper et vous passez vos vacances à Sassel. » Il balbutia : « Depuis combien de temps savez-vous cela ? » « Depuis 1957 ».

Sans commentaires !

Leila Boukli

La révolte de cheikh Amoud



SON COMBAT A RETARDÉ LA COLONISATION DU SAHARA

Par Djamel Belbey

La résistance de cheikh Amoud, qui fait partie des résistances menées par le peuple algérien contre l'occupation de l'Algérie, a eu pour effet d'entraver l'expansion du colonialisme français dans le Sahara algérien, durant une période considérable.

Après avoir imposé leur mainmise sur tout le nord de l'Algérie, les autorités coloniales commencèrent à s'intéresser au Grand Sud en vue de l'occuper, de contrôler le commerce au Sahara ainsi que ses richesses, la dernière étape étant de relier l'Algérie aux autres colonies françaises en Afrique occidentale.

La première démarche entreprise par les Français pour atteindre ces objectifs a consisté à envoyer de prétendues missions d'exploration et de recherche scientifique. En vérité, celles-ci procédaient à l'inspection et à la connaissance des voies de circulation, des puits, du relief et des tribus pour préparer le terrain à l'invasion militaire. Ces tentatives de colonisation furent confrontées à un refus et à une résistance violente dans la région du Hoggar et du Tassili, qui a duré environ un demi-siècle menée par cheikh Amoud Ibn El Mokhtar, qui fit subir de nombreuses défaites à l'armée française dans la partie est du Sahara algérien. Parmi ses plus importantes batailles contre les Français, figurent celle de Bir El Ghrama dans le Hoggar à 300 km à l'ouest de Djanet, le 16 février 1881 au cours de laquelle l'officier Flatters fut tué, ainsi que la bataille de Djanet en 1909, auxquelles il faut ajouter d'autres batailles à Ain Salah, Tamanrasset et In-Imjen en 1916.

Ceci eut pour conséquence de retarder de vingt ans l'avancée de l'armée française au Sahara et de démontrer la volonté des tribus sahariennes de défendre leurs régions et de s'opposer à l'invasion étrangère. Les politiciens et les chefs militaires français furent ainsi amenés à réviser leur stratégie en concentrant leur domination sur les oasis et les villes situées sur la route commerciale avant de s'aventurer dans les profondeurs du Sahara. Mettant en application le nouveau plan, la France occupera en 1900 les villes de In-Salah et Aïn-Sefra.

Le 7 mai 1902, cheikh Amoud participera également à la bataille de Tit, près de Tamanrasset laquelle s'acheva par la signature par l'amenokal Moussa Ag-Amastan d'une trêve avec les Français le 21 janvier 1904, à In-Salah. Cet accord stipulait la reconnaissance par l'amenokal de l'occupation du Sahara par les Français et son engagement à ne pas les attaquer et à œuvrer sous leur autorité.

Cependant, cheikh Amoud refusa de reconnaître les points de cet accord et réaffirma sa volonté de poursuivre la lutte contre les Français. Il s'opposa donc à eux en 1908 lorsqu'ils tentèrent de s'emparer de Djanet, sa ville natale, les contraignant à reporter la prise de la ville. L'année suivante, ils recommencèrent leur tentative et réussirent grâce à leur supériorité numérique et militaire à entrer dans la ville et à la contrôler. La chute de Djanet amena le cheikh Amoud à se retirer de la région et à rejoindre la confrérie des Senoussia en Libye pour participer avec eux à leur lutte contre les Italiens.

Toutefois, cheikh Amoud reviendra de nouveau au Tassili en 1913 pour diriger la lutte contre l'armée française, commandée par le général Laperrine. Les autorités coloniales eurent recours à diverses méthodes pour tenter de réinstaurer la stabilité et la sécurité au Sahara. En vain. Elles commencèrent par proposer une trêve à cheikh Amoud, mais le leader de la résistance des tribus Touareg rejeta tout accord avec l'ennemi, préférant poursuivre le combat et la lutte, soutenu en cela par les populations de la région du Hoggar et Tassili.

Cheikh Amoud dirigea de nombreuses batailles contre les troupes françaises entre 1913 et 1923, c'est-à-dire au cours de la dernière étape de son combat en Algérie.

Parmi les batailles les plus célèbres, on citera celle de Djanet en 1918 ainsi que la bataille d'Issako en 1920. Mais l'avancée constante de l'armée française, équipée d'un armement des plus modernes, a contraint cheikh Amoud Ibn El Mokhtar à quitter la région pour retourner dans la région de Fezzan en Libye en 1923, et s'y installer aux côtés des moudjahidine libyens jusqu'à sa mort en 1928.

Djamel Belbey

Cheikh Amoud ibn El Mokhtar est membre de la tribu des Ib'manine qui s'était établie dans la région de Djanet, venant de Seguia el Hamra et Oued Ed'dahab. Dans cette ville algérienne du Sahara, il apprit le Coran et les bases de la langue arabe. Cheikh Amoud réussit à approfondir son savoir et ses connaissances au cours des voyages scientifiques qu'il accomplissait, notamment à Tamanrasset et Ain Salah. Cela focalisa autour de lui les tribus touareg qui se rassemblèrent autour de lui lorsqu'il les appela au djihad et à la résistance contre le colonialisme français dans la région du Hoggar. Au cours des batailles qu'il mena contre les Français, cheikh Amoud bénéficia d'un soutien important de la part de la confrérie des Senoussia qui lui fournissait des armes et combattait à ses côtés.

Résistance des Touareg

DU REFUS DU COLONIALISME À L'ÉCHEC DES MISSIONS FRANÇAISES

Par Djamel Belbey

Après l'occupation du Nord, le colonialisme français a mis près d'un siècle pour atteindre le Sud de l'Algérie. N'en déplaise au maréchal de Bourmont qui disait à son ministre de la Guerre que le pays des Barbaresques sera conquis en 15 jours, l'oasis de Djanet n'a été occupée que le 29 novembre 1911, à l'issue d'une bataille farouche que cheikh Amoud a livrée aux militaires français.

Les Touareg, fiers et rebelles, ont résisté à toutes les tentatives du colonisateur de s'implanter dans cette région sous la forme de missions militaires et d'expéditions successives. En effet, ils ont combattu ces missions qui, sous des prétextes scientifiques, avaient en réalité des visées expansionnistes dans le sud. Les études académiques qui ont abordé la résistance des Touareg dans la région du Hoggar ont démontré de façon indiscutable que l'essence de cette révolte était le refus du colonialisme. La deuxième cause fut la découverte par les populations touareg des véritables motivations cachées derrière les missions françaises qui, se sont succédé dans la région du Hoggar et du Tassili, et qui consistaient en réalité à mettre en place les voies susceptibles de faciliter l'occupation et la domination de la région par la France et d'encourager la christianisation de ses populations.

A l'instar de toutes celles qui l'ont précédée, la résistance des Touareg est passée par trois étapes historiques remarquables.

Les populations touareg ont estimé nécessaire de faire face à ces missions de reconnaissance et de prospection et de tout mettre en œuvre pour les faire échouer, car leur objectif consistait en réalité à préparer le terrain à l'occupation de la région. Tel fut effectivement le cas pour bon nombre de ces missions notamment la mission de Dornot Duperré et Joubert en 1874 dont les membres furent tués par les Touareg près de Aïn Azhar. Les missions religieuses subirent le même sort puisque les prêtres Bouchart, Minory et Boulimy furent tués près de In-Salah en 1876, outre l'échec de la mission Irwin Dubarry en 1877.

Cheikh Amoud fut l'un des résistants et héros des révoltes populaires durant cette période. En effet, lorsque l'intérêt des Français pour le Sud algérien se développa la résistance de cheikh Amoud se manifesta en tant que défi nationaliste lancé à la puissance coloniale. Les actions au cours de cette résistance consistèrent à liquider toutes les missions aussi bien religieuses que militaires. La mission la plus notoire fut celle qui était conduite par le colonel Flatters puisqu'elle entrait dans le cadre du mouvement d'expansion de l'occupation vers l'extrême sud.

La première grande bataille livrée par cheikh Amoud contre le colonialisme français s'est soldée par l'anéantissement de la mission militaire d'exploration commandée par le colonel Flatters à Oued Tin Trabin, le 16 février 1881.

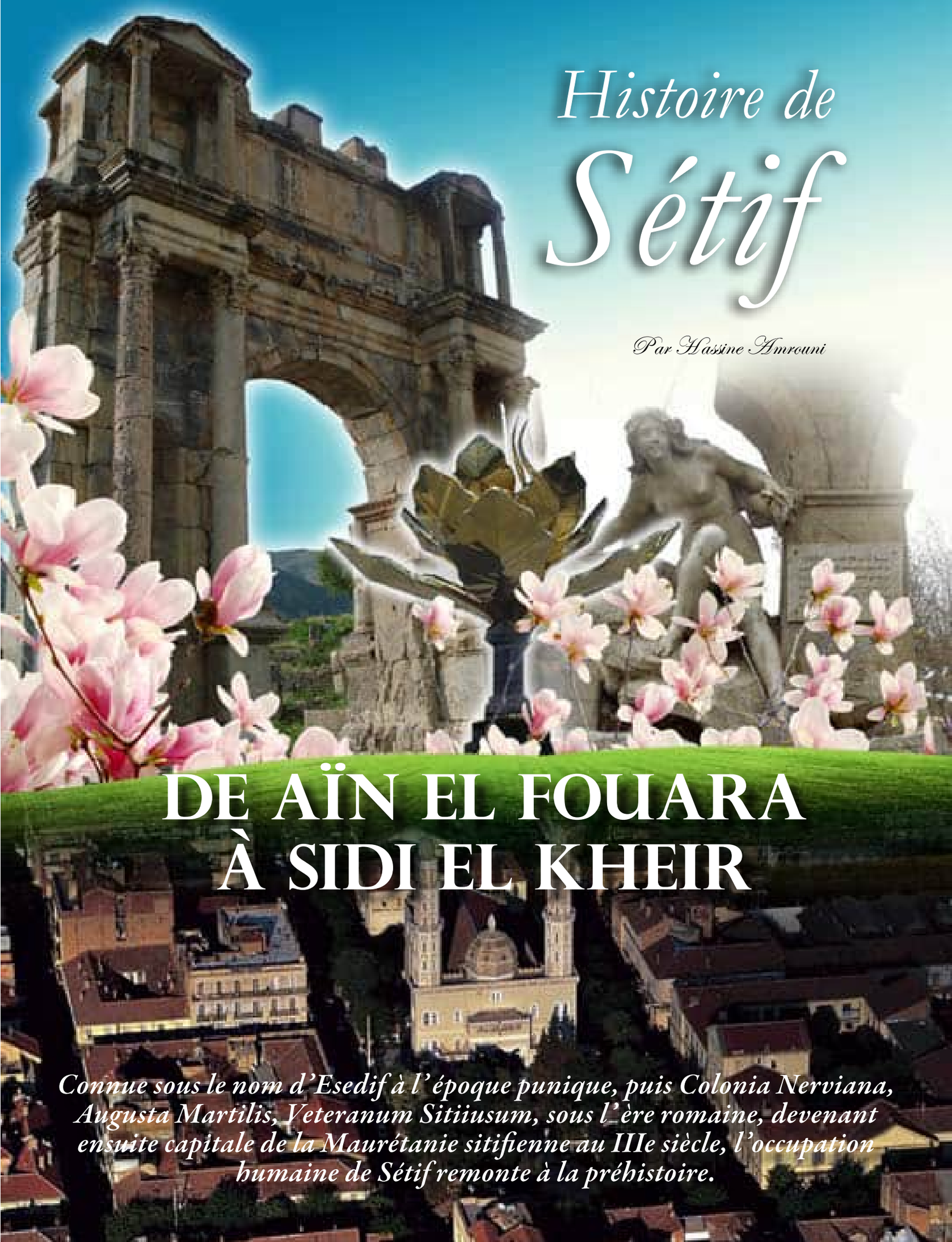
Ce fut le début d'une nouvelle étape dans la résistance des Touareg dont les répercussions sur la résistance populaire furent positives, assurant sa continuité et mettant d'autre part momentanément un terme aux ambitions du colonialisme d'occuper le Sahara. Ceci eut pour conséquence de retarder de vingt ans l'avancée de l'armée française au Sahara et de démontrer la volonté des tribus sahariennes de défendre leurs régions et de s'opposer à l'invasion étrangère. Cette situation poussa les autorités françaises à réfléchir à la mise en place d'un nouveau plan conforme à leur politique d'occupation du Sud et ce, en concentrant leur domination sur les oasis et les villes situées sur la route commerciale, et à travers la création de postes militaires avancés au cœur du Sahara afin de faciliter à l'avenir le travail des missions. C'est ce qui se produisit au cours des années 1893 et 1894. En appliquant le nouveau plan, la France occupera en 1900 les villes de In-Salah et Aïn-Sefra.

Au cours de cette période, les Touareg livrèrent plusieurs batailles héroïques sous le commandement de cheikh Amoud et cheikh Bakda notamment à Tinhert près de Tin Trabin (1881), qui a coïncidé avec la résistance du cheikh Bouamama dans le sud-ouest, celle de 1898 qui a mis en déroute les forces d'occupation françaises, et celle menées à Tenessa (1902), par le chef spirituel Moussa Ag-Amastan, et au cours de laquelle sont tombés au champ d'honneur 71 chahid de la région.

Djamel Belbey

Histoire de Sétif

Par Hassine Amrouni



DE AÏN EL FOUARA À SIDI EL KHEIR

Connue sous le nom d'Esedif à l'époque punique, puis Colonia Nerviana, Augusta Martilis, Veteranum Sitiiusum, sous l'ère romaine, devenant ensuite capitale de la Maurétanie sitifienne au IIIe siècle, l'occupation humaine de Sétif remonte à la préhistoire.

Une vue de la ville de Sétif à l'époque coloniale

Mosaïque du triomphe de Dionysos de Sétif

Lors de l'arrivée des Français en 1838, le site de Setifis ne présentait qu'un tas de ruines abandonnées à la place d'un fort byzantin et un seul arbre à proximité d'une source (signe de vie) au pied de cette ancienne citadelle. Près d'un siècle plus tard, en 1928, des fouilles effectuées ont permis de mettre au jour des stations datées du paléolithique inférieur (Ain El Hnech) et de l'épipaléothique (Maezloug et Ain Boucherit), des gisements d'industries et de silex ainsi que des ossements et autres animaux.

Terre fertile, d'où son nom (Zdif signifiant terres noires en berbère), cette contrée a connu plusieurs occupants, attirés par sa position stratégique (porte d'entrée ouest des hauts-plateaux constantinois) et point d'eau important grâce à ses nappes phréatiques, situées au pied des montagnes au seuil d'une plaine immense.

Ainsi, avant de subir la domination romaine, Sétif a été d'abord numide. Elle fait également partie du royaume des messasyliens avant d'être désignée capitale berbère en l'an 25 avant J.-C. Elle perd pourtant ce titre lorsque Juba lui préfère Cherchell.

Muraille datant de l'époque byzantine

En 57 après J.-C., l'empereur Nerva décide d'y établir une colonie de vétérans, elle reçoit alors divers noms tels que Colona Nerviana, Augusta Martialis ou Veteranum Sitiiusum.

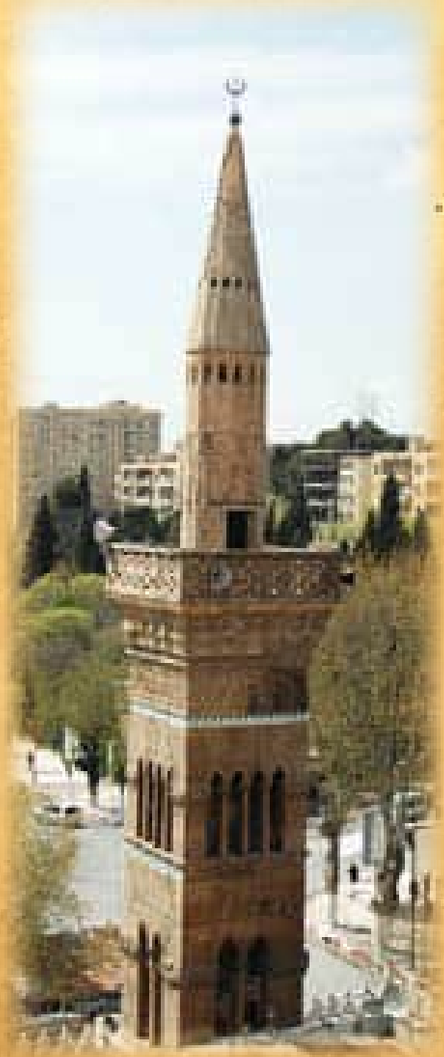
Lorsque les Vandales partent de Tingi (Tanger) pour rallier Carthage, ils traversent Sétif. Aussi, en arrivant à leur tour dans la région, les Byzantins trouvent une population fort réduite. En s'y installant en l'an 539 de

Ville de Sétif

l'ère chrétienne, le général byzantin Salomon la dote de remparts. Il fait de Sétif la capitale de la province de la Maurétanie première. Durant la période de leur règne sur Sétif, les Byzantins tentent d'atteindre le niveau de progrès de l'empire romain, mais ils n'y parviennent pas, en raison des révoltes successives des Berbères. Ils se trouvent même dans l'incapacité de maîtriser cette situation qui devenait de plus en plus intenable notamment avec l'arrivée des premières campagnes de la conquête musulmane.

Arrivée de la première expédition musulmane

Au milieu du VIIe siècle, les musulmans conquièrent la ville qui joue par la suite un rôle efficace dans la propagation de l'islam au niveau de toutes les régions environnantes. Trois siècles plus tard, Sétif se retrouve rattachée au califat musulman des Omeyyades, puis des Abbassides et des Fatimides. L'Etat fatimide a vu le jour grâce à l'efficace contribution de la tribu des Koutama très répandue dans cette région, plus précisément aux



La mosquée El Attik

alentours de Beni Aziz. C'est, en effet, de là qu'est parti à la conquête de l'Egypte le chef Johar Essiqili (le Sicilien) à la tête d'une imposante armée. La ville de Caire est édifiée en 969 par les Fatimides qui s'y installent définitivement. Après le départ de ces derniers, Sétif est rattachée, au XIIe siècle, au royaume des Hammadites et ce, jusqu'à l'arrivée des Beni Hilal qui entrent en conflit avec les Almohades.

Les Ottomans et les Français se succèdent à Sétif

Après l'invasion espagnole, les Ottomans ne tardent pas à étendre leur mainmise sur les différentes régions du pays. Durant cette période, l'autorité ottomane sur Sétif ne s'est pas faite de façon directe puisqu'elle relevait du beylik de Constantine. La ville a donc été dirigée par de grandes familles originaires de la région ou par des gouverneurs nommés par le bey de Constantine. Et c'est l'occupation française qui met fin à la régence ottomane sur Sétif.

A l'époque turque, Sétif était

Le mausolée du Sidi El Khier

Jardin Emir Adbelkader

dominée par les grandes familles locales dont les Ameur et gouvernée par les chefs turques envoyés par les Beys de Constantine. Cette organisation a maintenu la ville loin des pouvoirs politiques et l'a menée à sa marginalisation jusqu'à l'arrivée des troupes françaises le 15 décembre 1848, guidées par le général Galbois. Cependant, ce dernier ne s'y installe qu'un an plus tard, à la hâte, n'accordant aucun égard pour les vestiges anciens, utilisant une quantité importante de pierres de tailles romaines pour les fortifications militaires.

A partir de 1870 et jusqu'à 1930, le système colonial commence à se stabiliser mais seulement au seul profit de la population européenne. Ce qui poussera des groupements à se soulever pour exprimer leur ras-le-bol et leur refus de l'inégalité. C'est d'ailleurs, au cours de cette période que naît le mouvement de renouveau culturel et religieux «Nahda» sous la direction de cheikh Ibn Badis dont l'action trouve un très large écho auprès de la population musulmane de la région de Sétif.

Hassina Amrouni

Gare ferroviaire de Sétif

Aïn El Fouara

MONUMENT EMBLÉMATIQUE DE SÉTIF

Par Hassina Amrouni

Aïn El Fouara sous la neige

Monument emblématique de la ville de Sétif, Aïn El Fouara traîne derrière elle une histoire plus que centenaire. A l'origine, il s'agissait d'une simple fontaine, bâtie autour du jaillissement d'une source naturelle, chaude en hiver et froide en été. Mais le 4 juin 1894, le conseiller municipal Bastide proposa, lors d'une séance de travail, de la reconstruire car, selon son propos, «elle menace ruine». C'est alors qu'il a été décidé de la démolir et de la reconstruire entièrement. Seulement, pour ce faire, il fallait des fonds conséquents. Aussi, lors d'un déplacement à Paris, effectué durant l'été 1896, le maire Aubry sollicita le directeur des Beaux-Arts pour le don d'une statue afin de décorer la future fontaine. Sa demande ayant été agréée, le maire reçoit la fameuse statue en juillet 1898 après sa présentation à l'Exposition universelle de Paris.

Débarquée au port de Skikda, elle sera transportée sur une charrette et il aura fallu 12 jours pour arriver à Sétif. Mise en place, alimentée en eau à partir des bains romains du jardin Baral, situé à quelque 100 mètres plus loin, le monument laissera couler une eau pure au grand bonheur de la population.

Si la fontaine est l'œuvre du sculpteur Francis de Saint-Vidal, le socle et tout l'environnement architectural ont été conçus par un architecte français qui vivait à Sétif, un certain Eldin qui construisait aussi à l'époque le Théâtre de Sétif. Les travaux seront entièrement achevés en 1899. Depuis, ce chef-d'œuvre sculptural représentant une naïade dénudée juchée sur un rocher de 2 mètres de haut, offrant une eau claire jaillissant des interstices et des amphores, est jalousement préservée par la population car elle représente un pan de l'histoire de la ville.

Cette belle création artistique, incontournable au regard de tout visiteur de passage à Sétif, n'a pourtant pas connu la quiétude durant son centenaire d'existence. Bien au contraire, elle a failli par deux fois subir les assauts de la bêtise humaine, la première fois en 1986. Elle n'a dû son salut qu'à la protection et à l'assistance de la population qui s'est voulu un rempart contre les desseins malveillants de ceux qui voulaient la détruire. Malheureusement, en 1994, une bombe l'endommagera en partie. Un architecte œuvrera à colmater les fissures et à reconstituer les reliefs, redonnant ainsi à cette fontaine son aspect, voire sa splendeur originelle.

Cette fontaine, dressée au point stratégique de la ville de Sétif, demeure, aujourd'hui, un repère incontournable du centre urbain et comme tous les mythes se rattachant autour des fontaines, les Sétifiens disent que «quiconque boira de Aïn El Fouara y reviendra un jour».

Hassina Amrouni

Le mausolée du Sidi El Khier

SÉTIF SOUS LA PROTECTION DU «SAINT PATRON»

A une cinquantaine de kilomètres au sud de la ville de Sétif, se dresse le mausolée de Sidi El Khier, l'un des monuments les plus influents de la région.

Par Hassina Amrouni

Vue de l'intérieur du mausolée Sidi El Khier

Il est composé d'une mosquée, d'une pièce surmontée d'une coupole (kobba) abritant le tombeau du saint patron et d'un puits, le tout entouré d'un cimetière. Concernant la pièce où se trouve le tombeau, elle est de forme carrée et dans les quatre murs ont été percées de minuscules ouvertures afin de laisser entrer la lumière du jour. On raconte qu'avant de rendre l'âme, Sidi El Khier aurait demandé qu'on lui laisse ainsi une ouverture donnant sur la ville afin qu'il puisse continuer à veiller sur elle et la protéger de sa baraka.

Depuis, le mausolée de Sidi El Khier est un lieu de pèlerinage des habitants de la ville et même des régions environnantes. Plusieurs pratiques rituelles ont cours dans ce mausolée auquel les Sétifiens sont très attachés de manière atavique.

Les fidèles qui rendent visite au «saint patron», le plus souvent le vendredi (jour sacré) et durant les jours de fêtes religieuses, ne viennent jamais les mains vides, ils apportent avec eux la ziara, sorte d'offrande au saint pour bénéficier de sa baraka et de sa protection.

Les femmes observent alors un rituel bien précis et nulle n'y déroge. Se dirigeant directement vers la pièce où se trouve le tombeau, elles se déchaussent avant de franchir un seuil surélevé, marquant ainsi, en quelque sorte, la distinction entre les deux mondes extérieur (profane) et intérieur (sacré). Là, dans des murmures à peine audibles, elles adressent leurs supplications au saint patron. Les fidèles pénètrent ensuite à l'intérieur pour accomplir le rituel des prières et des offrandes. Elles allument des bougies qu'elles placent dans les niches situées dans les murs. Dans l'une de ces niches, percée sur toute sa longueur, se trouve la place du kanoun où l'on brûle de l'encens. Puis, elles préparent du henné et enduisent cette pâte sur tous les coins de la pièce, et aspergent de parfum plus particulièrement les angles et les niches. Quelques fois, le tombeau de Sidi El Khier est recouvert d'une nouvelle étoffe, que l'on rajoute sur celles déjà entreposées.

Une fois tous ces gestes rituels accomplis dans la foi et la dévotion, les femmes viennent s'asseoir autour du tombeau pour prier encore. Après avoir formulé des vœux en rapport avec les préoccupations quotidiennes (fécondité, mariage, guérison, paix des foyers…), on effectue l'offrande. Certaines femmes préparent à la maison un couscous accompagné de viande, consommé par les fidèles à l'extérieur du mausolée.

Concernant la ziara ou waâda, certaines personnes, ne pouvant faire le déplacement, délèguent une personne pour accomplir l'offrande à leur place. Elles envoient de l'argent ou des denrées alimentaires au gardien des lieux qui se chargera de le distribuer aux pauvres. Il se sert également de cet argent pour entretenir le mausolée.

D'autres offrandes se matérialisent par des étoffes d'un vert particulier car la couleur est associée dans la tradition musulmane au Paradis, des lustres ou des tapis, afin d'«habiller » le saint patron et sa zaouïa et lui offrir la lumière.

Hassina Amrouni

Aïn Lahnèche

DES SITES TÉMOINS DE LA PRÉHISTOIRE

Ruines romaines de Aïn Lahnèche

Par Hassina Amrouni

Un cimetière romain découvert à El Eulma en avril 2007 durant les travaux sur la route de Guelta Zergua

L'un des sites archéologiques les plus importants au monde se trouve en Algérie. Aïn Lahnèche, situé à quelques kilomètres d'El Eulma, dans la commune de Guelta El Zergua, a été découvert en 1947, à la suite des fouilles effectuées par le paléontologue français Camille Arambourg. Elles se poursuivent encore aujourd'hui, sous l'égide d'un chercheur algérien, le Dr Mohamed Sahnouni, archéologue, ayant fait ses études universitaires à Alger, puis à Paris pour enfin décrocher son PHD à l'Indiana University (USA).

L'intérêt des étudiants en post-graduation – ils sont plus de 200 étudiants à avoir travaillé sur le site depuis la reprise des fouilles en 1992 – de même que celui des chercheurs étrangers pour le site de Aïn Lahnèche sont également très manifestes. Aussi, une collaboration très fructueuse est établie entre les chercheurs algériens et leurs homologues étrangers afin de mener à bien les missions de recherches.

A ce titre, les fouilles entreprises par les Algériens en compagnie d'une équipe de chercheurs du site préhistorique d'Atapuerca en Espagne ont permis la découverte d'outils (silex) et de traces constatées sur les os des animaux (hippopotame....) datant d'il y a 1,8 million d'années, ce qui a fait dire aux chercheurs que l'homme de Aïn Lahnèche «vivait dans un paysage de savane semblable à celui d'Afrique subsaharienne actuelle».

Persuadés que le site n'a pas encore livré tous ses secrets, ils continuent leur exploration espérant trouver les os de l'homme de Aïn Lahnèche. En attendant, c'est une dent de crocodile qui a déjà été identifiée avec l'aide du paléontologue hollandais Jan van Der, présent sur place. Elle vient s'ajouter à la liste des 884 fragments d'ossements d'animaux fossilisés provenant de la faune sauvage peuplant le paléolithique inférieur (deux millions d'années environ) dans la région de Ain Lahnèche et mis au jour par une équipe de 15 archéologues algériens et étrangers durant la décennie allant de 1990 à 2002. Ces trouvailles archéologiques ont ensuite été remises au Musée national archéologique de Sétif où elles sont exposées fièrement aux visiteurs.

Aïn Lahnèche n'est, cependant, pas le seul site à avoir été fouillé, deux autres sites voisins, en l'occurrence les sites de Aïn Boucherit et El Kherba ont fait l'objet d'un intérêt très poussé de la part de cette même équipe de chercheurs menée par Mohamed Sahnouni, permettant la découverte de nombreux fragments d'objets et d'outils divers, datant de la même époque, et qui attestent d'une «présence humaine remontant à près de 2 millions d'années dans le bassin de Aïn Lahnèche». Un bassin que le Dr Sahnouni présente comme «l'un des plus anciens sites archéologiques au monde».

Militant en faveur du classement de la région de Aïn Lahnèche, les chercheurs veulent «en faire une région protégée». Et les autorités locales et tutélaires gagneraient à agréer cette demande car la richesse de ce site, qui n'a sans doute pas encore livré tous ses secrets, est inestimable.

Hassina Amrouni

Site antique de Djemila

LA BELLE DES BABORS

Jadis ville opulente, l'antique Cuicul a abrité près de 10 000 habitants. Située à une cinquantaine de kilomètres au nord-est de la ville de Sétif, la région servait d'oliveraies et de grenier à blé aux Romains. Fondée sur un sol accidenté, la ville était d'accès difficile donc facile à défendre et la surveillance, à partir des sommets alentours, aisée.

Par Hassina Amrouni

Ruines romaines de Djemila

Son édification sur un plan incliné, à 900 mètres de hauteur, lui donne une configuration triangulaire, sur une surface d'environ 80 000 m2.

Cette colonie de Vétérans, fondée à la fin du premier siècle après J.-C., durant le règne de l'empereur Nerva (96-98), est l'une des plus importantes villes romaines d'Afrique du Nord. Cuicul a été classée Patrimoine mondial de l'humanité en 1982.

La ville se compose de trois parties: la vieille cité ou quartiers nord; la nouvelle cité ou quartiers sud et le quartier dit «chrétien» au sud-est.

On y retrouve un forum, un capitole, plusieurs temples, une curie, un marché et un théâtre. Autour d'une vaste place, de nouvelles rues sont tracées, et la Cuicul devient peu à peu une ville où il fait bon vivre et où se développent de luxueuses demeures.

Dès la fin du IIe siècle, l'espace commençait à manquer à l'intérieur du périmètre précédemment délimité. Aussi, il a fallu aller au-delà des remparts pour poursuivre ce vaste élan urbanistique.

L'arc de Triomphe dédié à l'empereur Caracalla en 216 est encore en place. Il a été érigé la même année en l'honneur de l'empereur Caracalla, de sa mère Julia Domna et de son père Septime Sévère.

Djemila est également connue pour ses thermes sud, construits durant le règne de l'empereur Commode (161-192). Constitués d'un gymnasium, de salles froides, tièdes et chaudes, de vestiaires, d'étuves pour la sudation et de divers autres locaux, ces thermes constituent un grand monument, très beau et relativement bien conservé.

En 431, Cuicul est occupée par les Vandales. Ces derniers persécutent les Catholiques les forçant au départ après les accords conclus avec Genséric en 442. Après sa reconquête par les Byzantins, la ville retrouve un peu de sa stabilité et un certain regain d'activité mais cela ne dure pas puisqu'elle sombre dans l'oubli à la fin du VIe siècle.

En 1839, le duc d'Orléans, de passage à Djemila avec un corps expéditionnaire, le vit et conçut le projet de le faire transporter à Paris pour l'ériger sur une place avec l'inscription «l'Armée d'Afrique à la France». Heureusement, le projet sera abandonné après sa mort en 1842.

C'est en 1909, après construction d'une voie d'accès, que des fouilles sont entreprises par le Service des monuments historiques. Mme de Crésolles, archéologue, a dirigé le dégagement des ruines jusqu'en 1941.

Telle une vaillante sentinelle romaine, Djemila a résisté aux avatars, traversant les siècles d'Histoire sans trop de déchirures. Gageons qu'il en sera ainsi encore pour très longtemps.

Hassina Amrouni

SÉTIF, TERRE DE PRODIGES

Meriem Maza

Par Hassina Amrouni

Meriem Maza

De Ferhat Abbas à Rabah Belamri, en passant par Bachir et Ahmed Ibrahimi, Noureddine Aba, Ammar Koroghli, El Yazid Dib, Mohamed Nadhir Mostfai et tant d'autres, ils ont tous eu pour berceau Sétif.

Ils sont tous, de par leurs carrières politiques ou littéraires, parvenus à inscrire leurs noms en lettres d'or sur les tablettes de l'Histoire algérienne.

Parmi tous ces grands hommes, le nom d'une jeune femme nous a interpellés, celui de Meriem Maza, brillante scientifique, très impliquée dans le mouvement associatif auquel elle a donné beaucoup de son temps et de son énergie et qui, malheureusement, nous a quittés tragiquement il y a cinq ans, laissant derrière elle une œuvre inachevée.

Née à Sétif, Meriem a étudié la biologie cellulaire et moléculaire à l'Université de Ferhat-Abbas, avant d'approfondir son cursus universitaire avec une maîtrise en biochimie à l'Université de Bejaia. Parallèlement à ses études, elle a été correspondante de presse et a animé de nombreuses productions télévisées en France et en Algérie. Meriem Maza a, en collaboration avec l'Association «Les Oiseaux du Paradis», affiliée à l'Unicef, mis sur pied un programme de réinsertion des enfants en échec scolaire. Elle a également fondé, avec des étudiants en écologie, l'association Écologie et Vie de Sétif, qui œuvre à sensibiliser les citoyens à l'importance de l'hygiène publique et de la protection de l'environnement.

Meriem Maza obtient une bourse pour étudier la biotechnologie à l'Institut méditerranéen des études agronomiques de Chania, en Crête. Deux ans plus tard, elle part aux Pays-Bas pour travailler au laboratoire de génomique fonctionnelle du Plant Research International à l'Université de Wageningen, où elle décroche une maîtrise en biotechnologie.

Meriem Maza mène des recherches qui lui permettent de générer, par manipulation génétique, des plantes résistantes à la sècheresse dans le but d'étendre la superficie des terres cultivables dans des pays semi-arides comme ceux du Maghreb.

Alors qu'elle est Boursière Sauvé à Montréal, Meriem Maza met à profit ses aptitudes en journalisme et perfectionne ses talents d'animatrice de télévision sous la supervision de Paul Shore, un autre Boursier. Elle écrit à l'occasion des articles pour les médias locaux et anime une émission matinale à Radio Centre-Ville.

Entre 2006 et 2007, Meriem étudie à l'Université de Glamorgan à Cardiff, au Pays de Galles, en tant que titulaire d'une bourse Chevening britannique. Combinant ses intérêts pour les sciences et son penchant pour la communication et les médias, elle s'inscrit pour une maîtrise ès sciences avec distinction en communication scientifique. Mériem collabore, par ailleurs, à la préparation d'un manuel intitulé « Doing a Local Community Biodiversity Audit: a handbook for community groups in Wales ».

Dynamique et touche à tout, elle travaille, avant d'entreprendre sa maîtrise ès sciences, comme directrice adjointe du film Mon Colonel (2006) de Costa Gavras et a collaboré avec la télévision algérienne à une émission sur les programmes sociaux.

Les 6 et 7 septembre 2007, Mériem est invitée à prendre part à un symposium sur la science publique à Ottawa, mais elle meurt tragiquement, le 1er septembre, à l'âge de 33 ans, dans une explosion de bonbonnes de propane, servant au chauffage de la maison où elle est logée, à Entrelacs, un village à l'ouest de Rawdon, dans la localité de Montréal.

Hassina Amrouni

Sétif, mardi 8 mai 1945

QUAND LA VILLE BASCULE DANS L'HORREUR

Massacre du 08 mai 1945

Par Hassina Amrouni

Massacre du 08 mai 1945

Célébrant la fin des hostilités et la victoire des Alliés sur les forces de l'Axe, un défilé est organisé par les partis nationalistes algériens qui, profitant de l'audience donnée à cette journée, décident de mettre sur pied des manifestations pacifiques afin de rappeler leurs revendications patriotiques. Dès 10 heures, les Sétifis investissent la ville, en s'ébranlant de la mosquée de la gare sous l'hymne national Min djibalina, mais aussi en arborant des pancartes sur lesquelles sont inscrits des slogans hostiles au pouvoir colonial tels que «A bas le colonialisme», «Vive l'Algérie libre et indépendante», «Libérez Messali»…

Aïssa Cheraga, chef d'une patrouille de scouts musulmans, arbore le drapeau algérien. Il a été choisi par les organisateurs pour sa taille. La foule arrive à proximité du Café de France, situé au bas d'un hôtel du même nom. Quatre policiers en faction guettent le moindre faux geste, le moindre faux pas. Des Français, qui étaient attablés à la terrasse du café, voyant le drapeau algérien et les inscriptions sur les pancartes, se ruent sur les manifestants. Le commissaire Olivieri tente de s'emparer du drapeau, mais est jeté à terre. Des Européens, en marge de la manifestation assistant à la scène, se précipitent vers la foule. Dans le souci de préserver l'emblème national, un jeune homme de 26 ans, Bouzid Saâl, s'en empare et se met à courir. Mais un policier lui tire dessus et le tue sur le coup. D'autres tirs provenant des autres policiers provoquent un large mouvement de panique.

Sétif, Guelma et Kherrata connaîtront un acharnement meurtrier sans pareil de la part de l'armée coloniale qui n'hésitera pas à tirer plus de 800 coups de canon sur la région de Sétif depuis la rade de Béjaïa. L'aviation française incendie une cinquantaine de «mechtas». Les blindés sont relayés par les militaires lourdement armés d'automitrailleuses. Face au nombre trop important de victimes, l'armée coloniale, se trouvant dans l'impossibilité de les enterrer, décide de les jeter dans les puits, dans les gorges de Kherrata, tandis que ses milices se chargent de faire disparaître les cadavres dans des fours à chaux. Cette abjecte répression prend officiellement fin le 22 mai 1945.

Si les autorités françaises de l'époque fixent le nombre de tués à 1 165, un rapport des services secrets américains à Alger en 1945 note pour sa part 17 000 morts et 20 000 blessés. Mais le gouvernement algérien rejettera ces chiffres

affirmant que 45000 Algériens ont été tués, victimes de la barbarie de l'armée française.

Le peuple algérien gardera à jamais en mémoire le souvenir de ce mardi 8 mai 1945, jours de marché. Kateb Yacine, alors lycéen à Sétif, écrit à ce propos : «C'est en 1945 que mon humanitarisme fut confronté pour la première fois au plus atroce des spectacles. J'avais vingt ans. Le choc que je ressentis devant l'impitoyable boucherie qui provoqua la mort de plusieurs milliers de musulmans, je ne l'ai jamais oublié. Là se cimente mon nationalisme».

Hassina Amrouni

El-Djazaïr.com
GROUPE

GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION

Le magazine promotionnel de l'Algérie
El-Djazaïr.com
www.eldjazaircom.dz
Revue mensuelle-N°56-Novembre-2012
Une vision nouvelle des équipements publics
Une nouvelle stratégie pour une nouvelle image de marque
les trois piliers de la coopération algéro-française
Abdelmalek Sellal est une personne de grande qualité
Réconciliation Nationale
UN CHOIX HISTORIQUE

www.eldjazaircom.dz

Le président Abdelaziz Bouteflika entouré du président du HCE, Ali Kafi et des défunts présidents, Ahmed Benbella et Chadli Bendjedid